



Rapport Annuel 2021

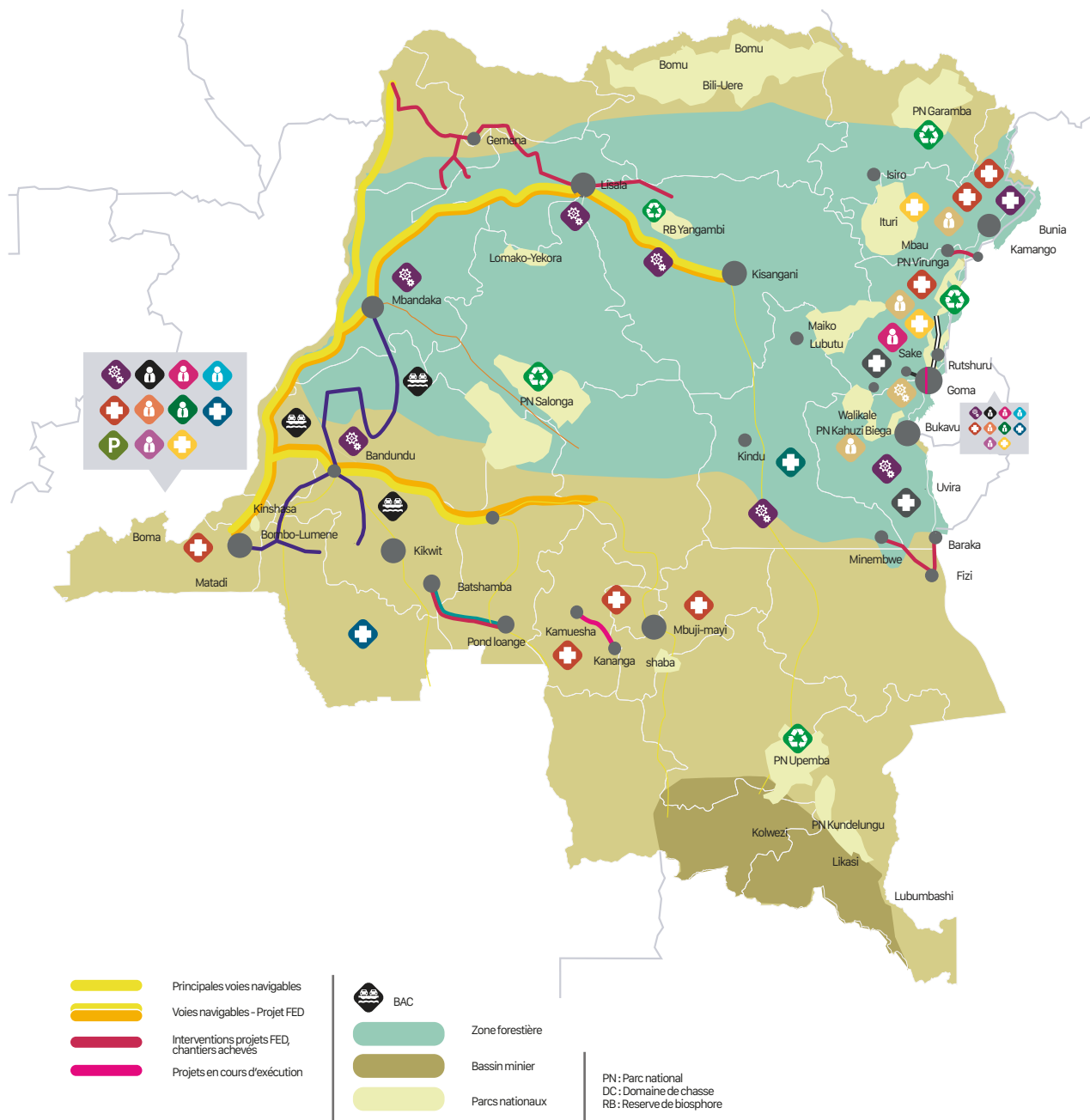




Rapport Annuel 2021



Cartographie



PANAV 60 M€	RN1 150 M€	PARJ II 35 M€	PROGRESS 25 M€	ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE 165 M€
OSC 12 M€	PA2D 15 M€	SANTE (PRO-DS) 217,4 M€	PARJE 18 M€	SECURITE ALIMENTAIRE 10 M€
VOIRIES GOMA ET RN2 28,5 M€	PROFIT 3 M€	PARP III 20 M€		



ENGAGEMENTS 10E FED

INTITULES PROJETS PROGRAMMES COMPOSANTES N° COMPTABLE		ALLOCATION EN €
1 ^{er} DOMAINE DE CONCENTRATION : GOUVERNANCE		124,969,663
1	Appui aux Parlements 021-349	4,685,671
2	Appui à la réforme de la Police 021-350	17,000,000
3	Appui à la réforme de la Justice (PARJ) 021-351	30,227,737
4	Appui à la modernisation des Finances publiques (PAMFIP) 021-352	10,000,000
5	Appui à la décentralisation en RDC (PA2D) 021-561	15,000,000
6	Appui aux élections 022-855	41,500,000
7	Appui à l'Ordonnateur national 021-425	6,556,255
2 ^e DOMAINE DE CONCENTRATION : SANTE		93,857,442
8	Appui au plan national de développement sanitaire (PAPNDS/Santé) 021-511	53,857,442
9	Accélération de l'atteinte des OMD 4 & 5 en RDC 023-801	40,000,000
3 ^e DOMAINE DE CONCENTRATION : INFRASTRUCTURES		311,610,192
10	Appui à la réhabilitation des infr. routières & assainissement urbain (PARAU) 021-535	109,410,192
11	Appui à la navigabilité des voies fluviales et lacustres en RDC (PANAV) 021-536	60,000,000
12	Réhabilitation de la voirie de GOMA 022-738	28,500,000
13	Route nationale n° 1 022-739	113,700,000
DOMAINES HORS CONCENTRATION		63,811,083
ENVIRONNEMENT		39,515,000
14	Appui à la politique nationale de conservation et gestion de la forêt et de la biodiversité 021-032	39,515,000
RENFORCEMENT DE CAPACITES INITIATIVES DIVERSES		30,451,083
15	Aide au Commerce 021-348	16,000,000
16	Facilité de Coopération Technique — TCF III 021-694	2,721,293
17	Facilité de Coopération Technique — TCF IV 022-915	6,551,083
18	Appui aux Organisations de la société civile 022-726	4,000,000
ENVELOPPE B		148,196,076
19	Appui au STAREC — Volet santé 022-623	4,890,000
20	Appui à la réforme de la Justice à l'est de la RDC (PARJE - HUAKI SAFI) 022-398	18,435,295
21	Appui à la stabilisation et reconstruction de l'est de la RDC (PASTAR) 022-551	20,620,000
22	Appui budgétaire à la stabilisation économique de la RDC 021-645	22,620,000
23	VFLEX — Appui budgétaire pour atténuer les effets de la crise écon. et financière en RDC 022-389	50,000,000
24	Office d'aide humanitaire ECHO 022-389	9,975,000
25	Initiative contre les violences basées sur le genre 023-084	20,000,000
TOTAL DES ENGAGEMENTS		745,764,968



ENGAGEMENTS 11e FED

INITIULES PROJETS PROGRAMMES COMPOSANTES N° COMPTABLE		ALLOCATION EN €
Programme indicatif national		
1 ^{er} DOMAINE DE CONCENTRATION : GOUVERNANCE		83 000 000,00
1	Appui à la réforme de la Sécurité (PROGRESS) - Volet Défense I 036-193	25 000 000,00
2	Deuxième appui à la réforme de la Justice (PARJ 2) I 041-979	35 000 000,00
3	Contribution au Fonds fiduciaire multi-bailleurs (Profit-Congo) I 041-978	3 000 000,00
4	Appui à la réforme de la Police (PARP Phase III) I 042-471	20 000 000,00
2 ^e DOMAINE DE CONCENTRATION : SANTÉ		222 000 000,00
5	Amélioration de l'état de santé de la population de 7 zones de la province orientale I 033-822	5 000 000,00
6	Renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé en RDC (PRODS) I 038-165	217 000 000,00
3 ^e DOMAINE DE CONCENTRATION : INFRASTRUCTURES		155 000 000,00
7	Réhabilitation de la route Nationale n° 1 - Section Tshikapa - Mbuji-Mayi I 038-614	150 000 000,00
8	Complétion d'axes transfrontaliers des pays de grands lacs (Est de la RDC) I 041-240	5 000 000,00
4 ^e DOMAINE DE CONCENTRATION : ENVIRONNEMENT		175 000 000,00
9	Environnement et agriculture durable I 037-685	165 000 000,00
10	Action de résilience pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en RDC I 042-377	10 000 000,00
DOMAINES HORS CONCENTRATION		49 203 073,40
11	Appui à l'Ordonnateur national I 034-686	7 976 976,69
12	Facilité de coopération technique VI I 034-692	11 403 796,71
13	Appui à l'Ordonnateur national - Subvention I 040-896	2 322 300,00
14	Facilité de coopération technique VI I 041-856	8 000 000,00
15	Appui à l'ordonnateur national - Subvention 2020 I 041-857	7 500 000,00
16	Appui à la participation citoyenne dans la gestion du bien commun en RDC (PARC-RDC) I 039-983	12 000 000,00
Total des engagements de l'enveloppe A du programme indicatif national (PIN)		684 203 073,40
Programme indicatif régional		
17	Appui à la gouvernance des infrastructures régionales et nationales en Afrique centrale (PAGIRN) I 040-729	5 000 000,00
Total des engagements du programme indicatif régional (PIR)		5 000 000,00
TOTAL DES ENGAGEMENTS PIN ET PIR		689 203 073,40



L'ORDONNATEUR NATIONAL

Le cadre de coopération UE – ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) prévoit, en amont des acteurs de mise en œuvre des projets sur le terrain, un Ordonnateur national du Fonds européen de développement, en la personne du ministre des Finances, pour le cas de la République démocratique du Congo. Celui-ci est le représentant attitré du pays auprès de la Commission européenne.

Les principales tâches de l'Ordonnateur national, de même que celles de l'Ordonnateur régional (interventions au niveau régional), relatives à la gestion indirecte des ressources du FED, telles que définies dans l'article 35 de l'Accord de Cotonou, se présentent comme suit :

- Il est chargé de la coordination, de la programmation, du suivi régulier et des revues annuelles, à mi-parcours et finale, de la mise en œuvre de la coopération ainsi que de la coordination avec les donateurs ;
- Il est chargé de la préparation, de la présentation et de l'instruction des projets et programmes, en étroite collaboration avec le Chef de délégation ;
- Il prépare les dossiers d'appels d'offres et, le cas échéant, les documents d'appels à propositions ;
- Avant le lancement des appels d'offres et, le cas échéant, des appels à propositions, il soumet pour approbation les dossiers d'appels d'offres et, le cas échéant, les documents d'appels à propositions au Chef de délégation ;
- Il lance, en étroite collaboration avec le Chef de délégation, les appels d'offres ainsi que, le cas échéant, les appels à propositions. Il reçoit les soumissions et, le cas échéant, les propositions, préside à leur analyse, arrête les résultats des appels d'offres et, le cas échéant, des appels à propositions ;
- Il approuve et transmet, pour accord, au Chef de délégation, d'une part, les résultats des dépouillements des offres ainsi que, le cas échéant, des propositions et, d'autre part, des propositions d'attribution des marchés et, le cas échéant, d'octroi des subventions ;
- Il signe les contrats, les devis-programmes et leurs avenants approuvés par le Chef de délégation ;
- Il procède à la liquidation et à l'ordonnancement des dépenses dans les limites des ressources dont il assure l'exécution ;
- Il prend les mesures d'adaptation nécessaires pour assurer, du point de vue économique et technique, la bonne exécution des projets et programmes.

Le Chef de délégation de l'Union européenne de l'État ACP (Ordonnateur subdélégué) et l'Ordonnateur national et/ou régional travaillent en étroite collaboration dans la mise en œuvre des projets et programmes financés par les ressources du FED. Ce dernier se rassure, de manière quotidienne, que l'exécution des actions est réalisée dans le respect des procédures FED en vigueur.

Il doit prendre les mesures appropriées pour prévenir les irrégularités et les fraudes pendant l'exécution des contrats, des devis-programmes et tout autre instrument de financement.

Le cas échéant, il doit engager les poursuites afin de récupérer les fonds illégitimement versés.

Lorsque l'Ordonnateur national ou régional n'assure pas ou n'est pas en mesure d'assurer les tâches qui lui sont confiées, l'Ordonnateur subdélégué peut se substituer temporairement à ce dernier.



LE CHEF DE DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE

À la demande de chaque groupe régional ou État ACP, une délégation de l'Union européenne y est présente. Celle-ci a pour principales fonctions de représenter l'ensemble des institutions de l'UE sous l'autorité du Chef de délégation.

En République démocratique du Congo, le Chef de délégation conduit un dialogue politique qui s'inscrit dans le cadre de l'Accord de Cotonou sur le partenariat ACP-UE, avec les autorités du pays et la société civile.

Interlocuteur privilégié des États ACP et organismes éligibles à un soutien financier de l'Union européenne, le Chef de délégation de l'UE travaille en collaboration étroite avec l'Ordonnateur national et/ou régional du FED.

À ce titre, il est l'intermédiaire entre le siège de l'Union européenne et les autorités du pays et contribue, en tant que partenaire de première importance, au développement durable et à la lutte contre la pauvreté, à travers les programmes de coopération.

Assurant la présidence locale de l'Union européenne, il joue un rôle de coordination et d'impulsion et s'exprime au nom de l'Union européenne et de tous ses États membres.

Il collabore, en outre, avec les institutions internationales et régionales (Banque mondiale, Banque africaine de développement, Fonds monétaire international et autres) et les missions diplomatiques des pays partenaires.

Aussi, le bureau de la Direction générale de l'Aide humanitaire et de la protection civile (ECHO) présente au sein de la délégation de l'Union européenne, qui supervise les programmes humanitaires financés par la Commission européenne, travaille sous son autorité.

Dans le cadre de la déconcentration des compétences, les services compétents de la Commission européenne peuvent déléguer une partie de leurs pouvoirs aux Chefs de délégation (Ordonnateurs subdélégués) ainsi qu'à d'autres Ordonnateurs subdélégués au sein des délégations déconcentrées, sous la responsabilité des Chefs de délégation.





04

Introduction

L'Ordonnateur national
du FED

08

Le Chef de délégation
de l'Union européenne

09

Coopération UE-RDC

12



12

1^{ère} Partie

La COFED

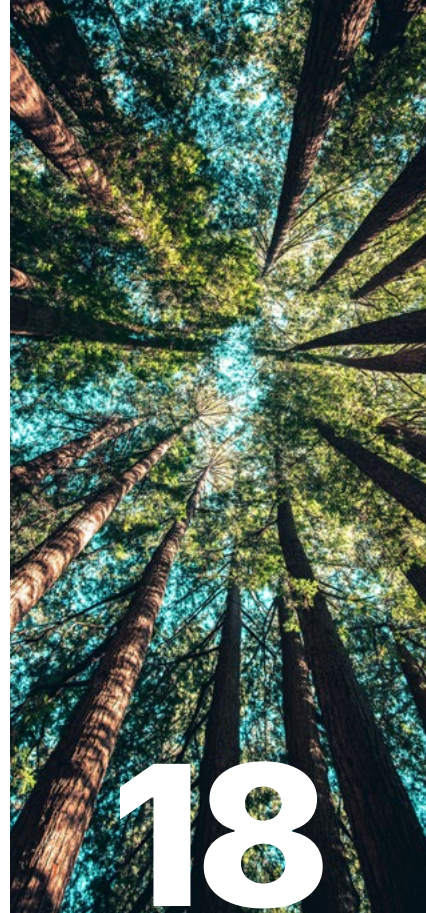
16

Résumé du rapport
annuel

18

Executive summary

20



18

2^{ème} Partie

Gouvernance

22

Infrastructures

38

Santé

46

Environnement

54



64

3^{ème} Partie

Passation de Marchés

64

Bilan Financier du
programme Indicatif
national

70



93

4^{ème} Partie

Glossaire

96

Abréviations

100

Légendes et crédits

105





COOPERATION UE-RDC

CADRE GÉNÉRAL DE LA COOPÉRATION ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LES PAYS ACP

L'Accord de Cotonou

Signé en juin 2000, l'Accord de Cotonou, qui régit le partenariat entre les vingt-sept (27) pays de l'Union européenne et les soixante-dix-neuf (79) États ACP a pour objectif ultime d'éradiquer la pauvreté. Cet accord, conclu pour 20 ans, est l'aboutissement d'un long processus de renouvellement de l'Accord de Lomé, signé en 1975, et repose sur trois axes : la coopération au développement, la coopération économique et commerciale ainsi que le dialogue politique.

Le processus de renégociation de l'Accord de Cotonou, formellement ouvert durant la période d'août 2018 à décembre 2020, a permis l'élaboration des nouveaux textes du futur accord par les équipes techniques des ACP et de l'Union européenne. Durant cette période, en attendant le nouvel accord, le Comité des ambassadeurs ACP-UE a arrêté des mesures transitoires, en décembre 2019, conformément aux dispositions de l'Accord de Cotonou, qui prévoit une prorogation jusqu'à la signature du nouvel accord. Ce dernier s'articule autour des axes suivants : la réduction de la pauvreté, la question migratoire, les relations commerciales et la lutte contre le changement climatique.

La coordination de l'Accord de Cotonou est mise en œuvre par des institutions paritaires ACP-UE. Il s'agit du Conseil des ministres, du Comité des ambassadeurs, de l'Assemblée parlementaire paritaire et, en accompagnement et suivi, des réunions des Chefs d'État.

La gestion administrative de cette institution est assurée par le Secrétariat de l'Organisation des États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (OEACP), dirigé par un Secrétaire général doté de pouvoirs exécutifs. Le Secrétariat assiste les organes de coordination de l'Organisation dans leurs missions.

La politique d'aide au développement de l'Union européenne

Dans le domaine de la coopération au développement, la politique de l'Union européenne s'inscrit dans le cadre des principes et objectifs de son action extérieure.

Cette politique vise à réduire et, à terme, éradiquer la pauvreté, en conformité à l'article 208 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), composante du Traité de Lisbonne (2007), qui établit une constitution pour l'Europe.

Le Service européen pour l'Action extérieure (SEAE) est chargé de mener la diplomatie de l'Union européenne, à Bruxelles et à l'étranger, depuis 2011, selon les dispositions du Traité de Lisbonne. En RDC, les institutions de l'UE sont représentées par la Délégation de l'Union européenne (DUE) dans ses domaines de compétences, principalement pour mettre en œuvre les priorités de l'UE en matière de développement. Elle assure également la présidence permanente de l'UE en RDC.

Les instruments financiers de l'Aide au développement

Le Fonds européen de développement (FED) constitue le principal instrument financier de la coopération entre l'UE et le Groupe ACP. Il finance de nombreux programmes et projets de développement dans l'ensemble des pays ayant conclu l'Accord de partenariat avec l'Union européenne.

Chaque renouvellement de l'Accord de partenariat conclu entre l'UE et ses partenaires est assorti d'une enveloppe financière globale, destinée à la mise en œuvre de la coopération pendant une période de 5 ans. Le 11e FED, d'une allocation globale de 30,5 milliards d'Euros, couvre la période 2014-2020. De ce montant, 29 milliards d'euros sont alloués aux États ACP.

L'enveloppe financière du FED destinée à la RDC se décompose de la manière suivante :

- Un Programme indicatif national (PIN) d'un montant initial de 620 millions d'euros couvrant la période 2014-2020.

- Un Programme indicatif régional (PIR) pour l'Afrique centrale, d'un montant global total de 350 millions d'euros, couvrant la période 2014-2020, dont la RDC bénéficie dans les domaines prioritaires concernant (i) l'intégration politique en matière de paix et sécurité ; (ii) l'intégration économique et commerciale (projet COMESA, PAGIRN) ; (iii) la gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité (projet ECOFAC VI).
- Des prêts au travers d'une Facilité d'investissement, gérée par la Banque européenne d'investissement (BEI), dont l'objet est de soutenir le développement économique des pays ACP. Les investissements sont réalisés aux conditions de marché dans le secteur privé, ainsi que par le financement d'entreprises du secteur public gérées commercialement, en particulier celles qui sont responsables d'infrastructures économiques essentielles. La BEI fournit des capitaux à risque, des prêts ordinaires, des garanties ainsi que des bonifications d'intérêts pour certaines opérations jugées prioritaires. Le Comité de la Facilité, composé des États membres, se prononce sur les orientations et les décisions qui sont validées par le Conseil d'administration de la BEI.
- Une enveloppe dite intra-ACP, cogérée par la Commission européenne et le Secrétariat ACP. Les programmes intra-ACP financent des actions thématiques communes à un grand nombre ou à l'ensemble des pays ACP ainsi que des participations à des fonds multilatéraux. La coopération intra-ACP est une coopération de nature géographique et de niveau suprarégional (par opposition aux niveaux national et régional). Au titre de la coopération intra-ACP, des initiatives régionales ont été soutenues, à partir notamment des « facilités » (Eau, Énergie, Paix, Migration), mais également à partir des fonds mondiaux ou des organisations internationales (Fonds global Sida, Fast-Track Education, soutien à l'Union africaine, Fonds PPTE et Fonds fiduciaire Infrastructures dans le cadre du partenariat UE-Afrique sur les infrastructures).

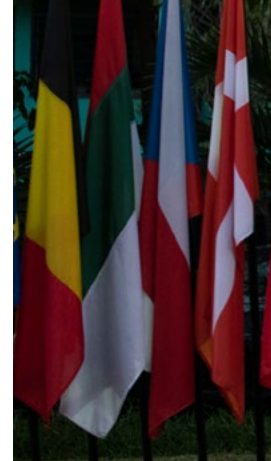
Des instruments à vocation thématique, ouverts à tous les pays en développement, viennent compléter ces outils. Il s'agit de :

- l'instrument pour la coopération et le développement (ICD) ;
- l'instrument européen pour la démocratie et les Droits de l'Homme (EIHDR) ;
- la Facilité alimentaire de l'UE ;
- ECHO pour l'aide humanitaire.





COOPERATION UE-RDC



Le contexte de la coopération entre l'Union européenne et la RDC

Construite en plusieurs étapes, la coopération structurelle entre l'Union européenne et la RDC a été interrompue pendant une dizaine d'années (1992-2002), période durant laquelle des programmes humanitaires ont subsisté et ont été mis en œuvre directement par la Commission européenne, au travers de son agence humanitaire, et d'ONG. Cette coopération a repris en 2003 et, à la même période, un Ordonnateur national (ON) du FED, à savoir le ministre des Finances, a été désigné. Cette étape marquait ainsi le rétablissement des modalités d'une coopération cogérée du FED entre l'ON et l'UE, telles qu'établies par l'Accord de Cotonou.

L'ON a récupéré progressivement ses attributions en 2004 et a ainsi bénéficié de services techniques pour l'assister (la COFED). De ce fait, tous les projets identifiés dans les conventions de financement signées depuis 2005 entre l'ON et l'UE sont mis en œuvre selon les règles communes à tous les États ACP, et notamment la suivante : l'Ordonnateur national assure les responsabilités de maître d'ouvrage. Depuis 2006, l'ON lance les appels d'offres, organise l'ouverture des offres et leur évaluation, propose l'attribution des marchés, signe des contrats, en assure la gestion contractuelle et la maîtrise d'ouvrage et, enfin, procède à la liquidation et l'ordonnancement des paiements.

En septembre 2008, l'ON désigne un Ordonnateur national délégué, en la personne du Coordonnateur de la COFED, afin de faciliter l'accompagnement et le traitement des divers dossiers et procédures administratives gérées par l'autorité contractante dans le cadre du FED.

C'est ainsi que sur le plan de la coopération bilatérale, la Cellule assure le suivi d'une des plus importantes enveloppes, soit 684 millions d'euros ne concernant que l'enveloppe programmable mobilisée sur quatre axes prioritaires :

- Santé : 222 millions d'euros ;
- Environnement et agriculture durable : 175 millions d'euros ;
- Renforcement de la gouvernance et État de Droit : 88 millions d'euros ;

- Infrastructures : 150 millions d'euros.

À ceci s'ajoutent quelques mesures d'appuis transversaux (appui à la société civile : 12 millions d'euros, et autres mesures : 18 millions d'euros). L'enveloppe non programmable, destinée à couvrir les imprévus, sera déterminée ultérieurement, selon les mécanismes et procédures spécifiques.

Ce partenariat prévoit un dialogue politique soutenu qui permet à l'UE et à la RDC d'échanger régulièrement et ouvertement sur les sujets d'intérêt commun, et notamment la préservation de l'espace politique et le respect des Droits humains. Le 3e dialogue s'est tenu en octobre 2021.

Aide humanitaire

Des conflits récurrents ont entraîné des déplacements massifs de populations et une crise humanitaire importante en R.D. Congo. De plus, le pays fait face à de multiples épidémies.

Ainsi, des populations déplacées ou vulnérables ont reçu une assistance de la DG-ECHO, bureau de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne, par le biais d'une aide humanitaire appropriée et dans le respect des principes humanitaires, tel que l'impartialité et la neutralité.





De plus, la DG-ECHO finance des projets de préparation et d'atténuation des risques dans des régions sujettes aux catastrophes naturelles. Elle vient aussi en aide aux personnes réfugiées arrivant sur le territoire de la RDC en provenance de la République centrafricaine, du Soudan du Sud et du Burundi. Dans les zones où le retour des réfugiés est possible, la DG-ECHO fournit les conditions minimales pour aider à la reconstruction du cadre de vie et à une amélioration des services sociaux de base.

Dans les zones épargnées par les conflits, l'aide humanitaire est principalement axée sur la malnutrition aiguë, l'insécurité alimentaire et les épidémies (rougeole et choléra notamment).

Le nouvel Accord

Les négociations relatives au nouveau cadre de coopération entre l'OEACP et l'Union européenne ont été finalisées. Les parties sont parvenues à un accord qui soutiendra le développement durable des États de l'OEACP.

Avec la fin de l'Accord de Cotonou, en novembre 2021, qui constituait l'ossature du partenariat entre l'Union européenne et les soixante-dix-neuf (79) pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), durant 20 ans, un atelier d'échanges s'est tenu à Kinshasa, en octobre 2021, sur l'état des lieux de la programmation pluriannuelle des actions de l'Union européenne en RDC, dans le cadre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (NDCI).

Le Programme Indicatif multi-annuel 2021-2027 de la RDC a été présenté à l'Union européenne en fin d'année ainsi que le plan d'action annuel 2021.

La stratégie de l'Union européenne en RDC, traduite dans ce Programme indicatif multi-annuel 2021- 2027, vise (i) une stabilisation durable du pays, notamment à travers le renforcement des institutions et la consolidation parallèle du contrat social ; (ii) une réduction des inégalités : sociales, économiques, politiques, territoriales, numériques, mais aussi entre hommes et femmes et ; (iii) une contribution à la préservation des biens publics globaux.

Les domaines prioritaires pour la coopération de l'Union

européenne en RDC pendant cette période sont :

- Gouvernance, paix et sécurité, comprenant la gouvernance démocratique, la réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance économique (notamment mobilisation des recettes et climat des affaires).
- Développement humain, comprenant la santé, l'éducation, la protection sociale, la réduction des inégalités, la promotion économique, sociale et politique des femmes et de la jeunesse.
- Alliance pour le développement durable contribuant à une exploitation durable des ressources naturelles dans une perspective de réduction des inégalités socio-économiques, d'atténuation de certaines causes profondes des conflits, de préservation de biens publics globaux, et ce, au travers de l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la gestion des forêts et l'accès à l'énergie renouvelable.

A cela s'ajoutent des garanties et facilités d'investissement, qui seront disponibles grâce au Fonds européen de développement durable « FEDD+ », instrument privilégié pour mobiliser les investissements privés en ce qui concerne notamment l'exploitation durable des forêts, la production agricole commerciale, l'énergie renouvelable et le développement humain.

Conformément à la feuille de route européenne sur l'appui à la société civile, l'Union européenne prévoit que les organisations de la société civile accompagnent le programme de coopération par leurs contributions et observations dans tous les domaines.

Enfin, des mesures d'appui transversales renforceront l'impact du programme indicatif multi-annuel (PIM) à travers des mesures en faveur de la société civile, des études et assistances techniques ponctuelles, etc.

Le programme indicatif multi-annuel de la RDC aura une durée de sept (7) ans, divisée en deux (2) périodes : 2021-24 et 2025-27. Bien que la durée de ce PIM soit de sept ans, les dotations indicatives pour la R.D. Congo ne sont fournies que pour la période 2021-2024. Les dotations indicatives pour la période 2025-2027, ainsi que la modification éventuelle d'autres éléments substantiels du PIM, feront l'objet d'une décision de l'Union européenne, à la suite d'un examen de la mise en œuvre du programme.





LA COFED

Le cadre du partenariat politique, économique et commercial entre les parties signataires de l'Accord de Cotonou est conclu pour une durée de vingt ans, à partir de juin 2000.

Il offre une ossature cohérente d'appui aux stratégies de développement définies par chaque État ACP, dans lequel un Ordonnateur national du FED (ON) est désigné. C'est dans l'objectif de la réduction, voire de l'éradication de la pauvreté, que des prérogatives sont attribuées à l'Ordonnateur national du FED en matière de supervision, mise en œuvre et suivi des programmes et projets financés par l'Union européenne.

La politique d'aide au développement européenne est mise en œuvre, entre autres, au travers du Fonds européen de développement (FED) qui constitue le principal instrument financier de la coopération entre l'UE et l'organisation des États ACP (OEACP).

C'est ainsi que chaque État ACP désigne un Ordonnateur national, chargé de le représenter auprès de l'Union européenne. En RDC, c'est le ministre des Finances qui est désigné Ordonnateur national du FED.

Pour permettre à ce dernier d'assurer pleinement ses prérogatives, il bénéficie, à l'instar de ses homologues des autres pays ACP, de l'appui d'une structure technique afin d'accomplir au mieux ses attributions dans le cadre de cet Accord.

Cette structure, nommée Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du Fonds européen de développement (COFED) a été créée en novembre 2014, par arrêté ministériel. Elle est placée sous la supervision d'un Coordonnateur, qui assume également les fonctions d'Ordonnateur national délégué.

Les missions de la COFED, en tant que service technique de l'Ordonnateur national, qui travaille étroitement avec la délégation de l'Union européenne, sont les suivantes :

- Assister l'Ordonnateur national du FED dans la gestion des ressources octroyées à la RDC par l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement ;
- Coordonner, avec les ministères techniques et les organisations de la société civile, les travaux relatifs à la programmation, le suivi régulier, les revues annuelles, à mi-parcours et finales, de la mise en œuvre de la coopération UE-RDC ;

- Participer à l'instruction et à l'élaboration des projets et programmes nationaux et régionaux ;
- Préparer les dossiers d'appel d'offres, en assurer la publication et soumettre les propositions d'attribution à la DUE ;
- Assurer la liquidation et l'ordonnancement des dépenses dans la limite des ressources disponibles ;
- Apporter un appui institutionnel et juridique aux maîtres d'ouvrage délégués et aux maîtres d'œuvre des différents programmes ;
- Mener, en collaboration avec la DUE, les actions de visibilité des différents projets et programmes financés par cette dernière.

Outre le renforcement de capacités, les partenaires nationaux intervenant dans la mise en œuvre des projets et programmes FED sont également accompagnés par la COFED, qui met à leur disposition son expertise technique, juridique et financière. À ce titre, il convient de citer, entre autres, l'assistance juridique, l'organisation de missions régulières de supervision et d'évaluation sur terrain ainsi que l'accompagnement dans les activités de visibilité et de l'information du grand public sur les réalisations enregistrées dans le cadre de la coopération UE-RDC.

La Convention de financement du projet d'appui à l'Ordonnateur national du FED assure le fonctionnement de la Cellule. Le Gouvernement congolais contribue à la prise en charge des activités de la structure, conformément aux principes édictés dans la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'aide au développement.

Hôtel des Impôts (DGI) Croisement des avenues
des Marais et Provinces Orientale - Gombe
Kinshasa - RDC
(+243) 81 555 36 44
cofed@cofed.cd
www.cofed.cd



Alexis Thambwe Mwamba
Coordonnateur national / Ordonnateur national délégué



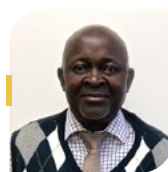
Pierre Medi Kongolo
Coordonnateur adjoint, Chef de section Admin. et Finances



Jacky Mukala
Assistant technique



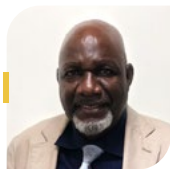
Alice Ntumba
Responsable administratif et financier



Omari Bukuku
Conseiller juridique



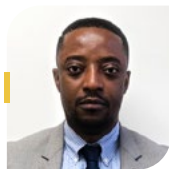
Pascaline Mvula
Chargée de programmes Environnement et agriculture durable



Apollinaire Kiakesidi
Chargé de programmes Gouvernance économique



Ben Ilunga
Chargé de programmes Infrastructures



Patrice Ntumba
Chargé de programmes santé



Sylvie Ngalimbaya
Chargée de programmes Gouvernance politique



Ruphin Mfumu
Contrôleur de gestion



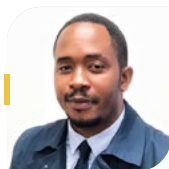
Aloys Mateso
Contrôleur de gestion principal



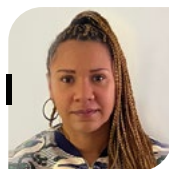
Sylvie Olela
Responsable passation de marchés



Gisèle Lambolely
Chargée de communication



Ruddy Sakombi
Assistant communication



Sandrine Maillet
Consultante réseaux sociaux



Didier Muzutie
Responsable informatique



David Kashishi
Gestionnaire de projets



Jean-Paul Piurac
Gestionnaire de projets



Arlette Yumbi
Gestionnaire de projets



Christelle Odia Derouaux
Gestionnaire de projets



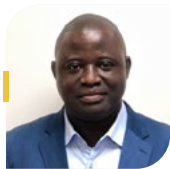
Charly Perrière Lamba
Gestionnaire de projets



Christelle Balikwisha
Gestionnaire finances et contrats



Virginie Miadi
Gestionnaire de projets coordination



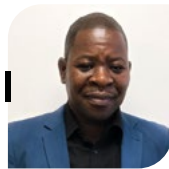
Joseph Mawa
Gestionnaire finances de projets



Emmanuel Kazadi
Gestionnaire finances et contrats



Yves Umumbu
Gestionnaire finances et contrats



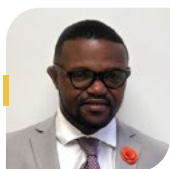
Pontien Kalombo
Gestionnaire administratif et financier



Marie-Louise Mavakala
Gestionnaire administratif et financier



Augustin Mbulu
Gestionnaire de projets



Théophile Tshivuadi
Archiviste



Yvette Nabintu
Gestionnaire passation de marchés



Julie Ilunga
Assistants de direction/coordination



Don de Dieu Ndjoka
Secrétaire réceptionniste et standardiste



Nelly N'Kawe
Secrétaire finances et contrats



Yasmine Odia
Secrétaire Opérationnel



Edith Mangi
Secrétaire Opérationnel



Dora Mbalayi
Secrétaire administratif et financier



Arlène Ngasia
Employée de bureau/secrétaire





RESUME DU RAPPORT

Dans le domaine de la coopération au développement, la politique de l'Union européenne s'inscrit dans le cadre des principes et objectifs de son action extérieure. Cette politique vise à réduire et, à terme, éradiquer la pauvreté, en conformité à l'article 208 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), composante du Traité de Lisbonne, signé en 2007.

L'Accord de partenariat ACP-UE offre, depuis sa signature à Cotonou le 23 juin 2000, un cadre cohérent d'appui aux stratégies de développement définies par chaque État ACP, selon une approche intégrée qui prend simultanément en compte les composantes politiques, économiques, sociales, culturelles et environnementales.

Chaque renouvellement de l'accord de partenariat conclu entre l'Union européenne et ses partenaires est assorti d'une enveloppe financière globale (Le Fonds européen de développement - FED), destinée à la mise en œuvre de la coopération pendant une période de 5 ans. Le 11e FED, d'une allocation globale de 30,5 milliards d'euros, couvre la période 2014-2020. De ce montant, 29 milliards d'euros sont alloués aux soixante-dix-neuf (79) États ACP.

L'enveloppe financière du FED destinée à la RDC est composée de (i) un programme indicatif national (PIN) d'un montant de 684 millions d'euros ne concernant que l'enveloppe programmable, (ii) un programme indicatif régional (PIR) pour l'Afrique centrale d'un montant global de 350 millions d'euros, (iii) des prêts au travers d'une facilité d'investissement, générée par la Banque européenne d'investissement (BEI), (iv) une enveloppe dite Intra-ACP, cogérée par la Commission européenne et le Secrétariat ACP et (v) quelques instruments à vocation thématique.

Ce dernier FED de l'Accord de Cotonou, ou dernier PIN, couvre l'exécution de différents projets liés aux secteurs de la gouvernance, des infrastructures, de la santé et de l'environnement.

Au courant de l'année 2021, le travail de mise en œuvre opérationnel s'est orienté vers la poursuite des programmes engagés sous le PIN 11e FED, qui tire à sa fin.

Dans le secteur de la gouvernance, la composante politique engage des actions en cohérence avec les

orientations gouvernementales, notamment un appui intégré à tous les niveaux de la chaîne pénale et dans les mêmes zones d'intervention au sein des provinces. Cette composante est caractérisée, entre autres, par la fin de plusieurs contrats d'assistance technique et la poursuite des aménagements extérieurs du Palais de Justice du Nord-Kivu.

La composante économique traite de la question de la réforme des finances publiques, notamment, l'information des recettes des banques commerciales, de la Caisse d'épargne du Congo, de la Banque centrale et des régies financières, accompagnée d'une formation des agents utilisateurs des nouveaux logiciels. De plus, le programme Facilités d'Ajustement COMESA/Mécanismes d'Appui à l'Intégration régionale (FAC/MAIR) a poursuivi ses appuis visant à accélérer le processus d'intégration de la RDC dans le COMESA, notamment au travers du renforcement de la filière cuir. Il convient également de mentionner la sélection des bénéficiaires des subventions destinées à la promotion du dialogue et de la restauration de la confiance entre citoyens, ainsi que les prémices de la gouvernance des infrastructures régionales et nationales en Afrique centrale.

Concernant le secteur des infrastructures, le défi que représente la réhabilitation des ouvrages en RDC pré-suppose une vision holistique du secteur. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les interventions de l'Union européenne dans l'interconnexion multimodale des transports (ferroviaires, fluviaux, lacustres et routiers), mais également dans la logistique (réhabilitation de bâtiments destinés à abriter différents services administratifs). Il convient notamment de souligner l'appui aux deux Kasaï en matière d'infrastructures de santé, les électrifications dans la zone du parc des Virunga, la facilitation de la navigation sur le fleuve Congo et la rivière Kasaï, la production de cartes de navigation sur le fleuve Congo et la rivière Kasaï, la réhabilitation d'une partie de la route nationale n°1 et la poursuite des travaux préparatifs de l'extension du bâtiment du ministère de la Défense.

Les efforts consentis dans le secteur de la santé s'inscrivent dans le cadre du programme de renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé en RDC (PRODS), qui a consolidé les acquis du programme précédent relatif à l'appui au plan national de développement sanitaire, de même que les acquis du projet d'accélération des progrès vers les OMD 4&5. Compte tenu du climat d'insécurité observé dans certaines provinces, de la résurgence de l'épidémie d'Ebola, et de la rémanence d'une crise alimentaire aiguë, notamment dans le centre du pays, la mise en œuvre des activités du programme a été quelque peu contrariée, mais effective.

En matière d'environnement, il convient de rappeler que l'Institut congolais pour la Conservation de la Nature, appuyé par ces différents partenaires, reste engagé à protéger ces forêts pour contribuer à la sauvegarde et à la valorisation de ces ressources naturelles menacées par les pressions anthropiques de divers ordres. C'est ainsi que l'Union européenne, au travers de la Convention de financement « Environnement et agriculture durable », intervient auprès de quatre (4) aires protégées (Salonga, Virunga et Upemba-Kundelungu) et une réserve de biosphère (Yangambi), en vue de contribuer à la sauvegarde des sites biologiques prioritaires de la R.D. Congo.

Avec la fin de l'accord de Cotonou, en novembre 2021, qui constituait l'ossature du partenariat entre l'Union européenne et les 79 pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), durant 20 ans, un dispositif passerelle a été mis en place en attendant l'accord. Les négociations relatives au nouveau cadre de coopération entre l'OEACP et l'Union européenne ont été finalisées. Les parties sont parvenues à un accord qui soutiendra le développement durable des États bénéficiaires de l'aide.

Le prochain programme pluriannuel de l'action extérieure de l'UE sera financé au travers du nouvel instrument dit Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (NDICI).





EXECUTIVE SUMMARY

The European Union's development cooperation policy falls within the framework of the principles and objectives of its external action. This policy aims to reduce and ultimately eradicate poverty, in accordance with Article 208 of the Treaty on the Functioning of the European Union (TFEU), a component of the Lisbon Treaty, signed in 2007.

The ACP-EU Partnership Agreement has provided, since its signature in Cotonou on 23 June 2000, a coherent support framework for the development strategies defined by each ACP State, according to an integrated approach which simultaneously takes into account the political, economic, social, cultural and environmental. Each renewal of the partnership agreement concluded between the European Union and its partners is accompanied by a global financial envelope (the European Development Fund - EDF), for the implementation of cooperation over a period of five years. The 11th EDF, with an overall allocation of €30.5 billion, covers the period 2014-2020. Of this amount, EUR 29 billion is allocated to the 79 ACP States.

The EDF financial envelope for DRC consists of (i) a national indicative program (NIP) of EUR 684 million for the programmable envelope only, (ii) a regional indicative program (RIP) for Central Africa of a total amount of €350 million, (iii) loans through an investment facility, generated by the European Investment Bank (EIB), (iv) a so-called intra-ACP envelope, co-managed by the European Commission and the ACP Secretariat and (v) a few instruments with a thematic focus.

This last EDF of the Cotonou Agreement or final NIP covers the implementation of various projects related to the sectors of governance, infrastructure, health and environment.

In the course of 2021, operational implementation work has focused on the continuation of programs initiated under the 11th EDF NIP which is coming to an end.

In the area of governance, the political component undertakes actions in line with government guidelines, including integrated support at all levels of the criminal justice system in the same areas of intervention within the provinces. This component concerned, among other things, the end of several technical assistance contracts and the continuation of the exterior works

of the North Kivu Courthouse.

The economic component deals with the issue of public finance reform, especially the computerization of revenues of commercial banks, Congo Savings Bank, central bank, and financial authorities, including training of personnel using the related new software. In addition, the COMESA Adjustment Facilities/Regional Integration Support Mechanisms (FAC/MAIR) program continued its support aimed at accelerating the DRC's integration process into COMESA, in particular with the strengthening of the leather industry. It should also be mentioned the selection process for beneficiaries of grant contracts to promote dialogue and the restoration of trust between citizens, as well as the beginning of regional and national infrastructure in Central Africa.

Regarding the infrastructure sector, the rehabilitation of works in DRC is a challenge, which requires a holistic vision of the sector. In this context, European Union intervention fit into the multimodal interconnection of transport (rail, inland waterway, lake, and road), but also in logistics (rehabilitation of buildings to host various administrative services). In particular, it should be emphasized the support for the two Kasai in terms of health infrastructure, the electrification in the Virunga Park area, the facilitation of navigation on the River Congo and the Kasai River, the rehabilitation of a portion of National Road No.1 and the continuation of the preparatory work for the extension of the Ministry of Defense building.

EU actions in the health sector are part of the program to strengthen the supply and development of access to health care in DRC (PRODS) which consolidated the achievements of the previous program on support for the national health development plan, as well as the achievements of the project to accelerate progress towards the MDGs 4&5. Given the climate of insecurity observed in some provinces, the resurgence of the Ebola epidemic, and the persistence of an acute food crisis, particularly in the center of the country, the implementation of the program's activities was somewhat disturbed, but effective.

With regard to the environment, it should be recalled that the Congolese Institute for Nature Conservation, supported by its various partners, remains committed to protecting forests in order to contribute to the safeguarding and enhancement of natural resources threatened by anthropogenic pressures of various kinds. For example, the European Union, through the "Environment and Sustainable Agriculture" financing agreement, intervenes in four (4) protected areas (Salonga, Virunga and Upemba-Kundelungu) and a biosphere reserve (Yangambi), with a view to contributing to the safeguarding of the priority biological sites of DRC.

With the end of the Cotonou Agreement in November 2021, which was the backbone of the partnership between the European Union and the 79 ACP countries, for 20 years, a bridge system has been settled pending the new agreement. Negotiations on the new cooperation framework between the ACP and the European Union have been finalized. The Parties have reached an agreement that will support the sustainable development of the States receiving the aid. The next multiannual program of EU external action will be funded through the new Neighbourhood, Development, and International Cooperation Instrument (NDICI).





GOUVERNANCE



INTRODUCTION

Engagé depuis plusieurs années dans des réformes institutionnelles, l'État congolais a l'ambition de relever les défis de gouvernance, en synergie avec les partenaires au développement. Des programmes lui viennent en appui, en cohérence avec le plan national stratégique de développement et entendent - par le renforcement des capacités des institutions, des administrations publiques et des organisations de la société civile (OSC) - améliorer l'état de la gouvernance, notamment dans les domaines de la réforme de la Justice, de la Police et des finances publiques.

Au-delà de la singularité de l'année marquée par la pandémie à COVID 19, d'importantes activités ont été amorcées dans la composante politique au travers de (i) la signature d'un contrat de service pour la mise en œuvre du deuxième programme d'appui à la réforme de la Justice (PARJ 2) - volet appui institutionnel et (ii) la signature d'une convention de contribution pour l'implémentation de la 3e phase du programme d'appui à la réforme de la Police (PARP 3).

En effet, les deux actions susmentionnées, en cohérence avec les orientations stratégiques gouvernementales, cristallisent une approche cohérente et non fragmentée d'un appui intégré à tous les niveaux de la chaîne pénale, et ce dans les mêmes zones d'intervention au niveau des provinces.

Par ailleurs, il convient de mentionner que, durant la période en revue, le portefeuille des programmes actifs demeure caractérisé par (i) la fin des contrats de l'assistance technique au programme d'appui à la réforme de sécurité - Volet Défense et au Groupe thématique Justice et Droits humains (GTJDH), respectivement en juin et en novembre, (ii) l'arrivée à terme du contrat de la subvention du réseau pour la réforme du secteur de sécurité et de la justice (RRSSJ), (iii) la réception provisoire des travaux accessoires de

raccordement en électricité du TGI Tshikapa ainsi que i(v) le démarrage des prestations additionnelles relatives notamment aux aménagements extérieurs du Palais de Justice du Nord Kivu.

La composante économique met en avant la poursuite de la réforme des finances publiques, notamment, l'informatisation des recettes des banques commerciales, de la caisse d'épargne du Congo, la banque centrale et les régies financières, accompagnée d'une formation des agents utilisateurs des nouveaux logiciels. Toujours dans cette composante, il peut être fait mention des Facilités d'Ajustement COMESA/Mécanismes d'Appui à l'Intégration régionale (FAC/MAIR) visant à accélérer le processus d'intégration de la RDC dans le COMESA, au travers du renforcement de la filière cuir. Sans oublier les prémices de la gouvernance des infrastructures régionales et nationales en Afrique centrale.



APPUI À LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ (PROGRESS) - VOLET DÉFENSE

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
25.000.000 €	30/04/2015	30/04/2020	Ordonnateur national
Maître D'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
Ministère de la Défense nationale, Anciens Combattants et Réinsertion		Gestion indirecte	31/05/2023
Date limite d'exécution	Objectif global		
31/05/2025	Assister les autorités civiles et militaires congolaises dans la conception et la conduite du processus de réforme de la sécurité (volet défense), notamment en matière d'administration et de gestion, afin de renforcer la gouvernance et l'État de droit, de lutter contre l'impunité et de promouvoir une paix juste et durable en RDC.		



Au terme du programme intervenu en juillet, il peut être souligné les principaux acquis en lien avec la planification et la mise en œuvre de la réforme de l'armée (volet 1), à savoir notamment la mise en place des outils de planification stratégique et opérationnelle du plan de réforme de l'armée (PRA) en vue d'une gestion axée sur les résultats.

En matière de modernisation de l'administration (volet 2), il est à relever que les différentes actions et outils RH ainsi qu'informatiques, développés par l'assistance technique, contribuent à la préparation du passage de la

gestion administrative du personnel vers une gestion intégrée des ressources humaines et susceptibles d'influer sur le processus d'assainissement et de reversement du personnel retraité, ainsi que la réinsertion. Dans le cadre de la redevabilité (volet 3), il convient de mentionner que l'existence d'outils et de méthodes d'éducation dynamiques pour renforcer l'éducation comportementale des militaires, et l'amélioration des vecteurs de communication des FARDC sont autant de leviers qui contribuent au renforcement du lien entre militaires et population.

S'agissant du volet infrastructures, on retiendra essentiellement la cérémonie de la pose de la 1^{re} pierre des travaux de construction de l'Hôtel de la Défense, organisée en septembre, en présence des principales parties prenantes concernées.

APPUI A LA REFORME DE LA JUSTICE (PARJ)

Montant	Date de signature
30.230.000 €	29/04/2010
Maitre D'oeuvre	Maitre d'ouvrage
Ministère de la Justice et Droits humains	Ordonnateur national
Date limite de signature des contrats et DP	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
29/04/2016	29/04/2022
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Partiellement décentralisée	29/04/2024
Objectif global	
Contribuer à la réforme de la justice en améliorant la gouvernance de l'appareil judiciaire.	

Initiée dans la perspective d'entretenir la dynamique positive de planification enclenchée, depuis 2016, dans le cadre de la Politique nationale de réforme de la Justice (PNRJ) mais également d'appuyer la mise en œuvre des projets prioritaires retenus, la mission d'assistance technique au Groupe thématique Justice et Droits humains (GTJDH) est arrivée à terme pendant l'année couverte. Dans ce sens, les progrès observés ont contribué notamment à la mise en place d'un système opérationnel de coordination et de suivi évaluation de la mise en œuvre de la PNRJ ainsi qu'à la réalisation, par le GTJDH, de ses différentes missions.



GOUVERNANCE

Plus spécifiquement, en termes des résultats, l'équipe d'assistance technique aura réussi entre autres (i) le renforcement systémique des capacités des points focaux du GTJDH en termes d'acquisition, d'application et de mutualisation de nouvelles compétences au sein du ministère; (ii) la mise en place d'un système d'information des statistiques judiciaires (SISJ) et son expérimentation dans deux provinces avec de réelles possibilités d'extension dans d'autres provinces; (iii) la capitalisation des informations pertinentes sur la réforme de la Justice; (iv) l'identification des forces et faiblesses de la réforme de la Justice et des moyens les plus appropriés à utiliser pour son aboutissement. En outre, à la faveur de la 2e réunion du Comité de pilotage de la mise en œuvre de la PNRJ, tenue en septembre, une meilleure appropriation des outils de planification initiés dans le cadre de la réforme a été opérée à travers notamment la validation de la version actualisée du plan d'actions prioritaires (2021-2023) décliné de la PNRJ ainsi que des rapports de suivi opérationnel.

Par ailleurs, il convient de souligner que la signature d'un quatrième avenant de prolongation de la durée d'exécution de la mission d'assistance technique, jusqu'en novembre, a induit le partage des éléments d'ancrage et de pérennisation, tels que les principaux résultats atteints, les leçons apprises et bonnes pratiques, avec l'équipe de l'assistance technique mobilisée pour la mise en œuvre du PARJ2 sous l'angle de la continuité et de la consolidation de l'appui au GTJDH.

En ce qui concerne le volet « infrastructures et équipements mobiliers », deux faits marquants sont à relever dans le cadre des travaux du TGI - Tshikapa. En effet, à la demande des autorités locales, une contractualisation est intervenue, au terme d'une procédure négociée, avec un opérateur concessionnaire de la SNEL, pour la réalisation des travaux accessoires de raccordement en électricité, non initialement prévus à ce marché. La réception provisoire des travaux pré rappelés s'est tenue en octobre et la réception définitive est prévue au premier trimestre 2022. Il est également à signaler, qu'en raison des érosions constatées sur le site du TGI Tshikapa, des travaux complémentaires d'aménagements extérieurs seront considérés l'année prochaine, pour la viabilisation du site pré rappelé.



APPUI A LA REFORME DE LA JUSTICE A L'EST (PARJE - UHAKI SAFI)

Montant	Date de signature
18.786.766 €	27/06/2012
Maître d'oeuvre	Maître d'ouvrage
Ministère de la Justice et des Droits humains	Ordonnateur national
Date limite de signature des contrats et DP	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
26/06/2017	27/07/2023
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Partiellement décentralisée	27/07/2025
Objectif global	
Contribuer à la consolidation de l'État de droit en luttant contre l'impunité ordinaire et de guerre dans le Nord et le Sud-Kivu et le district de l'Ituri, qui sont encore des régions troublées.	

La réalisation de l'activité résiduelle des travaux de construction du Palais de Justice de Goma a connu des contraintes majeures qui ont influé sur le respect du délai contractuel. Cette situation a nécessité une prolongation de la durée initiale du contrat des travaux et une prise en compte des prestations complémentaires, non prévues dans le contrat initial, et indispensables à un fonctionnement efficient de l'ouvrage. Il s'agit des travaux d'aménagements extérieurs, de raccordement au réseau d'électricité ainsi qu'à l'eau potable. Il sied de rappeler, que cet ouvrage, placé sur un terrain dont la superficie générale est de près de 4.199.33 m², abritera 4 juridictions, à savoir, le Tribunal de Grande Instance (TGI), le Parquet de Grande Instance (PGI), le Parquet général et la Cour d'appel (CA) ainsi que des locaux communs.





APPUI A LA REFORME DE LA JUSTICE (PARJ 2)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
35.000.000 €	27/03/2020	27/03/2023	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Ministère de la Justice et des Droits humains		Partiellement décentralisée	27/03/2025
Date limite d'exécution	Objectif global		
27/03/2027	Contribuer au renforcement de l'État de droit et à la promotion de la démocratie en République démocratique du Congo par l'amélioration de la gouvernance du secteur de la justice, de la lutte contre la corruption et du respect des Droits humains.		

La signature du contrat d'assistance technique par l'opérateur de mise en œuvre du deuxième programme d'appui à la réforme de la Justice (PARJ 2) a marqué le démarrage, en novembre, des prestations des experts principaux. La mobilisation des précités a permis d'amorcer les échanges concertés avec le ministère de la Justice, le Secrétariat permanent du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), ainsi que les autorités politiques et judiciaires des provinces cibles sur le plan de mise en œuvre du programme, en vue de consolider la stratégie d'intervention du programme. En ce qui concerne les experts non principaux, six (6) positions sur les sept (7) postes prévus, ont été également pourvues durant la période.

À titre de rappel, le PARJ 2 entend entre autres contribuer à la mise en œuvre de l'objectif spécifique de la Politique nationale de réforme de la Justice (PNRJ), relatif à l'amélioration de l'indépendance du pouvoir judiciaire et la performance du ministère de la Justice.

Le dispositif d'intervention couvre en plus de Kinshasa, les provinces de l'Ituri, du Kasaï et de l'Équateur.

À cet effet, le ministère de la Justice a désigné des points focaux afin d'interagir étroitement avec l'AT et a mis à disposition, au sein du palais de Justice, des locaux devant servir de bureaux aux trois (3) experts principaux dédiés respectivement à l'appui au ministère, au GTJDH et à l'administration pénitentiaire.

Outre les réunions conjointes de démarrage tenues avec le prestataire de service, avec l'assistance technique, une 1re mission de backstopping du programme, effectuée en novembre, a permis aux parties prenantes de passer en revue les principales actions et autres points d'attention liés au démarrage du programme.



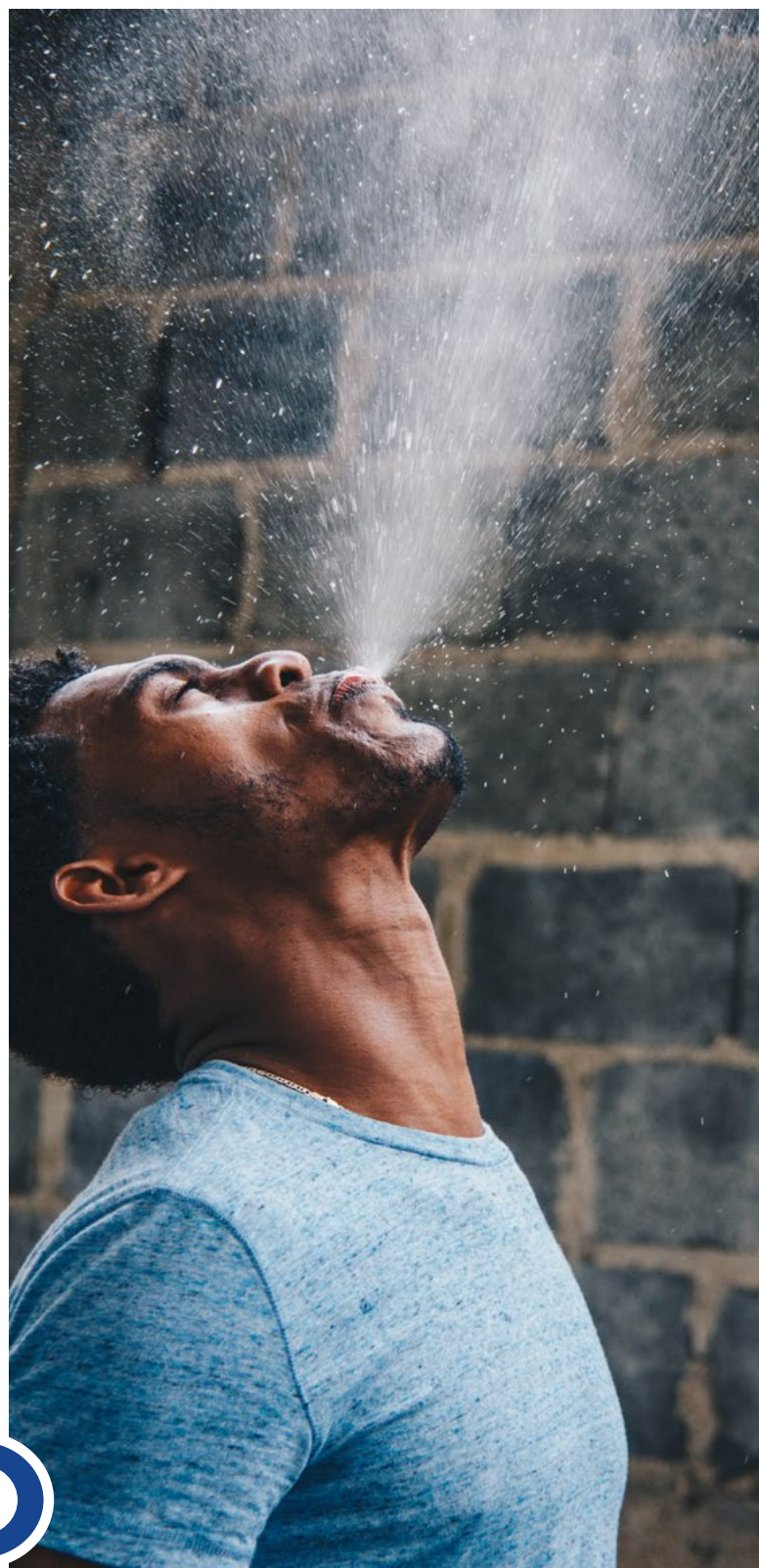
APPUI A LA REFORME DE LA POLICE (PARP 3)

Montant	Date de signature
20.000.000 €	10/11/2020
Maitre d'oeuvre	Maitre d'ouvrage
Ministère de l'Intérieur, Sécurité et Affaires coutumières	Ordonnateur national
Date limite de signature des contrats et DP	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
10/11/2023	10/11/2025
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Indirecte, subvention	10/11/2027
Objectif global	
Contribuer à la paix, à la sécurité et au renforcement de l'État de droit en améliorant la gouvernance, la protection des droits humains ainsi que la lutte contre l'impunité et la corruption en RDC	

À la suite de la présélection du consortium pour la mise en œuvre de la 3e phase du programme d'appui à la réforme de la police (PARP), la signature du contrat par les parties prenantes est intervenue en décembre.

Il est à préciser que le démarrage des activités opérationnelles du PARP 3 s'effectuera au cours du premier trimestre 2022, dans les mêmes zones d'intervention que celles du PARJ 2, à savoir – en plus de Kinshasa – l'Équateur, l'Ituri et le Kasai, dans le but de renforcer les synergies et la coordination des interventions, sur la chaîne pénale et la sécurisation.

Pour rappel, le programme d'appui à la réforme de la police (PARP 3) ambitionne de contribuer à la mise en œuvre du deuxième Plan d'actions quinquennal (PAQ2) pour la réforme de la police. À ce titre, les objectifs spécifiques poursuivis par ce programme visent (i) l'amélioration de la mise en œuvre de la réforme et la redevabilité de la police ; (ii) le renforcement de la police et de la chaîne pénale ; (iii) la modernisation de la gestion des ressources humaines de la police et (iv) l'opérationnalité de la police de proximité ainsi que la restauration de la confiance de la population.





INTERCONNEXION DES RÉGIES FINANCIÈRES EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
3 000 000€	27/03/2020	NA	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Ministère des Finances		Centralisé Convention de contribution	26/03/2025
Date limite d'exécution	Objectif global		
27/03/2027	Améliorer la mobilisation des recettes domestiques et la redevabilité au niveau central et dans les provinces.		

L'informatisation du processus de déclaration fiscale et de gestion des informations relatives aux recettes figure parmi les réformes prioritaires de la gestion des finances publiques. Le ministre des Finances a signé, en 2020, le décret invitant les banques commerciales, la Caisse générale d'épargne du Congo, les régies financières (DGDA, DGI et DGRAD) et la Banque centrale du Congo (BCC) à utiliser le logiciel ISYS-régies à partir du 1er janvier 2021 pour les opérations d'encaissement des impôts, taxes et redevances dues au Pouvoir central.

Le déploiement de ces logiciels nécessite de former les agents utilisateurs. Plus de 600 agents provenant de 21 ministères sectoriels ont déjà été formés sur

le logiciel de gestion des recettes encadrées par la DGRAD (LOGIRAD), et 900 utilisateurs provenant des banques, de la Caisse générale d'épargne du Congo (CADECO) et des régies financières ont été formés sur ISYS Régies.

Toutefois, au regard du nombre important d'utilisateurs, les formations devront se poursuivre. C'est à ce titre que l'Union européenne a contribué à hauteur de 3 millions d'euros supplémentaires au montant de 12,5 millions d'euros, disponibles par l'Agence française de développement (AFD) dans le cadre du Contrat de désendettement et de développement (C2D). À cet effet, une convention de contribution a été signée entre l'UE et l'AFD.

APPUI AU PROCESSUS D'INTÉGRATION RÉGIONAL DE LA R.D. CONGO DANS LE COMESA

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
620.158 €	22/05/2019	NA	Ministre des Finances
Maître D'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
DGDA, OPEC, ARCA et SONAS		Décentralisée, Subvention	31/07/2020
Date limite d'exécution	Objectif global		
31/07/2021	Soutenir l'intégration économique de la RDC dans le COMESA grâce à l'accroissement de la facilitation du commerce et l'amélioration de la stratégie commerciale		

La signature du troisième contrat de subvention, d'un montant de 620 158 euros, entre le Marché Commun de l'Afrique orientale et Australe (COMESA) et la République démocratique du Congo (RDC) est intervenue en 2019. Comme pour les deux précédents contrats, ce dernier a été signé dans le cadre du Programme Facilités d'Ajustement COMESA/Mécanismes d'Appui à l'Intégration régionale (FAC/MAIR).

Le projet vise à poursuivre les appuis du COMESA aux différentes réformes susceptibles d'accélérer le processus d'intégration de la RDC dans le COMESA. Il convient de mentionner que la R.D. Congo dispose d'un incubateur pilote des petites et moyennes entreprises (PME) de la filière cuir, basé à Kinshasa. Le processus d'encadrement de ces PME et des porteurs de projets dans l'incubation est axé sur la formation technique, notamment sur les ingénieries et technologies modernes de fabrication de chaussures. Il s'agit spécialement du design, de la coupe, de la couture, du montage et de la finition. Outre ces aspects techniques, il y a également

les aspects marketing permettant la recherche des débouchés pour les produits des incubés et les aspects investissements relatifs à l'acquisition des équipements de production pour emmener les incubés à constituer leurs propres entreprises.

Dans sa première phase, l'incubateur a été doté d'un premier lot d'équipements importés d'Italie, acquis sur financement de l'Union européenne, à travers un programme signé avec le COMESA.

C'est dans ce cadre qu'un deuxième lot d'équipements semi-industriels, destinés à la fabrication des chaussures, a été livré à l'Office de promotion des petites et moyennes entreprises congolaises (OPEC). Cet incubateur projette par ailleurs, à travers les PME incubées, la création d'environ 7.000 emplois directs et 27.000 emplois indirects ainsi que le développement du marché d'exportation des chaussures en cuir «Made in Congo».



APPUI A LA PARTICIPATION CITOYENNE DANS LA GESTION DU BIEN COMMUN EN RDC (PARC-RDC)

Montant	Date de signature
12.000.000 €	27/11/2019
Maitre d'oeuvre	Maitre d'ouvrage
-	Ordonnateur national
Date limite de signature des contrats et DP	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
26/11/2022	26/11/2024
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Indirecte, subvention	26/11/2026
Objectif global	
Contribuer à l'enracinement de la démocratie en RDC.	

Dans l'objectif de contribuer à l'enracinement de la démocratie en R.D. Congo, ce programme offre l'occasion à des potentiels leaders (jeunes, femmes et personnes vulnérables) de contribuer positivement à la gestion des biens communs. Tout citoyen a un rôle à jouer, et bien plus les citoyens organisés en dynamiques pour le changement positif.

De manière spécifique, le programme vise à promouvoir le dialogue et restaurer la confiance entre les citoyens – notamment les femmes, les jeunes ainsi que les personnes handicapées – et les pouvoirs publics dans les domaines de la participation citoyenne, de la promotion des droits des travailleurs et des consommateurs.

La mise en œuvre du programme se fera au moyen des subventions (10 millions d'euros) accordées à certaines OSC. Le processus de sélection des bénéficiaires des subventions a été entamé au courant de l'année 2021.





APPUI A LA GOUVERNANCE DES INFRASTRUCTURES RÉGIONALES ET NATIONALES EN AFRIQUE CENTRALE

Montant	Date de signature
5.000.000 €	25/06/2018
Maître d'oeuvre	Maître d'ouvrage
CICOS, UIT, Ministère des PTNTIC (TIC)	Ordonnateur national
Date limite de signature des contrats et DP	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
25/06/2021	25/06/2023
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Subvention (CICOS) et décentralisée en régie (TIC)	25/06/2025
Objectif global	
Appui à la gouvernance des infrastructures régionales et nationales pour le renforcement des capacités de gestion, de planification, de recherche et de plaidoyer des opérateurs soutenus, ainsi que la mise en œuvre d'activités structurantes, spécifiques aux secteurs des transports, de l'énergie, des technologies d'information et de communication.	

Ce programme couvre ainsi trois volets :

1. Réglementation, sécurisation, facilitation et durabilité du transport fluvial dans la zone CICOS

Le projet mis en œuvre par la CICOS, démarré au courant de l'exercice 2021, se propose de mettre en place des éléments de réponses aux problèmes de réglementation, de complexité des procédures, de barrières non physiques, de pollution, d'accidents et incidents de navigation fluviale et de renouvellement de la flotte. En effet, le réseau des voies navigables constitue une véritable plateforme de transport multimodale et de desserte continentale, et représente une grande opportunité pour la promotion de l'économie régionale.



GOUVERNANCE

Néanmoins, le caractère international du bassin du Congo et de l'Oubangui ne simplifie pas la définition et la mise en œuvre de politiques homogènes et cohérentes (amont/aval) de promotion de la navigation, de préservation de l'environnement et de gestion des ressources en eau du bassin.

Outre de nombreuses barrières physiques (bancs de sable, troncs d'arbre, rochers, épaves d'unités fluviales, ensablement des accès portuaires...) et barrières non physiques (tracasseries administratives, parafiscalité réglementaire et non réglementaire), il est à noter des contraintes concernant la pollution des voies d'eau et des plateformes portuaires, l'exploitation des unités sans respect des normes de sécurité et de l'environnement, etc.

C'est dans ce cadre que l'atelier de lancement de ce programme ainsi qu'un premier comité de pilotage ont été organisés à Brazzaville, au courant du mois de juillet 2021. Par ailleurs, plusieurs actions ont déjà été menées, notamment la mise en application des règlements communs de la CICOS en matière de transport par voie d'eaux intérieures dans les états membres, l'élaboration et mise en œuvre des Règlements communs relatifs à la gestion des déchets issus des unités fluviales et des plateformes portuaires dans les États membres de la CICOS, la mise à disposition des appareils radio transmission pour l'observatoire des barrières non physiques et la fourniture des équipements de collectes de déchets, etc.

2. Régulation des technologies de l'information et de la communication

Un plan de financement couvrant une période de 3 ans a été signé. Il vise essentiellement la mise en œuvre des actions de renforcement de la gouvernance des technologies d'information et de communication (TIC) par la régulation, des mesures d'incitation et la communication avec le public. Il s'inscrit dans un contexte qui vise à fournir à la société numérique les outils juridiques qui permettent son plein développement, en protégeant les utilisateurs et les producteurs.

La mise en place d'un cadre légal et réglementaire propice à la concurrence et autres facilitations est nécessaire afin de profiter des avantages qu'offre la société numérique.

En Afrique centrale, le cadre légal et réglementaire des TIC est défini par la CEEAC dans des lois types pour harmoniser les politiques et garantir leur cohérence. Bien qu'il existe quelques lois types dans le domaine du numérique, qui sont en vigueur, force est de constater que la transposition de ces lois types dans les législations nationales des onze États membres de la CEEAC reste faible. En effet, après la phase d'élaboration des

lois types, il était prévu une deuxième phase pour l'accompagnement et le suivi de leur transcription dans les lois nationales, mais cette phase n'a pas véritablement démarré.

Un atelier de lancement, réunissant les représentants des différents régulateurs des TIC en Afrique centrale, a été organisé au courant du mois de novembre 2021, à Kinshasa. Les participants ont été informés des principaux objectifs/résultats attendus du projet et ont convenu d'une feuille de route fixant les actions prioritaires.



3. Benchmarking des technologies de l'information et de la communication en Afrique centrale

Le PAGIRN prévoit également la réalisation de l'étude « benchmarking des TIC en Afrique centrale ». Cette mission a été confiée à l'Union internationale des Télécommunications (UIT), au moyen d'un contrat de contribution, signé au courant de cet exercice. En attendant le démarrage effectif des activités en 2022, le partenaire de mise en œuvre a présenté, dans son rapport de démarrage, les objectifs de l'étude, la méthodologie de travail détaillée et les résultats attendus.





PROJET D'APPUI À L'ORDONNATEUR NATIONAL DU FED (PAON)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
7 500 000 €	27/11/2019	26/11/2022	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
-		Contrat de subvention	26/11/2022
Date limite d'exécution	Objectif global		
26/11/2024	Promouvoir et mettre en œuvre les objectifs de coopération de l'Union européenne (UE)/RDC tels qu'ils sont définis dans les programmes indicatifs nationaux des 10e et 11e FED et dans la perspective du nouveau cadre de coopération post-Cotonou		

Dans le cadre de la convention de financement « Projet d'appui à l'Ordonnateur national du FED V », les services de l'Ordonnateur national du FED, qui contribuent activement à la mise en œuvre des actions de l'Union européenne en R.D. Congo, ont bénéficié d'une subvention de fonctionnement annuelle, adaptée à leur mission et aux mutations en cours afin de permettre l'atteinte des résultats leur assignés.

Cette subvention, qui s'inscrit dans la continuité des précédents appuis, permet à la R.D. Congo, à travers la COFED, d'assurer pleinement son rôle en matière de programmation, d'identification, de formulation et de mise en œuvre des programmes et des projets financés par le FED, comme que prévu dans le cadre de l'accord de Cotonou. L'amélioration des capacités des ministères techniques (maîtres d'œuvre des projets) et autres partenaires - y compris les organisations de la société civile - dans la mise en œuvre du FED ainsi que

la sensibilisation des différentes parties prenantes fait également partie des résultats escomptés du projet.

La COFED dispose également de moyens visant à assurer la communication et la visibilité des actions financées par le Fonds européen de développement ainsi que leurs impacts auprès de la population.

Par ailleurs, tenant compte de la mise en œuvre immminente de la nouvelle architecture de la coopération avec l'Union européenne, un mécanisme de suivi des engagements financiers de la R.D. Congo est en cours de mise en place. Celui-ci permet de répondre aux exigences de coordination, d'accompagnement et de suivi-évaluation des différents projets et programmes, en cohérence avec le programme d'action du Gouvernement.



FACILITÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE (TCF)VI

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
8 000 000 €	27/11/2019	27/05/2024	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Ordonnateur national		Décentralisée, régie directe	27/05/2024
Date limite d'exécution	Objectif global		
27/05/2026	Renforcer l'efficacité de l'aide de l'UE en RDC		

Ce programme vise, d'une part, à apporter à l'Ordonnateur national les moyens lui permettant de réaliser les études nécessaires à la mise en œuvre des programmes financés par les ressources du FED et, d'autre part, à permettre une participation accrue des représentants de la RDC aux diverses réunions et forums internationaux au cours desquels sont débattues les questions liées à l'aide au développement, sous ses diverses formes. Ainsi, l'atteinte des objectifs et résultats attendus de la Facilité technique de Coopération VI a pour corollaire le renforcement de la coopération entre l'Union européenne et la R.D. Congo.

Au cours de l'année sous revue, la mise en œuvre des actions, en cohérence avec la stratégie de développement

du gouvernement congolais, a été réalisée par le truchement du devis-programme pluriannuel n°1 au travers au travers :

- (i) Des missions de suivi et d'évaluation des programmes et projets aussi bien par le personnel de la COFED que par les partenaires. Il s'agit pour ces derniers de réaliser des visites sur le terrain afin de s'assurer de la bonne exécution des activités des projets et programmes mis en œuvre.
- (ii) L'organisation de séminaires et conférences
- (iii) De l'appui aux manifestations culturelles notamment sur le thème en lien avec la culture et le développement.
- (iiii) De l'aide à la formation pour les projets et programmes





INFRASTRUCTURES



Située au cœur de l'Afrique, la RDC, qui s'étend de l'Océan Atlantique au plateau de l'est de l'Afrique, en intégrant une part majeure du bassin du Congo, dispose d'une position stratégique au sein du continent africain.

Avec sa démographie croissante et ses ressources naturelles, le renforcement de l'unité territoriale de ce vaste pays passe notamment par des infrastructures viables et un système de transport stratégiquement cohérent et complémentaire, dans le contexte de l'intégration régionale.

Cependant, les réalités de terrain sont complexes sur toute l'étendue du pays. Outre, le besoin en ressources financières, l'implantation des routes constitue une contrainte majeure. En effet, si le relief, la végétation, l'hydrographie, le climat et le sol sont les éléments naturels qui exercent une influence considérable sur l'efficacité et la viabilité des réseaux de transports, certains sites se révèlent plus favorables que d'autres.

Appréhender la mesure du défi que représente la réhabilitation des infrastructures en RDC présuppose une vision holistique du secteur. Des efforts s'imposent en matière d'interconnexion multimodale des transports (ferroviaires, fluviaux, lacustres et routiers), mais également en matière de logistique (réhabilitation de bâtiments destinés à abriter différents services administratifs).

Initialement conçues pour l'acheminement des matières premières et agricoles vers l'extérieur du pays, les principales voies de communication ne privilégiaient pas les échanges intérieurs et la mise en valeur du potentiel local. Or, l'un des défis à surmonter aujourd'hui est de garantir l'approvisionnement, d'une part, des milieux urbains en produits agricoles provenant des campagnes et, d'autre part, des milieux ruraux en produits manufacturés provenant des villes.

La restauration du réseau d'infrastructures de transport prioritaire renforcerait à la fois l'unité physique du pays, tout en contribuant à la relance économique, à l'intégration régionale et à la réduction de la pauvreté.

La contribution de l'Union européenne aux efforts du gouvernement dans ce secteur s'est poursuivie, et ce, malgré un contexte particulier lié à la pandémie. Il convient notamment de souligner l'appui aux deux Kasaï en matière d'infrastructures de santé, les électrifications dans la zone du parc des Virunga, la facilitation de la navigation sur le fleuve Congo et la rivière Kasaï, la production de cartes de navigation et la réhabilitation d'une partie de la route nationale n°1.

Il est également à noter la poursuite des travaux préparatifs de l'extension du bâtiment du ministère de la Défense et de la réhabilitation du tronçon de la route nationale n°1, comprise entre les villes de Kamuesha et de Kananga.





RÉHABILITATION DE LA ROUTE NATIONALE N°1 – SECTION TSHIKAPA – MBUJI-MAYI. TRONÇON ENTRE KAMUESHA ET KANANGA

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
150.000. 000 €	30/11/2017	30/11/2022	Ordonnateur national
Maître D'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle
Office des routes		Gestion indirecte	30/11/2026
Date limite d'exécution	Objectif global		
30/11/2028	Promouvoir l'intégration régionale du pays		

La réhabilitation de la RN1, une des artères routières primordiales de la RDC, s'inscrit dans l'agenda 2030 des Objectifs de développement (ODD), avec comme objectif le désenclavement du pays.

C'est à ce titre que plusieurs bailleurs de fonds, notamment l'Union européenne et la Banque africaine de Développement y apportent leurs contributions. L'Union européenne, au travers des 9e et 10e FED, a participé à la réhabilitation de plus de 200km de route sur toute l'étendue de la RDC. Les dernières enveloppes allouées au programme indicatif national du 11e FED ont été affectées à la réhabilitation de 150 km de route revêtue entre les villes de Kamuesha et Kananga.

Le projet est alloti de la manière suivante :

- Lot 1 : Kamuesha – Mbulungu : PK 0+000 jusqu'au PK 75+100 L= 75+100 kms
- Lot 2 : Mbulungu – Kananga : PK 75+100 jusqu'au PK 152+206 L= 77+106 kms. Le lot 2 comporte une tranche ferme qui va du village de Mbulungu au rond-point Notre-Dame de Kananga et, une tranche conditionnelle qui va du rond-point Notre-Dame à l'aéroport de Kananga.

Au cours de l'année sous revue, les activités préalables au démarrage des travaux, à savoir la révision du dossier d'études, ont été initiées, étant donné que la dernière version date de 2018. Ces études constituent le fil conducteur de la mise en œuvre des deux projets. Les travaux de reconstruction du corps de la chaussée

devront débiter l'année suivante.

Il sied également de mentionner que la contractualisation des deux marchés de surveillance et de contrôle est intervenue en fin d'année.





RÉHABILITATION DE LA ROUTE NATIONALE N°1 ENTRE BATSHAMBA ET TSHIKAPA ET ÉTUDES NÉCESSAIRES POUR LA RÉHABILITATION DE L'AXE GOMA-WALIKALE-LUBUTU-KISANGANI

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
113 700 000 €	13/03/2012	15/03/2018	Ordonnateur national
Maître D'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle
Office des routes		Partiellement décentralisé	13/03/2022
Date limite d'exécution	Objectif global		
13/03/2025	Lutter contre la pauvreté d'une partie de la population congolaise en contribuant au rétablissement des infrastructures de transports nécessaires à la relance socioéconomique et à l'accès aux marchés et aux services sociaux et administratifs.		

A la demande du ministère des Infrastructures, des travaux additionnels ont été rajoutés au contrat de réhabilitation de la RN1, sur le tronçon allant du village de Batshamba au pont Loange.

Il s'agit des travaux confortatifs d'assainissement sur un tronçon de 8 kilomètres entre le village de Kipita (PK 104+600) et le Pont Loange (PK 112+600) et la mise en place de ralentisseurs.

Réceptionnée provisoirement au second semestre de l'année, la dernière composante des travaux, à savoir la pose de ralentisseurs, devrait s'achever au premier trimestre de l'année suivante.

Il est à noter que la réhabilitation de la route a permis une augmentation sensible du trafic entre Kinshasa et Tshikapa, ainsi qu'une amélioration des conditions de voyage des usagers, en réduisant sensiblement sa durée de parcours. Ainsi, avant les travaux, les véhicules mettaient 7 à 10 jours pour parcourir le tronçon, mais actuellement ils mettent 2 à 3 heures de route.

RÉHABILITATION DES VOIRIES À GOMA

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
28 500 000 €	13/03/2012	13/03/2015	Ordonnateur national
Maître D'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle
Ministère de l'Aménagement du Territoire, Urbanisme, Habitat, Travaux publics et Reconstruction (Cellule infrastructures)		Partiellement décentralisé	13/03/2023
Date limite d'exécution	Objectif global		
13/03/2025	Lutter contre la pauvreté d'une partie de la population congolaise en contribuant au rétablissement des infrastructures de transports nécessaires à la relance socioéconomique et garantissant l'accès aux marchés et aux services sociaux et administratifs.		

La réhabilitation des voiries de Goma a contribué à mettre à la disposition du public plusieurs artères praticables et, ainsi, au désenclavement de certaines zones. Les chaussées souples réalisées dans le cadre de ce projet participent, avec les routes récemment réhabilitées, à la fluidité de circulation dans la ville et ses alentours.

Émaillée par l'éruption du volcan Nyiragongo et par l'insécurité dans la périphérie de la ville de Goma, l'exécution des travaux a accusé du retard avec une réalisation de l'ordre d'un kilomètre de route revêtue environ, et le double en termes d'assises de la chaussée.

Les contraintes rencontrées tout au long de la mise en œuvre des travaux ont conduit à la prolongation de la convention de financement d'une année, avec une perspective de réception provisoire des travaux pour le second trimestre de l'année 2022.



Réhabilitation
Des Voiries À Goma



INFRASTRUCTURES

PROGRAMME D'APPUI À L'AMÉLIORATION DE LA NAVIGABILITÉ DES VOIES FLUVIALES ET LACUSTRES EN RDC (PANAV)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Maître d'ouvrage
60.000.000 €	01/12/2010	01/12/2017	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Ministère des Transports et Voies de Communication		Centralisée, régie directe	01/12/2024
Date limite d'exécution	Objectif global		
01/12/2022	Lutter contre la pauvreté d'une partie des populations congolaises en contribuant au rétablissement et à la préservation durable des infrastructures de transport pour garantir l'accès aux marchés et aux services sociaux et administratifs.		



INFRASTRUCTURES

Ce programme étant dans sa phase de clôture, les activités menées ont principalement concerné les opérations administratives liées à la clôture des contrats :

- Clôture du contrat de fourniture des limnigraphes
- Réception définitive des travaux de réhabilitation des bâtiments à la RVF
- Réception définitive des travaux de réhabilitation et aménagement des terre-pleins à la RVF

Il est cependant envisagé de réaliser les travaux portuaires de Mbandaka. Le dossier d'appel d'offres y afférent a été approuvé. Les travaux du port de Kalundu

seront pris en charge par un autre bailleur.

En matière d'acquis de ce programme, axé sur la navigabilité des voies fluviales et lacustres en RDC, il convient de souligner le balisage des passes critiques du fleuve Congo et de la rivière Kasai, l'actualisation des cartes de navigation, le renouvellement de la flotte de la régie des voies fluviales et la réhabilitation de quelques ports.



PROGRAMME INDICATIF RÉGIONAL AFRIQUE CENTRALE 10E FED : AXES TRANSFRONTALIERS ET VOLET ÉNERGIE DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS (CEPGL)

Travaux des axes transfrontaliers Goma-Gisenyi, Bukavu-Cyangugu (petite et grande barrières) et Uvira-Bujumbura.

Des études d'actualisation du projet, réalisées afin d'intégrer les impacts de l'augmentation du trafic observés sur les différentes artères constituant les axes transfrontaliers, avaient conduit à un redimensionnement du corps de chaussée. Cependant, les effets de la pandémie à Covid 19 et les fermetures des frontières des pays frontaliers ont occasionné un retard dans le lancement des activités.

Ainsi, la construction du linéaire routier allant du centre-ville de la ville d'Uvira à la frontière burundaise devrait intervenir au semestre de l'année à venir.





SANTÉ

La période sous revue représente une étape charnière dans l'appui que porte l'Union européenne à la mise en œuvre de la politique nationale de développement sanitaire (PNDS recadré pour la période 2019-2022) de la République démocratique du Congo, dont le but est d'accroître la couverture de services et de soins de santé de qualité, ainsi que leur utilisation par la population avec équité et protection financière.

Ainsi, à travers les 10e et 11e FED, le Programme de renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé en RDC (PRODS), doté d'un budget de 217.450.000 d'euros, a largement contribué à consolider les acquis stratégiques et opérationnels développés par le Projet d'appui au Plan national de développement sanitaire (PAPNDS) et le Projet d'accélération des progrès vers les OMD 4&5 (PAPOMD 4&5) dans les domaines de la qualité et de l'accès aux soins de santé.

La conjonction de ces trois programmes a en effet permis : i) de garantir l'accès de la population bénéficiaire à des soins de santé de qualité, par le maintien du mécanisme du tiers-payant dans six (6) provinces; ii) de présenter cette offre de soins à une population estimée à près de 8.600.000 personnes ; iii) de garantir un taux de satisfaction à plus de 65% en matière de commande et de distribution de médicaments essentiels et génériques auprès des formations sanitaires;

iv) de renforcer la mission de service public dévolue aux EUP-FASS et FDSS par le ministère maître d'œuvre et, enfin ; v) d'alimenter le dialogue intersectoriel sur la thématique relative à l'encadrement juridique et institutionnel de la mise en œuvre de la couverture sanitaire universelle.

Soutenu, le rythme de mise en œuvre a cependant été contrarié par (i) un climat d'insécurité pour certains territoires des provinces d'Ituri et du Nord-Kivu ; (ii) la survenue d'une 12e (entre février et mai) et d'une 13e (à partir d'octobre) épidémie de la maladie à Virus Ebola affectant certaines zones de santé couvertes et leurs environs ; (iii) la rémanence d'une crise alimentaire aiguë sévère dans la partie centrale du pays touchant principalement les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et allaitantes.



APPUI AU PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT SANITAIRE (PA-PNDS)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et D-P (D+7)	Maître d'ouvrage
51.000.000 € + 2.857.442 €	09/07/2010	09/07/ 2017	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre délégué	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle
Ministère de la Santé	-	Décentralisée, régie directe publique	09/07/2019
Date limite d'exécution	Objectif global		
09/07/2021	Contribuer à l'amélioration de l'état de santé de la population dans le contexte global de la lutte contre la pauvreté		

La date limite d'exécution de la convention de financement PAPNDS est échue le 09 juillet 2021.

Ainsi, les opérations de clôture ont marqué ces neuf premiers mois de l'année.



ACCÉLÉRATION DES PROGRÈS VERS LES OBJECTIFS 4 ET 5 DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (PAP-OMD 4&5)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
€40.000.000	23/05/2013	22/05/2018	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre délégué	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Ministère de la Santé	-	Partiellement décentralisée et gestion conjointe avec Unicef	23/05/2023
Date limite d'exécution	Objectif global		
23/05/2025	Contribuer à réduire la mortalité maternelle de 549 à 322 décès maternels pour 1.000 naissances vivantes d'ici 2015. Contribuer à réduire la mortalité infanto-juvénile de 148 à 60 décès pour 1.000 naissances d'ici 2015.		

Les travaux de construction et d'aménagement des hôpitaux généraux de référence de Masuika et Tshibala, dans la province du Kasai-Central, sont en cours d'exécution. Démarrés en 2018, ces travaux doivent s'achever durant le second semestre de l'année 2022. Une progression appréciable

a été observée au cours de cette année, malgré les difficultés et contraintes liées aux mesures sanitaires contre la COVID 19.

RENFORCEMENT DE L'OFFRE ET DÉVELOPPEMENT DE L'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ (PRO-DS)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats (D+4)	Maître d'ouvrage
217.450.000 €	26/09/2016	26/09/2022	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle	
Ministère de la Santé	Décentralisée, régie directe publique	26/09/2025	
Date limite d'exécution	Objectif global		
26/09/2027	Contribuer, dans le cadre du plan de développement sanitaire (PNDS) et dans le contexte de lutte contre la pauvreté, à l'amélioration de la santé de la population de la RDC		



Dans le cadre du PRODS, les activités se sont concentrées sur la continuité de l'achat de services et soins de santé auprès des formations sanitaires bénéficiaires de contrats de services, épingle dorsale du programme mis en place avec le concours du ministère de la Santé publique, Hygiène et Prévention. L'amélioration de la gouvernance par le déploiement i) d'une expertise auprès de l'Inspection générale des Services, et le soutien matériel aux inspections provinciales et ii) de la qualité des soins au sein des formations sanitaires et de la gestion hospitalière, complètent les efforts entrepris par les parties prenantes dans le contexte difficile de la pandémie liée au COVID 19.

Un budget de quarante-deux (42) millions d'euros a été additionné, au dernier trimestre de l'année 2020, à la convention de financement du PRODS en vue de couvrir les dépenses liées à la gratuité des soins, dans le cadre de la stratégie nationale de riposte contre la maladie à virus Ebola et de lutter contre la malnutrition et la pandémie du COVID 19. Ainsi, orientée vers l'amélioration de la qualité des soins ; le renforcement de l'accès aux soins de santé de qualité et l'appui institutionnel au niveau central et périphérique, l'année 2021 met en exergue l'octroi directement de nouvelles subventions pour :

i) Contribuer à améliorer l'état de santé de la population des sept (7) zones de santé couvertes en Ituri et en Haut-Uélé dans le contexte de riposte contre la maladie à virus Ebola et la COVID 19, en organisant notamment le passage de l'urgence humanitaire au développement sur une période de neuf (9) mois (2.000.000 d'euros). Les soins de santé sont ainsi subventionnés dans les centres de santé et les HGR avec un tiers-payant variable selon la nature des soins, calculé sur base d'un tarif forfaitaire ; et une démarche qualité des soins et qualité de gestion est appliquée.

ii) Appuyer, avec le concours de l'EUP-FASS, la demande et l'encadrement des soins de santé dans les structures sanitaires de neuf (9) zones de santé de la province du Nord-Kivu sur une période de 15 mois, en tenant compte de l'hôpital provincial, des centres de santé médicalisés urbains et des centres de transfusion sanguine (9.661.726 euros). Un accent particulier est placé sur le financement des études actuarielles et de faisabilité de mutuelles de santé.

iii) Renforcer dans les sept (7) zones de santé couvertes en Ituri et trois (3) zones de santé couvertes dans la province du Kongo-Central et sur une période de 19 mois, l'offre et le développement de l'accès aux soins de santé dans les provinces de l'Ituri et du Kongo-Central dans le contexte de riposte contre la maladie à virus Ebola et la COVID 19 (12.400.000 euros). On peut noter au cours de la période, la réception de la maternité de l'hôpital général de référence Saint Luc de Kisantu, des centres de santé de Kimaza dans la zone de santé de Gombe Matadi et Kindongo, dans la zone de santé de Ngindinga.

iv) Renforcer dans les neuf (9) zones de santé couvertes dans la province du Nord-Kivu et sur une période de 24 mois la résilience du système de santé, notamment face à la maladie à virus Ebola et la COVID 19, dans un contexte de progression vers la couverture sanitaire universelle, tout en maintenant le dispositif mis en place d'amélioration de la qualité et de l'accessibilité des soins (4.400.000 euros). Cette subvention devrait démarrer en janvier 2022. Pour cette province, il convient de relever la validation et le suivi du plan intégré d'approvisionnements en médicaments génériques et essentiels pour l'année 2021, la réalisation d'études de faisabilité de la sécurisation et de l'équipement des centres de transfusion sanguine à Butembo ; le démarrage des travaux d'extension de la pharmacie zonale de Goma et du bureau de la DPS. À la suite de l'éruption volcanique du Nyirangongo à Goma, quelques impacts ont été relevés dans la fondation et les murs du centre de formation professionnelle. Ces impacts n'ont pas mis en danger l'ossature globale du bâtiment, lequel a été remis en état.

Dans les provinces du Kasai-Oriental et Lomami on peut noter le maintien des activités spécifiques au volet nutritionnel ainsi que la réception du centre de santé et de la maternité du lac Lomba ; du centre de santé et de la maternité de Miketa ; du centre de santé et de la maternité de Bena Kalombo.

Il s'ajoute à ces activités, l'appui porté à la FEDECAME, dans le cadre d'une nouvelle subvention d'un montant de 851.475 euros, en vue de renforcer le réseau national d'approvisionnement en médicaments et intrants de santé de manière générale, et d'accompagner la séparation des fonctions du secrétariat général de celles du Bureau central des achats de la Fedecame (BCAF), tout en renforçant les capacités de coordination et de gestion technique de manière particulière.

De son côté, la mission d'assistance technique a largement contribué à atteindre les résultats attendus pour le semestre indiqué. Ainsi, une mission tripartite en Ituri et Haut-Uélé a été mobilisée du 29 août au 10 septembre 2021 pour le suivi de l'état d'avancement de la mise en œuvre du PRODS. Elle a principalement permis de visiter l'EUP-FASS de la Province Orientale, porté par le contrat Memisa Belgique, la centrale d'achat et de distribution des médicaments de Bunia (CADIMEBU), de même que les zones de santé couvertes par les interventions de l'un des partenaires de mise en œuvre. Par ailleurs, au cours de l'année, ont été successivement mobilisées i) une mission d'élaboration du diagnostic institutionnel et organisationnel de l'Inspection générale de la Santé ainsi que de la Direction générale de l'Organisation et gestion des services de santé en vue de l'élaboration d'un plan de développement et ; ii) afin de renforcer les capacités du ministère technique face à la pandémie du COVID 19, une mission d'appui technique à l'Unité de coordination de projets UCP de la DEP/Santé et à la DUE (INTPA/ECHO) a été mise en place pour assurer le suivi des épidémies et réponses opérationnelles à ces épidémies importantes (MVE, COVID 9) en RDC. En

effet, la pandémie de la COVID 19, avec ses rebonds successifs, reste toujours, à ce jour, une menace pour la vie de la population et une urgence sanitaire dans notre pays.

Le volet relatif aux infrastructures du programme est caractérisé par la clôture des négociations sur les travaux de construction de l'HGR de Kasansa ; les négociations sur le recrutement d'une assistance technique pour la préparation et le suivi des infrastructures et équipements à l'Est (PSIE) de la RDC ; le suivi des travaux de construction et d'aménagement de l'HGR de MAKOTA ; l'étude sur le forage des différents hôpitaux à construire et en cours de construction ; la relance de la procédure de contractualisation de l'HGR NGANDAJIKA.

Ce programme, qui tire à sa fin, présente à son actif les ouvrages, ci-dessous, achevés et remis aux bénéficiaires :

N°	Zones de santé	Nombre de structures
01	Faradje	6
02	Aba	5
03	Rimba	8
04	Logo	9
05	Aru	10
06	Ariwara	10
07	Adi	7
08	Tshibala	4
09	Masuika	3
10	Bunkonde	3
11	Tshikula	3
12	Mikalayi	2
13	Gombe Matadi	2
14	Ngidinga	3
15	Biena	5
16	Vuhovi	5
17	Musienene	5
18	Kyondo	6
19	Masereka	3
20	Manguredjipa	7
21	Goma	3
22	Karisimbi	2
23	Rutshuru	6
Total		117



ENVIRONNEMENT



La R.D. Congo abrite une riche biodiversité qui constitue le socle d'un vaste programme de conservation au sein du réseau des aires protégées de l'Afrique centrale ainsi que du bassin du Congo.

Après avoir défini sa politique à travers la Stratégie nationale pour la Conservation de la Biodiversité, l'Institut congolais pour la Conservation de la Nature, appuyé par ses différents partenaires, s'est engagé à protéger ces forêts pour contribuer à la sauvegarde et à la valorisation de ces ressources naturelles menacées par des pressions anthropiques de divers ordres.

C'est ainsi que l'Union européenne, avec la convention de financement « Environnement et agriculture durable », finance quatre (4) aires protégées et une réserve de biosphère en vue de contribuer à la sauvegarde des sites biologiques prioritaires de la R.D. Congo.

APPUI À LA POLITIQUE NATIONALE DE CONSERVATION ET GESTION DE LA FORÊT ET DE LA BIODIVERSITÉ

Au terme de la période d'exécution de ce programme financé sur les ressources du 10e FED, le projet d'électrification rurale de Lubero s'est achevé. Les équipes de terrain ont initié des activités de maintenance ainsi que de vérification de la ligne de transport d'énergie. En attendant l'inauguration prévue pour l'année prochaine, l'Agence de régulation de l'énergie a été sollicitée pour des essais préalables au lancement des activités.

Par ailleurs, il est à signaler l'Action Yangambi Pôle Scientifique au Service de l'Homme et des Forêts, coordonnée avec les activités du projet FORETS et le projet Nouveaux Paysages du Congo (NPC), dans la zone d'intervention constituée essentiellement par la réserve de biosphère de Yangambi (RBY) et ses alentours, dans la province de la Tshopo. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'initiative de l'érection et la mise en service de la Tour à flux.



ENVIRONNEMENT



ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE POUR LA SAUVEGARDE DES SITES BIOLOGIQUES PRIORITAIRES DE LA RDC (EAD)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Maître d'ouvrage
165.000.000€	31/05/2016	14/12/2021 31/05/2020	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Ministère de l'Environnement et Développement durable ; Ministère de l'Agriculture, Pêche et Élevage Ministère du Développement rural Ministère du Tourisme Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN)		Partiellement décentralisée	31/05/2025
Date limite d'exécution	Objectif global		
31/05/2027	Contribuer à la protection et à la valorisation du capital environnement unique de la RDC, en augmentant les retombées économiques positives pour les populations environnantes.		

Le programme Environnement et agriculture durable, financé par le 11e FED, adopte une approche innovante en intégrant un volet « conservation » et un volet « développement » au niveau des paysages intégrés environnant les 5 aires protégées retenues dans la convention de financement. Il s'agit de quatre (4) parcs nationaux et d'une réserve de biosphère à savoir : le parc national des Virunga, le parc national de la Garamba, le parc national de la Salonga, le complexe Upemba Kundelungu et la réserve de biosphère de Yangambi.

L'objectif général est de contribuer à la protection et à la valorisation durables des aires protégées de RDC et des éléments précieux de biodiversité qu'elles renferment.

Les interventions qui prônent la valorisation durable de la production agricole, forestière et les services éco-systémiques au bénéfice du développement socio-économique des populations riveraines de ces aires protégées se focalisent sur les trois axes thématiques suivants :



- Atténuer la déforestation des écosystèmes naturels ;
- Augmenter la séquestration de carbone par l'action de protection, restauration ;
- Valoriser et gérer durablement des ressources naturelles dans et autour de ces aires protégées.

L'évaluation finale du 10e FED et une évaluation à mi-parcours du 11e FED ont relevé la nécessité de consolider les partenariats de gestion des aires protégées (PPP, cogestion ou assistance technique) en renforçant les synergies avec les initiatives partenaires dans les paysages. Ce programme a développé des synergies avec d'autres programmes sectoriels intervenant dans les paysages (FONAREDD, Allemagne, USAID) en évoluant dans le même temps vers un meilleur alignement avec les stratégies nationales climat et conservation de la RDC et les orientations de l'European Green Deal en Afrique.

À cela s'ajoutent les missions spécifiques confiées à deux cellules :

- la Cellule de coordination du programme Est R.D. Congo (UCPEC), qui accompagne les actions du 11e FED à l'est du pays dans le secteur des infrastructures principalement ;
- la Cellule d'audit technique et de coordination (CATCO) qui coordonne techniquement le programme agriculture et développement durable, y compris le système de suivi et évaluation ainsi que les aspects liés à la communication des activités du programme.

Durant l'année 2021, la CATCO a poursuivi l'activité de suivi-évaluation et de coordination du programme à travers l'opérationnalisation de divers outils de suivi, l'organisation et la participation à diverses réunions (concertation, orientation, coordination, comité de pilotage, etc.), et l'accompagnement technique des différents acteurs du programme : COFED, DUE, ICCN, Parcs.

Cette cellule a mis en place un protocole de suivi spatial et rapportage des envahissements des aires protégées devant permettre la formation des équipes de suivi-évaluation des parcs (PN Upemba et PN Virunga), et la direction centrale de l'ICCN à la mise en œuvre de ces outils. Grâce à l'utilisation de l'imagerie à très haute résolution (3m) et à la collaboration technique avec l'Observatoire des Forêts d'Afrique centrale, ce

protocole a été approfondi pour mettre en place un processus semi-automatique de détection des activités illégales perpétrées au sein des aires protégées.

Par ailleurs, plusieurs études ont été réalisées, notamment sur (i) l'éligibilité des actions concrètes et génératrices de revenus pour les aires protégées (Salonga, Upemba, Virunga) et pour leur zone périphérique en matière de finance carbone, et (ii) l'identification d'opportunités économiques pour sept (7) aires protégées non financées par le 11e FED, en matière de foresterie communautaire, énergies renouvelables et agriculture sédentarisée.

En ce qui concerne la communication, une stratégie digitale a été élaborée permettant de valoriser, au travers des produits et des réseaux sociaux, les acquis du programme sur les cinq (5) paysages.

Quant au volet Infrastructures, les appuis apportés à Virunga par l'UCPEC ont été menés dans la continuité des missions précédentes avec, entre autres, la réhabilitation de la ligne moyenne tension et le rétablissement de l'adduction d'eau à Goma, endommagée lors de l'éruption volcanique.



PARC NATIONAL DE LA SALONGA (PNS)

Projet : « Programme agricole rural et de conservation du complexe de la Salonga – PARCCS »

Classé parmi les biens du patrimoine mondial de l'UNESCO, le parc national de la Salonga est un paysage unique qui constitue non seulement un refuge écologique des espèces endémiques, mais également un important puit de carbone. À cela s'ajoute la présence des tourbières, dont l'importance a récemment été mise en exergue par les milieux scientifiques. Au courant de 2021, l'unité de gestion UGPNS a poursuivi une série d'activités déjà entamées en 2020, malgré la crise sanitaire liée à la COVID qui a fortement limité les activités de masse.

Il sied également de signaler qu'au cours de cette année, le parc a été sorti de la liste du patrimoine mondial en péril, grâce aux efforts fournis par les parties prenantes en matière de conservation de ce site.

PARC NATIONAL DE LA GARAMBA (PNG)

Projet « Conservation des ressources naturelles et développement durable du complexe d'aires protégées de la Garamba »

Le PNG, second plus ancien parc national d'Afrique (créé en 1938), représente l'un des plus grands défis des parcs africains. Grâce à la refonte complète de sa gestion, la conservation gagne du terrain et les résultats révèlent une forte réduction des activités illégales, dont le braconnage à grande échelle, ce qui entraîne une stabilisation, voire une augmentation des principales populations de faune sauvage.

À ce titre, l'action financée dans le cadre de EAD devrait « contribuer à la protection et à la valorisation du capital environnemental unique de la RDC en préservant l'intégrité du complexe de la Garamba comme bien public mondial, et en augmentant les retombées économiques positives pour les populations environnantes ».

Parmi les actions réalisées durant la période, il est à mentionner :

✓ Au niveau des cultures vivrières

Le suivi et les entretiens des parcelles d'association maïs-arachide de la saison A (mars – juin), l'analyse des agroécosystèmes (AAES) ainsi que l'analyse de la récolte du soja, arachide, niébé et maïs qui se poursuivent.

✓ Au niveau des cultures de rente

Plus de 10 100 plants de cacaoyers ont été distribués aux bénéficiaires pour assurer le regarnissage dans les villages de Kinzo, Ramadala, Britsai, Tadu, Zoro, Doya, Koreri, Djabir et Dungu. Les appuis-conseils se sont poursuivis pour un meilleur encadrement des éleveurs.

✓ Au niveau des énergies renouvelables

Le nombre de ménages approvisionnés en lampes solaires subventionnées a augmenté d'environ 82% dans les villages du DC Mondo Missa et environ 40% dans le DC Gangala Na Bodio (Axe Faradje – Nzopi).

Pour ce qui est des mini-réseaux, huit nouveaux clients se sont connectés au mini-réseau de Faradje et 13 au mini-réseau de Tadu. Au total, 121 clients à Faradje et 123 clients à Tadu se sont acquittés des frais de raccordement au réseau.



PARC NATIONAL DES VIRUNGA (PNVi)

Dans le cadre des financements FED, la gestion de plusieurs projets a été confiée à la Fondation Virunga, en étroite collaboration avec l'ICCN. Il s'agit des projets ci-après :

- Restauration des écosystèmes du parc PNVi et valorisation durable de ses ressources naturelles ;
- Agriculture et développement économique en périphérie du PNVi ;
- Projet d'électrification rurale de LUBERO en périphérie du PNVi, au Nord-Kivu, en faveur des communautés locales, en contrepartie de la conservation de la nature ;
- Projet d'électrification rurale en territoire de Lubero ;
- Électrification urbaine, semi-rurale et rurale de la ville de Goma, du territoire de Lubero et du territoire de Rutshuru en périphérie du PNVi ;
- Construction de la centrale hydroélectrique de Rwanguba au bénéfice des populations riveraines du PNVi.

Le PNVi possède une biodiversité exceptionnelle d'habitats et abrite une biodiversité faunique inégalée : gorilles de montagne, éléphants, lions, hippopotames et bien d'autres. La périphérie du PNVi compte 4 millions de personnes à moins d'un jour de marche. La forte densité de la population et le niveau de pauvreté des communautés riveraines s'expriment par de multiples formes de pressions sur le parc et ses ressources. Pour répondre à ces défis majeurs, dans un contexte d'insécurité prononcée et de crises sanitaires à répétition, l'approche promue par l'ICCN, l'équipe de gestion du parc et l'UE est de positionner le PNVi comme un levier de développement local, en s'appuyant sur 3 axes : le tourisme, l'agriculture et l'hydroélectricité.





ENVIRONNEMENT



En 2021, les activités de conservation dans le PNVi ont continué malgré la situation sécuritaire dégradante dans la zone du projet, le contexte sanitaire lié à la pandémie de COVID ainsi que l'éruption volcanique intervenue au courant de l'année sous revue.

Après un lent démarrage pour définir une approche réfléchie dans un domaine agricole qui est nouveau, l'opérateur de mise en œuvre et les activités ont atteint leur vitesse de croisière. Outre l'appui aux coopératives paysannes et halieutiques mettant en activités 19 entités constituées de 12.600 membres, il est relevé un triptyque production-transformation-distribution spécifique à chaque chaîne de valeur agricole.

Parmi les résultats visibles, on peut citer notamment la production maraîchère de Kibumba dans un nouvel élan avec les associations féminines, l'approvisionnement en maïs du territoire de Rushuru, assuré localement, les chocolats et le café estampillé vendus à l'étranger, la production d'huile de palme respectueuse de l'environnement qui s'affirme comme un pilier de l'économie du territoire grâce à l'usine de savon SICOVIR, etc.

En ce qui concerne le domaine de l'énergie électrique, la construction de la centrale de Lubero, d'une capacité de 14,6 mégawatts, est achevée. Sa mise en service, qui devrait intervenir au courant de l'année 2022, rendra possible l'accès des ménages et entreprises à l'électricité, et alimentera, à titre gratuit, plusieurs infrastructures de service public et l'éclairage des

principaux axes de circulation.

Au niveau de l'électrification urbaine, 35% du territoire de la ville de Goma est couvert par le réseau Virunga Énergies avec 11.500 raccordements effectifs, à raison de 500 nouveaux raccordements mensuels. De plus, 500 lampadaires éclairent les voiries principales de la ville et les stations de pompage sur le lac Kivu sont raccordées au réseau.

Bien que le chantier ait enregistré un retard dans sa mise en œuvre, à cause de l'éruption du volcan Nyiragongo, la ligne électrique coupée par la larve a été rénovée.



RÉSERVE DE BIOSPHÈRE DE YANGAMBI

Projet : « Formation, Recherche, Environnement dans la Tshopo – FORETS »

Le projet FORETS, comprenant la Réserve de Biosphère de Yangambi en RDC, ambitionne la conservation et la valorisation de la biodiversité et des services écosystémiques afin de contribuer au développement durable des populations riveraines.

Ainsi, au regard des objectifs lui assignés, les interventions ont concerné les actions suivantes :

(1) Contribuer à la conservation et la valorisation de la biodiversité et des services écosystémiques de la Réserve de Biosphère de Yangambi (par la préservation de son intégrité et une amélioration de la gestion/gouvernance).

Les activités dans le paysage (rive gauche et rive droite) se sont poursuivies avec un rythme intense. Les 2 bases-vie de Yangambi et Yanonge accueillent tant le personnel permanent que des consultants et plusieurs visiteurs. La logistique des plantations (de la sensibilisation à l'entretien) est bien rodée et devient de plus en plus performante. La saison agricole B de l'année 2021 a été portée à terme avec succès.

(2) Encourager et valoriser durablement la production agricole et forestière au bénéfice du développement socio-économique des populations des zones tampons et d'influence de la réserve de Biosphère de Yangambi. Plusieurs structures locales, tant privées que publiques, ont continué à recevoir l'appui des équipes du projet. L'appui aux associations oeuvrant dans les différentes filières appuyées par les projets s'est opéré à plusieurs niveaux, avec un focus particulier sur les structures associatives et productives locales (par ex.

rizi-pisciculture, pépinières villageoises, production de makala, production des denrées alimentaires), de même que sur les opérateurs individuels comme les producteurs de bois d'œuvre, les charbonniers ou les pisciculteurs/trices. L'appui à l'INERA s'est opéré notamment à travers les interactions portant sur le développement des plantations et des activités dans certaines antennes (par ex. café et cacao).

(3) Atténuer la déforestation des écosystèmes naturels, et augmenter la séquestration de carbone par l'action de protection, restauration, valorisation et gestion durable des ressources naturelles dans et autour de la Réserve de Biosphère de Yangambi.



COMPLEXE UPEMBA-KUNDELUNGU (PNU)

Projet : « Établissement d'une base solide pour la gestion, la conservation et le développement au niveau du Complexe Upemba-Kundelungu »

Après le renouvellement de l'équipe et la nomination de nouveaux gestionnaires, le parc a fait l'objet d'une nouvelle impulsion dans la mise en œuvre des activités. Il s'agit des activités en lien avec :

La gouvernance et la gestion :

La mise à jour des procédures administratives et financières, permettant de les élever aux normes et standards internationaux, a été l'une des recommandations formulées dans les échanges concernant l'amélioration de la gestion.

Quant aux aspects de la gouvernance, une amélioration des conditions de vie des écogardes a été observée. Le renforcement des capacités des écogardes sur l'utilisation des outils de collecte des données, la fermeture des mines artisanales dans la partie nord du parc et l'organisation des patrouilles terrestres et lacustres sont comptés parmi les efforts fournis pour une meilleure conservation de la biodiversité sur le site.

La planification, le suivi et la recherche

Une étude sur les services écosystémiques dans la dépression de Kamalondo, une zone annexe PNU et d'évaluation des conflits homme-éléphants a été réalisée. De plus, une installation de caméras-trappe sur le projet Lion a permis un suivi régulier des cibles de conservation (Zèbres, Éléphants, Grands Koudous).

L'appui à la communauté riveraine

Un atelier de renforcement des capacités de 18 membres du comité local de conservation et de développement « CLDC » a été organisé.

Dans le cadre du développement communautaire, 2416 pêcheurs ont été identifiés et dotés de cartes de pêche en vue de la restauration de l'autorité de l'État au niveau de lac Upemba. Une chaîne de froid construite, achevée, équipée et fonctionnelle à la sous-station de Mabwe contribuera à la conservation des produits de pêche.



APPUI À LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ET DES ÉCOSYSTÈMES FRAGILES D'AFRIQUE CENTRALE.

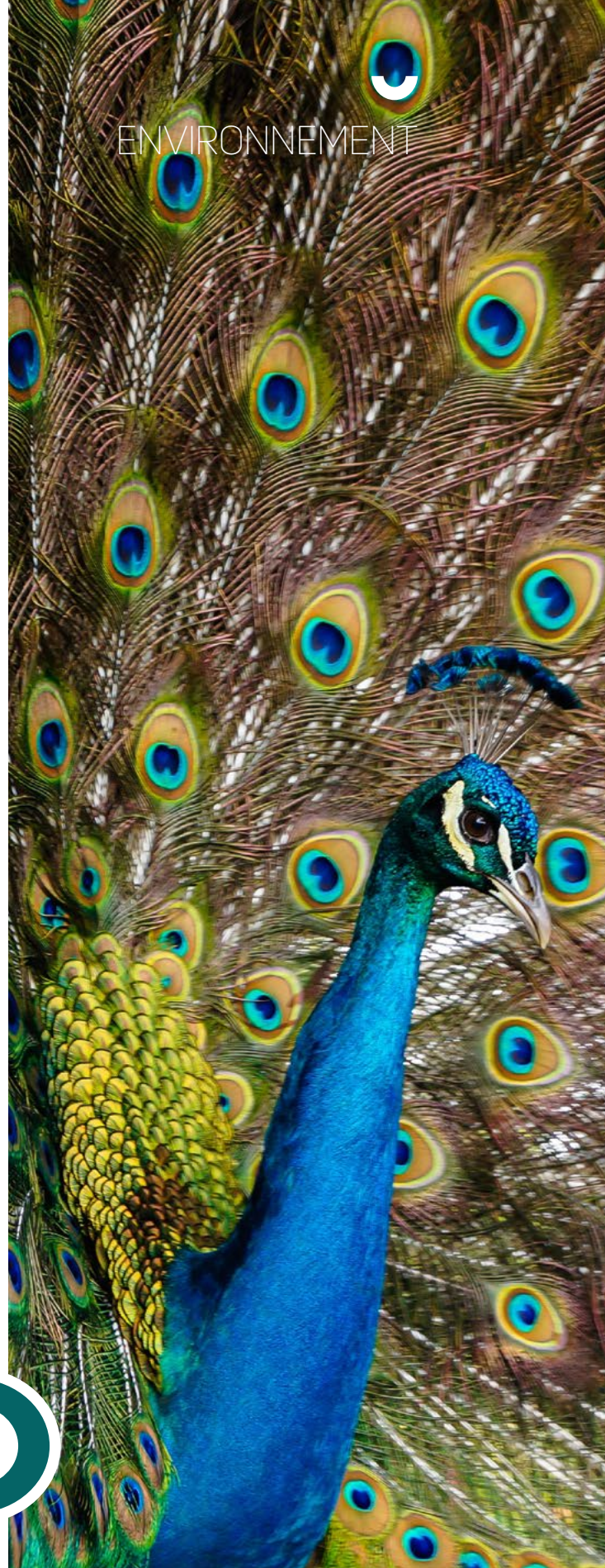
Le programme régional ECOFAC VI est financé par l'Union européenne sur le Programme indicatif régional avec pour maître d'ouvrage la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

Ce programme, qui couvre sept (7) pays bénéficiaires (Cameroun, Congo, Gabon, RCA, RDC, Tchad, Sao Tomé et Principe), contribue au développement de l'économie verte à travers les aires protégées et leurs zones périphériques.

En RDC, les actions/activités du programme sont mises en œuvre par les opérateurs suivants :

- Pour le volet national, African Parks Network (APN) intervient au parc national de la Garamba et African Wild Life Foundation (AWF) sur le domaine de chasse de Bili Uéré.
- Pour le volet sous-régional, ERAIFT et Wild Life Conservation Society (WCS) sont les acteurs.

Au cours de la période sous revue, il s'est tenu la troisième réunion du Comité de suivi national, au cours de laquelle les opérateurs ont présenté les progrès accomplis au courant de l'année 2021, les bonnes pratiques identifiées et les leçons apprises lors de la mise en œuvre.



PASSATION DE MARCHÉS





PASSATION DE MARCHÉS

La passation de marchés au sein de la COFED constitue un pilier majeur dans les procédures d'attribution des marchés publics financés par l'Union européenne.

À ce titre, elle joue un rôle majeur dans la mise en œuvre des projets et programmes FED, en veillant au suivi et au respect des procédures de passation de marchés en vigueur et en s'assurant de la qualité de tous les instruments de travail et documents utilisés. L'actualisation et la diffusion des bonnes pratiques y afférentes, la mise en place des outils de travail standards ainsi que l'appui des projets et programmes FED dans ce domaine précis sont également réalisés par la COFED, en sa qualité de maître d'ouvrage.

Au cours de l'année 2021, l'unité passation de marchés a examiné trente-trois (33) processus de passation de marchés dont onze (11) ont été lancés en 2019 et 2020. Durant l'année sous revue, vingt (20) ont pu être clôturés ; donnant lieu à la signature de contrats pour un montant total de 193.105.774,18 euros. Ces contrats se ventilent comme suit : 9 contrats de service, 3 de travaux et 8 de subvention.

Le tableau, ci-après, présente la situation des contrats attribués au 31 décembre 2021 sur une base géographique, mais également sur la base des affectations.

Données statistiques des contrats attribués par province (Année 2021)																					
	PROGRAMME														TYPE DE MARCHÉS				TOTAL CONTRATS ATTRIBUÉS		
	PRODS	PAP OMD	CEPGL	RN1	VG	EAD	TCF	PAON	PANAV	PROGRESS	PA2D	PAR III	PARIE	PAR II	PAGIRN	TRAVAUX	FOURNITURES	SERVICES	SUBVENTION		
KINSHASA														1				1		1	
NORD-KIVU	4					1					1		1					4	3	7	
BANDUNDU																				0	
HAUT KATANGA																				0	
KASAI CENTRAL, KASAI ORIENTAL ET LOMAMI	1																	1		1	
KAMUESHA-KANAN- GA				4												2		2		4	
ITURI & HAUT UELE	1																		1	1	
ITURI ET KONGO CENTRAL	1																		1	1	
RDC (KINSHASA, BUNIA, EQUATEUR, ITURI, KASAI)							1					1		1		1		1	1	3	
AFRIQUE CENTRALE															2				2	2	
TOTAL																3	0	9	8	20 CONTRATS	



PASSATION DE MARCHÉS

Attribution des
contrats par type
de marché

- Travaux 15%
- Fournitures 0%
- Services 45%
- Subventions 40%



État récapitulatif des marchés en engagements spécifiques et subventions - année 2021

	PROJET	SECTEUR	BÉNÉFICIAIRE	INTITULÉ DU MARCHÉ	PROVINCES BÉNÉFICIAIRES	TYPE	NOMBRE DE CONTRATS ATTENDUS (ALLOTISSE- MENT)	NIVEAU DU PRO- CESSUS AU 31-12- 2021	MONTANT DU CONTRAT
1	PRODS	Santé	Ministère de la Santé	Contractualisation de marché des travaux de construction et aménagement des hôpitaux généraux de Kasansa au Kasai Oriental et Ngandajika dans la Province de Lomami	Kasai Oriental et Lomami	Travaux	1	En cours	-
2	PRODS	Santé	Ministère de la Santé	Recrutement d'une assistance technique pour la préparation et le suivi des infrastructures et équipements à l'Est (PSIE) de la R.D. Congo	Nord-Kivu	Service	1	Attribué	748.920,00
3	PRODS	Santé	Ministère de la Santé	AT Réhabilitation et extension de l'hôpital provincial du Nord-Kivu à Goma	Nord-Kivu	Service	1	Attribué	8.000.000,00
4	PRODS	Santé	Ministère de la Santé	Travaux de construction du centre logistique CADIMEBU dans la province du Nord-Kivu en R.D. Congo	Nord-Kivu	Travaux	1	En cours	-
5	PRODS	Santé	Ministère de la Santé	Travaux de construction et d'aménagement de l'HGR de Kasansa (Lukabala) en République Démocratique du Congo	Kasai oriental	Travaux	1	Annulé	-
6	PRODS	Santé	Ministère de la Santé	Recrutement d'une assistance technique pour le suivi et contrôle des infrastructures et équipements de santé au Kasai Central, Kasai Oriental et Lomami	Kasai Central, Kasai Oriental et Lomami	Travaux	1	Attribué	699.385,00
7	PRODS	Santé	Ministère de la Santé	Amélioration de l'état de santé de la population des sept zones de santé en Ituri & Haut Uélé dans un contexte de riposte contre la maladie à Virus Ebola (MVE) et la COVID 19	Ituri & Haut Uélé	Subvention	1	Attribué	198.713,97
8	PRODS	Santé	Ministère de la Santé	Renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé dans les Provinces de l'Ituri et du Kongo-Central dans le contexte de riposte contre la maladie à virus Ebola (MVE) et la COVID 19.	Province de l'Ituri et Kongo Central	Subvention	1	Attribué	199.261,31
9	PRODS	Santé	Ministère de la Santé	Intervention dans la province du Nord-Kivu dans un contexte de riposte contre la maladie à virus Ebola et la Covid-19	Nord-Kivu	Subvention	1	Attribué	4.400.000,00
10	PRODS	Santé	Ministère de la Santé	Appui à la demande de soins dans les structures sanitaires des Zones de Santé de Kyondo, Musienene, Masereka, Vuhovi, Biena, Mangure-djipa, Rutshuru et Goma	Nord-Kivu	Subvention	1	Attribué	9.661.726,00
11	PAP OMD	Santé	Ministère de la Santé	Travaux de construction et d'aménagement de l'HGR MASEREKA dans la province du Nord-Kivu en RDC	Nord-Kivu	Travaux	1	En cours	-
12	CEPGL	Route	Ministère des Infrastructures	Réhabilitation de la route de la frontière, Uvira, RDC	Nord-Kivu	Travaux	1	En cours	-
13	RN1	Route	Ministère des Infrastructures	Travaux de réhabilitation de la route nationale n°1 entre Kamuesha – Kananga	Kamuesha – Kananga	Travaux	2	Attribué	Lot 1 : 46.891.124,96 Lot 2 : 63.904.546,20
14	RN1	Route	Ministère des Infrastructures	Surveillance et Contrôle de travaux de réhabilitation de la Route Nationale n°1 entre Kamuesha et Kananga	Kamuesha – Kananga	Service	2	Attribué	Lot 1 : 1.617.980,00 Lot 2 : 1.718.470,00
15	VG	Route	Ministère des Infrastructures	Analyse des réclamations du consortium CFC/SOBETRA relatives au marché des voiries de Goma	Nord-Kivu	Service	1	En cours	-
16	EAD	Environnement et agriculture durable	ICCN	Construction de la centrale hydroélectrique de Rwanguba au bénéfice des populations riveraines du Parc national des Virunga	Nord-Kivu	Subvention	1	Attribué	23.191.885,91
17	PANAV	Transport	Ministère des Transports	Travaux de construction d'un nouvel entrepôt au port de Mbandaka en R.D. Congo	Mbandaka	Travaux	1	En cours	-
18	PANAV	Transport	Ministère des Transports	Surveillance et contrôle des travaux portuaires	RDC	Service	1	En cours	-
19	PANAV	Transport	Ministère des Transports	Travaux de réhabilitation de deux entrepôts vétustes, de réfection du quai et d'aménagement des terre-pleins du port de Kalundu en R.D. Congo	Kalundu	Travaux	3	DAO – marché annulé	-

20	PA2D	Décentralisation	Ministère de la Décentralisation	Actualisation des études, contrôle et surveillance des travaux de construction de l'Assemblée provinciale et de l'Hôtel du Gouvernement du Nord-Kivu	Nord Kivu	Service	1	Attribué	419.630,00
21	PA2D	Décentralisation	Ministère de la Décentralisation	Travaux de construction des Institutions provinciales du Nord-Kivu	Nord-Kivu	Travaux	1	En cours	-
22	PARJ2	Justice	Ministère de la Justice	Pose de grillage de sécurité sur les pavillons communautaires du camp de détention de Luzumu	Luzumu	Travaux	1	En cours	-
23	PARJ2	Justice	Ministère de la Justice	Assistance technique au PARJ2 en RDC	Kinshasa	Service	1	Attribué	8.198.500,00
24	PARJ2	Justice	Ministère de la Justice	Travaux d'aménagements extérieurs du TGI Tshikapa	Kasaï	Travaux	1	En cours	-
25	PARJ2	Justice	Ministère de la Justice	Travaux pour le raccordement électrique du TGI Tshikapa	Kasaï	Travaux	1	Attribué	110.510,83
26	PARJE	Justice	Ministère de la Justice	Surveillance et contrôle des travaux de construction du Palais de Justice de Goma dans la province du Nord-Kivu	Nord-Kivu	Service	1	Attribué	149.520,00
27	PARP III	Police	Ministère de l'Intérieur	Mise en œuvre du PARP III	RDC	Subvention	1	Attribué	19.600.000,00
28	PAGIRN	Gouvernance	Ministère de la PNTIC	Benchmarking des TIC en Afrique centrale	CEEAC	Subvention	1	Attribué	1.000.000,00
29	PAGIRN	Transport	Ministère des Transports	Appui à la réglementation, la facilitation, la sécurisation et la durabilité du transport fluvial dans la zone CICOS	CEEAC	Subvention	1	Attribué	2.000.000,00
30	PAGIRN	Gouvernance	Ministère de la PNTIC	Recrutement d'une assistance technique, un expert long terme dans le domaine des TIC dans les pays de la CEEAC et CEMAC	CEEAC/CEMAC	Subvention	1	En cours	-
31	PAGIRN	Gouvernance	Ministère de la PNTIC	Fourniture, livraison et installation des équipements de visioconférence pour les services chargés de la régulation des technologies de l'information et de la communication (TIC) de dix pays de la CEEAC et de la CEMAC	CEEAC/CEMAC	Subvention	10	En cours	-
32	PARC	Gouvernance	-	Programme d'appui à la participation citoyenne de la société civile dans la Gestion du bien Commun - PARC - RDC	RDC	Subvention	1	En cours	-
33	TCF	Gouvernance	-	Recrutement d'une assistance à la Présidence - Partenariat mondial pour une Coopération efficace au développement (GPEDC)	RDC	Service	1	Attribué	395.600,00







BILAN FINANCIER DU PROGRAMME INDICATIF NATIONAL





BILAN FINANCIER

Bilan financier du programme indicatif national

Comme en 2020, les activités résiduelles du 10e FED ainsi que celles de mise en œuvre du 11e FED se sont poursuivies par la contractualisation des fonds non-engagés, les paiements des fonds engagés et prévus pour l'exercice 2021 ainsi que par la clôture des contrats arrivant à échéance.

S'agissant du Programme indicatif national du 11e FED, signé en juin 2014, celui-ci est passé d'un montant initial de 620 M€ à 684 M€, soit 10,32 % d'augmentation. Il a défini les différents secteurs de concentration que voici :

Santé en lien avec le LRRD (urgence et développement)	222 M€	32%
Environnement et agriculture durable	175 M€	26%
Réforme du secteur de la Gouvernance et Etat de droit	88 M€	13%
Réhabilitation de la route nationale 1 – Section Tshikapa – Mbuji-Mayi	150 M€	22%
Mesures d'appui à la société civile	12 M€	2%
Mesures d'appui	37 M€	5%
TOTAL	684 M€	100%

PIN 10e et 11e FED au 31/12/2021

En fin 2021, il est enregistré un accroissement de 11,45 % de fonds décaissés comparativement à ceux de 2020, passant de 978,93 M€ à 1 090,99 M€. Cela représente un total de paiement de l'ordre de 112,06 M€ pour l'année 2021, comme détaillé dans le tableau ci-après :

ENVELOPPE	ENGAGEMENTS PRINCIPAUX	DÉCAISSEMENTS CUMULÉS FIN 2020	DÉCAISSEMENTS CUMULÉS FIN 2021	DÉCAISSEMENTS EN 2021	ACCROISSEMENT 2020-2021
10e FED	730 932 179,37	699 073 833,01	705 663 827,01	6 589 994,00	0,94%
11e FED	689 203 073,40	279 853 421,23	385 322 691,71	105 469 270,48	37,69%
TOTAL	1 420 135 252,77	978 927 254,24	1 090 986 518,72	112 059 264,48	11,45%

Quant à l'exécution globalement des engagements des 10e et 11e FED, le taux d'exécution financier s'est accru de 7,89 % entre 2020 et 2021, faisant passer le niveau d'exécution financier global de 68,90 % à 76,78 %, comme indiqué ci-dessous :

ENVELOPPE	ENGAGEMENTS PRINCIPAUX	DÉCAISSEMENTS CUMULÉS FIN 2020	TAUX D'EXÉCUTION FIN 2020	DÉCAISSEMENTS CUMULÉS FIN 2021	TAUX D'EXÉCUTION FIN 2021	ACCROISSEMENT 2020-2021
10e FED	730 932 179,37	699 073 833,01	95,64%	705 663 827,01	96,54%	0,90%
11e FED	689 203 073,40	279 853 421,23	40,61%	385 322 691,71	55,91%	15,30%
TOTAL	1 420 135 252,77	978 927 254,24	68,93%	1 090 986 518,72	76,82%	7,89%

SITUATION DES DÉPENSES JUGÉES INÉLIGIBLES AU FED

Les dépenses inéligibles sont celles déclarées irrecevables, à l'issue d'une vérification de celles-ci par un cabinet d'audit externe, par la Cour des comptes européenne ou par les services spécialisés de la Délégation de l'Union européenne.

En fin 2021, le cumul des dépenses considérées comme inéligibles par la Commission européenne sur les projets et programmes gérés est de l'ordre de 0,81 M€, soit moins de 0,5 % pour l'ensemble des engagements des FED 9, 10 et 11.



BILAN FINANCIER

Tableau n° 1 : Engagements financiers 10e FED - en euros

N°	CODE COMPTABLE	SECTEURS	LIBELLÉ DE L'ENGAGEMENT FINANCIER	ENGAGEMENTS PRINCIPAUX	CUMUL DES ENGAGEMENTS INDIVIDUELS AU 31/12/2021	PAIEMENTS CUMULÉS AU 31/12/2020	RÉALISATION 2021	PAIEMENTS CUMULÉS AU 31/12/2021	TAUX DE DÉ-CAISSEMENT %
1	021349	GOUVERNANCE	Programme d'appui aux Parlements	4 685 670,90	4 606 607,16	4 606 607,16	0,00	4 606 607,16	98,31
2	021350		Programme d'appui à la réforme de la Police	17 000 000,00	16 870 634,31	16 411 274,89	459 359,42	16 870 634,31	99,24
3	021351		Projet d'appui à la réforme de la Justice PARJ	28 912 733,95	28 601 117,89	28 184 615,04	26 787,93	28 211 402,97	97,57
4	021352		Projet d'appui à la modernisation des Finances pub. PAMFIP	9 288 623,19	9 240 174,29	9 515 631,11	0,00	9 515 631,11	102,44
5	021561		Programme d'appui à la décentralisation en RDC	15 000 000,00	11 705 718,19	11 189 231,01	125 140,25	11 314 371,26	75,43
6	022855		Appui aux élections	41 050 381,56	41 050 381,56	41 041 168,73	0,00	41 041 168,73	99,98
			Gouvernance	115 937 409,60	112 074 633,40	110 948 527,94	611 287,60	111 559 815,54	96,22
7	021511	SANTÉ	Programme d'appui au plan national de développement sanitaire	51 935 063,35	51 735 021,73	50 875 220,41	175 759,76	51 050 980,17	98,30
8	023801		Projet d'accélération de l'atteinte des OMD 4 & 5 en RDC	40 000 000,00	37 285 376,23	35 188 474,86	241 166,29	35 429 641,15	88,57
			Santé	91 935 063,35	89 020 397,96	86 063 695,27	416 926,05	86 480 621,32	94,07
9	021535	INFRASTRUCTURE	Projet d'entretien et réhab. des infr. routières & d'amélioration de l'assain. urbain PARAU	107 923 807,12	107 695 140,48	106 832 093,06	93 420,42	106 925 513,48	99,08
10	021536		Programme d'appui à la navigabilité des voies fluviales et lacustres en RDC	55 699 807,64	54 877 492,54	53 534 469,99	668 073,97	54 202 543,96	97,31
11	022738		Réhabilitation de la voirie de GOMA	28 500 000,00	28 324 083,50	24 027 716,70	265 840,90	24 293 557,60	85,24
12	022739		Route nationale n° 1 RN1	113 700 000,00	113 373 186,25	111 113 799,19	2 233 257,36	113 347 056,55	99,69
			Infrastructures	305 823 614,76	304 269 902,77	295 508 078,94	3 260 592,65	298 768 671,59	97,69
13	021032	HORS CONCENTRATION	Politique nationale de conservation et gestion de la forêt et de la biodiversité	39 344 049,18	39 200 348,18	38 343 665,46	22 014,17	38 365 679,63	97,51
14	021348		Programme d'aide au Commerce	13 682 503,44	13 682 503,44	13 682 503,44	0,00	13 682 503,44	100,00
15	021425		Programme d'appui à l'Ordonnateur national	6 556 254,94	6 473 888,05	6 473 873,46	0,00	6 473 873,46	98,74
16	021694		Facilité de Coopération Technique — TCF III	2 721 293,26	2 716 004,42	2 716 004,42	0,00	2 716 004,42	99,81
17	022915		Facilité de Coopération Technique — TCF IV	6 354 183,64	6 286 663,76	6 278 177,09	0,00	6 278 177,09	98,80
	022853		Water, Sanitaire et Hygiène promotion in North Kivu	0,00	0,00		0,00		
	023319		Amélioration du rendement de la REGIDESO et de la gestion des ressources d'eau du bassin du congo	0,00			0,00		
18	022726		Appui aux Organisations de la société civile	3 800 000,00	3 800 000,00	3 384 654,89	115 295,46	3 499 950,35	92,10
			Hors Concentration	72 458 284,46	72 159 407,85	70 878 878,76	137 309,63	71 016 188,39	98,01
			Total enveloppe A	586 154 372,17	577 524 341,98	563 399 180,91	4 426 115,93	567 825 296,84	96,87
19	022623	AIDE NON PROGRAMMABLE / ENVELOPPÉE	Projet d'appui au STAREC — Volet santé	4 890 000,00	4 851 839,52	4 851 839,52	0,00	4 851 839,52	99,22
20	022398		PARJE UHAKI SAFI (Programme d'appui à la réforme de la Justice à l'est de la RDC)	17 816 520,49	17 316 520,49	15 903 790,06	184 388,72	16 088 178,78	90,30
21	022551		Projet d'appui à la stabilisation et reconstruction de l'est de la RDC (PASTAR)	20 620 000,00	15 447 225,16	15 447 225,16	0,00	15 447 225,16	74,91
22	021645		Programme d'appui budgétaire à la stabilisation économique de la RDC	22 620 000,00	22 620 000,00	22 620 000,00	0,00	22 620 000,00	100,00
23	022389		VFLEX — Appui budgétaire pour atténuer les effets de la crise écon. et financière en RDC	50 000 000,00	50 000 000,00	50 000 000,00	0,00	50 000 000,00	100,00
24	023084		Office d'aide humanitaire ECHO	9 975 000,00	9 975 000,00	9 975 000,00	0,00	9 975 000,00	100,00
25	024301		Initiative contre les violences basées sur le genre	18 856 286,71	18 856 286,71	16 876 797,36	1 979 489,35	18 856 286,71	100,00
			Aide non programmable	144 777 807,20	139 066 871,88	135 674 652,10	2 163 878,07	137 838 530,17	95,21
			TOTAL PROGRAMME INDICATIF NATIONAL	730 932 179,37	716 591 213,86	699 073 833,01	6 589 994,00	705 663 827,01	96,54

Tableau n° 2 : Engagements financiers 11e FED - en euros

N°	CODE COMPT- ABLE	SECTEURS	LIBELLÉ DE L'ENGAGEMENT FINANCIER	ENGAGEMENTS PRINCIPAUX	CUMUL DES ENGAGEMENTS INDIVIDUELS AU	PAIEMENTS CUMULÉS AU	RÉALISATION 2021	PAIEMENTS CUMULÉS AU	TAUX DE DE- CAISSE- MENT
					31/12/2021	31/12/2020		31/12/2021	%
1	036193	GOUVERNANCE	Programme d'appui à la réforme de la Sécurité - Volet Défense	25 000 000,00	24 241 631,45	14 734 686,69	3 642 534,58	18 377 221,27	73,51
2	041979		Deuxième programme d'Appui à la Réforme de la Justice (PARJ 2)	35 000 000,00	16 309 010,83	0,00	4 854 919,40	4 854 919,40	13,87
3	039983		Programme d'Appui à la Participation Citoyenne dans la Gestion du bien commun en RDC (PARC-RDC)	12 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	040729		Programme d'Appui à la Gouvernance des Infrastruc- tures Régionales et Nationales en Afrique Centrale (PAGIRN)	5 000 000,00	4 960 000,00	960 000,00	1 283 658,24	2 243 658,24	44,87
5	041978		Contribution au Fonds fiduciaire multi-bailleurs (Profit-Congo)	3 000 000,00	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00	100,00
6	042471		Programme d'Appui à la Réforme de la Police (PARP Phase III)	20 000 000,00	19 600 000,00	0,00	3 857 418,00	3 857 418,00	19,29
Gouvernance				100 000 000,00	68 110 642,28	15 694 686,69	16 638 530,22	32 333 216,91	32,33
7	033822	SANTÉ	Amélioration de l'état de santé de la population de 7 zones de la province orientale	5 000 000,00	4 921 717,94	4 921 717,94	0,00	4 921 717,94	98,43
8	038165		Programme de renforcement de l'Offre et Développement de l'accès aux Soins de Santé en RDC "PRODS"	217 000 000,00	188 845 290,59	123 219 641,17	28 719 724,66	151 939 365,83	70,02
Santé				222 000 000,00	193 767 008,53	128 141 359,11	28 719 724,66	156 861 083,77	70,66
9	038614	INFRASTRUCTURE	Réhabilitation de la Route Nationale n° 1 - Section Tshikapa - Mbuji mayi	150 000 000,00	130 751 471,83	0,00	33 779 159,66	33 779 159,66	22,52
	41240		Complétion d'axes transfrontaliers des pays de grands lacs (Est RDC)	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Infrastructures				150 000 000,00	130 751 471,83	0,00	33 779 159,66	33 779 159,66	21,79
10	037685	ENV. & AGRIC. DURABLE	Environnement et agriculture durable	165 000 000,00	164 540 786,32	110 564 660,38	19 672 102,34	130 236 762,72	78,93
11	042377		Action de résilience pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en RDC	10 000 000,00	9 700 000,00	1 942 820,44	2 139 476,85	4 082 297,29	40,82
Environnement et agriculture durable				175 000 000,00	174 240 786,32	112 507 480,82	21 811 579,19	134 319 060,01	76,75
12	034686	HORS CONCENTRATION	Programme d'appui à l'Ordonnateur national	7 976 976,69	7 833 968,12	7 794 136,76	0,00	7 794 136,76	97,71
13	034692		Facilité de Coopération Technique V	11 403 796,71	11 059 559,52	10 045 887,89	651 896,20	10 697 784,09	93,81
14	040896		Programme d'Appui à l'Ordonnateur National Subvention	2 322 300,00	2 322 300,00	2 322 300,00	0,00	2 322 300,00	100,00
15	041856		Facilité de Coopération Technique VI	8 000 000,00	5 293 212,00	1 328 983,56	1 219 422,95	2 548 406,51	31,86
16	041857		Programme d'Appui à l'Ordonnateur National Subvention 2020	7 500 000,00	4 824 229,00	2 018 586,40	2 648 957,60	4 667 544,00	62,23
Hors Concentration				37 203 073,40	31 333 268,64	23 509 894,61	4 520 276,75	28 030 171,36	75,34
Total enveloppe A				689 203 073,40	598 203 177,60	279 853 421,23	105 469 270,48	385 322 691,71	55,91
							0,00	0,00	
Total enveloppe B				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAL PROGRAMME INDICATIF NATIONAL				689 203 073,40	598 203 177,60	279 853 421,23	105 469 270,48	385 322 691,71	55,91

BILAN FINANCIER

Tableau n° 3 : Décaissements 2021 par FED et par secteur

SECTEUR	FED 9	FED 10	FED 11	TOTAL PAR SECTEUR EN VALEUR	TOTAL PAR SECTEUR EN %
GOUVERNANCE	0,00 €	611 287,60 €	16 638 530,22 €	17 249 817,82 €	15,39%
SANTÉ	0,00 €	416 926,05 €	28 719 724,66 €	29 136 650,71 €	26,00%
INFRASTRUCTURES	0,00 €	3 260 592,65 €	33 779 159,66 €	37 039 752,31 €	33,05%
ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE	0,00 €	0,00 €	21 811 579,19 €	21 811 579,19 €	19,46%
HORS CONCENTRATION	0,00 €	137 309,63 €	4 520 276,75 €	4 657 586,38 €	4,16%
AIDE NON PROGRAMMABLE	0,00 €	2 163 878,07 €	0,00 €	2 163 878,07 €	1,93%
TOTAL	0,00 €	6 589 994,00 €	105 469 270,48 €	112 059 264,48 €	100,00%

La ventilation de l'ensemble des décaissements réalisés au courant de l'exercice 2021 sous examen se présente comme suit :

Le secteur Infrastructures représente 33,05 % de l'enveloppe globale suivi de celui de la Santé avec 26,00 %.

Les secteurs environnement & agriculture durable, la gouvernance ainsi que le secteur hors concentration affichent respectivement 19,46 % ; 15,39 % et 4,16 %. Enfin, l'aide non programmable représente 1,93 % des décaissements réalisés.

Synthèse des décaissements par secteur

SECTEUR	TOTAL PAR SECTEUR EN %
GOUVERNANCE	15,39%
SANTÉ	26,00%
INFRASTRUCTURES	33,05%
ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE	19,46%
HORS CONCENTRATION	4,16%
AIDE NON PROGRAMMABLE	1,93%
TOTAL	100,00%

Graphique n° 1 : Répartition des décaissements par secteur en 2021

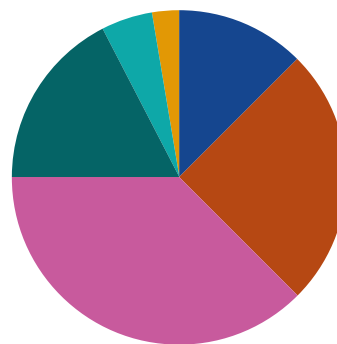


Tableau n° 4 : Volume des décaissements cumulés en millions d'euros

ANNÉE	VOLUME DES DÉCAISSEMENTS EN MILLION D'EUROS	VOLUME DES DÉCAISSEMENTS CUMULÉS EN MILLION D'EUROS
AVANT 2007	207,52	207,52 €
2007	37,00	244,52 €
2008	82,00	326,52 €
2009	168,00	494,52 €
2010	172,00	666,52 €
2011	146,00	812,52 €
2012	78,00	890,52 €
2013	94,30	984,82 €
2014	71,51	1056,33 €
2015	94,73	1151,06 €
2016	100,27	1251,33 €
2017	98,09	1349,42 €
2018	95,85	1445,27 €
2019	87,36	1532,63 €
2020	92,13	1624,76 €
2021	112,06	1736,82 €
TOTAL	1 736,82	

Graphique n°2:
Evolution du volume
des paiements COFED
+ DUE
(en millions d'euros)
sur plus de 10 ans

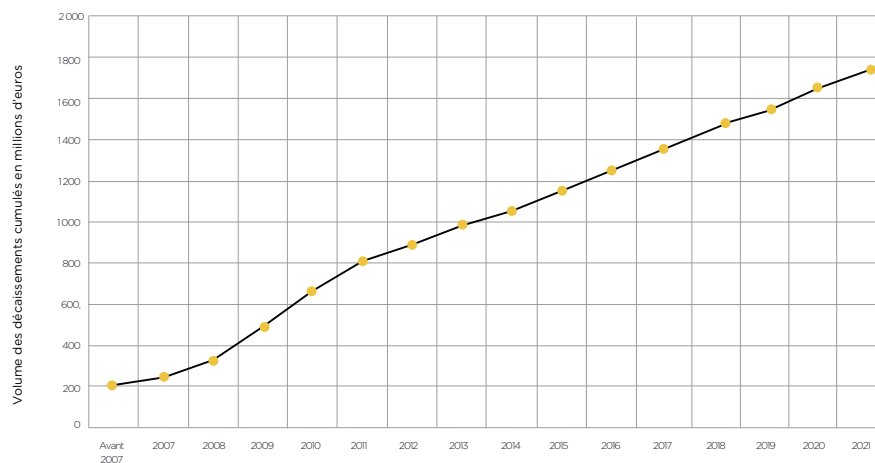


Tableau n° 5 : Tableau des dotations par secteur et par FED

SECTEUR	FED 9	FED 10	FED 11	TOTAL PAR SECTEUR EN VALEUR	TOTAL PAR SECTEUR EN %
GOUVERNANCE	255 984 695,00 €	115 937 409,60 €	100 000 000,00 €	471 922 104,60 €	22,47%
SANTÉ	80 000 000,00 €	91 935 063,35 €	222 000 000,00 €	393 935 063,35 €	18,75%
INFRASTRUCTURES	157 713 048,00 €	305 823 614,76 €	155 000 000,00 €	618 536 662,76 €	29,45%
ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE	0,00 €	0,00 €	175 000 000,00 €	175 000 000,00 €	8,33%
HORS CONCENTRATION	86 088 709,00 €	72 458 284,46 €	37 203 073,40 €	195 750 066,86 €	9,32%
AIDE NON PROGRAMMABLE	100 654 472,00 €	144 777 807,20 €	0,00 €	245 432 279,20 €	11,68%
TOTAL	680 440 924,00 €	730 932 179,37 €	689 203 073,40 €	2 100 576 176,77 €	100,00%

BILAN FINANCIER

Tableau n° 6 : Tableau du cumul des inéligibles jusqu'en 2021

CONVENTION		CONTRAT		MONTANT (EN MILLIER D'€)
NUMÉRO	SIGLE	NUMÉRO	TITRE	
19673	TFC II	232364	Devis-Programme de croisière n° 2	6,76 €
20731	PAG	255654	Contrat de fourniture d'équipements de laboratoire et de traitement de minerais CRM Bukavu	140,83 €
21352	PAMFIP	361 040	Devis programme de croisière n°3	3,05 €
21352	PAMFIP	375 212	Devis programme de croisière n° 4	48,45 €
21511	PAPNDS	329 825	Devis Programme de croisière CAG n° 3	47,88 €
21535	PARAU	295 872	Devis programme de croisière PARAU/PAUK n° 2	33,57%
21535	PARAU	295 916	Devis programme de croisière PARAU/PAR n°2	78,21%
21535	PARAU	321 000	Devis programme de croisière PARAU/PAR n°3	37,97 €
21535	PARAU	321 702	Devis programme de croisière PARAU/PAUK n° 3	4,38 €
21536	PANAV	289 644	Devis programme de croisière n° 1	132,94 €
21536	PANAV	322 193	Devis Programme de croisière n°2	221,05 €
21536	PANAV	380 164	Devis programme de croisière n° 4	3,05 €
22551	PASTAR	366 146	Devis programme de croisière STAREC n° 3	33,05 €
34686	PAON II	373 064	Devis Programme de croisière n°2	8,51 €
34692	TCF V	397 656	Devis-Programme de croisière n° 2	10,88 €
34692	TCF V	408 130	Devis Programme de croisière n° 2 : Communication et Visibilité	1,54 €
TOTAL				812,11 €

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
APPUI À LA POLITIQUE NATIONALE DE CONSERVATION ET GESTION DES FORÊTS ET BIODIVERSITÉ
 Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 021032
 Montant Engagé : 39 515 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
219879	Appui à l'UNIKIS. Composante Formation du Programme Xème FED. "Appui à la Politique Nationale de Conservation et gestion	ND	4 220 000,00	4 220 000,00	0,00	100,00
220130	Appui à l'ERAIFT. Composante Formation du Programme Xème FED « Appui à la Politique Nationale de Conservation et gestion	ND	6 394 910,00	6 280 910,00	114 000,00	98,22
220963	Projet d'appui à la gestion durable des ressources naturelles du parc national de la Garamba	Subvention	5 000 000,00	4 955 656,54	44 343,46	99,11
220967	Appui à la relance de la gestion du parc national des Virunga	Subvention	10 000 000,00	10 000 000,00	0,00	100,00
234897	Projet d'appui à la politique nationale de conservation et gestion des forêts et de la biodiversité du parc national de la Salonga	Subvention	2 814 634,57	2 814 633,77	0,80	100,00
234946	Projet d'appui à la relance des activités de conservation et de valorisation du Parc national de l'Upemba	Subvention	2 530 000,00	2 440 935,36	89 064,64	96,48
354348	Renforcement de la cellule Environnement du ministère de l'Envi. et Dev. durable, ME&DD	Subvention	463 985,00	449 217,18	14 767,82	96,82
366239	Formation et professionnalisation des gardes de l'ICCN au Parc national des Virunga	Subvention	350 381,00	350 381,00	0,00	100,00
391518	Projet d'électrification rurale de Lubero en périphérie du Parc national des Virunga	Subvention	3 140 000,00	2 685 821,45	454 178,55	85,54
TOTAUX			34 913 910,57	34 197 555,30	716 355,27	97,95

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
253629	Contrat de services AT UGP Aide au Commerce	Service	2 062 136,00	1 891 398,76	170 737,24	91,72
259045	DP0 - UGP Aide au Commerce	Devis - programme	476 000,00	120 631,76	355 368,24	25,34
263174	Convention de contribution pour la facilitation du commerce et réforme douanières	Subvention	3 262 980,00	3 262 980,00	0,00	100,00
266115	Devis Programme 1 Programme Aide au Commerce	Devis - programme	1 813 900,00	490 351,37	1 323 548,63	27,03
273234	Formation des formateurs de la RD Congo aux actes uniformes OHADA	Service	314 037,00	272 737,60	41 299,40	86,85
293146	DP2 - Programme d'aide au commerce	Devis - programme	975 000,00	621 611,44	353 388,56	63,76
295753	Contrat de fourniture de matériels informatiques et bureautiques au profit de la Direction Générale des Douanes et Accises	Fournitures	378 657,73	378 657,73	0,00	100,00
303962	Fourniture de matériels et fourniture de laboratoire au profit de l'Office Congolais de Contrôle (OCC)/laboratoire de Lubumbashi	Fournitures	377 576,34	377 576,34	0,00	100,00
311327	Fourniture de matériels de laboratoire au profit de l'OCC - Direction générale de Kinshasa	Fournitures	708 885,14	708 885,14	0,00	100,00
314649	Construction et réhabilitation de bâtiment pour des tribunaux de commerce à Kananga en RDC (Lot 4)	Travaux	185 262,88	184 880,66	382,22	99,79
314707	Construction et réhabilitation de bâtiment pour des tribunaux de commerce à Boma en RDC (Lot 1)	Travaux	94 018,02	27 339,70	66 678,32	29,08
314710	Construction et réhabilitation de bâtiment pour les tribunaux de commerce à Kolwezi RDC (Lot 3)	Travaux	195 463,64	128 837,78	66 625,86	65,91
314711	Construction et réhabilitation de bâtiment pour les tribunaux de commerce à Butembo RDC (Lot 2)	Travaux	253 007,06	199 425,00	53 581,53	78,82
317594	DP3 - Programme d'aide au commerce	Devis - programme	2 276 354,00	1 304 068,60	972 285,40	57,29
317615	Réhabilitation des bureaux de douanes (Lot 1 Kin Aéroport)	Travaux	40 612,72	39 253,72	1 359,00	96,65
317624	Réhabilitation des bureaux de douanes à Kananga (Lot 2)	Travaux	48 497,96	48 494,70	3,26	99,99
317627	Réhabilitation des bureaux de douanes de Mbuji Mayi (Lot 3)	Travaux	36 922,03	36 918,76	3,27	99,99
317660	Réhabilitation des bureaux de douanes de Mwene Ditu (Lot4)	Travaux	35 741,00	35 066,00	675,00	98,11
317705	Réhabilitation des bureaux de douanes de Mokambo (Lot 5)	Travaux	59 324,63	56 930,27	2 394,36	95,96
317706	Réhabilitation des bureaux de douanes de Kalemie (Lot 6)	Travaux	35 000,00	35 000,00	0,00	100,00
317707	Réhabilitation des bureaux de douanes de Bunia Ville (LOT 7)	Travaux	77 891,70	63 495,16	14 396,54	81,52
340199	Fourniture de matériels informatiques et bureautiques à la direction générale des douanes et accises (DGDA)	Fournitures	228 110,00	228 110,00	0,00	100,00
342576	Travaux de construction de deux bureaux des douanes à Aru et Mahagi (LOT1 ARU)	Travaux	196 478,18	202 534,92	-6 056,74	103,08
342580	Travaux de construction de deux bureaux des douanes à Aru et Mahagi (LOT2 MAHAGI)	Travaux	194 939,73	194 939,73	0,00	100,00
348732	Fourniture équipements informatiques et mobiliers tribunaux de commerce Boma, Butembo et Kananga	Fournitures	21 553,00	21 553,00	0,00	100,00
348735	Fourniture équipements informatiques et mobiliers tribunaux de commerce Boma, Butembo, Kolwezi et Kananga	Fournitures	22 737,00	22 737,00	0,00	100,00
348736	Fourniture équipements informatiques mobiliers pour tribunaux de commerce Boma, Butembo, Kolwezi et Kananga (LOT3)	Fournitures	22 737,00	22 737,00	0,00	100,00
348774	Fourniture équipements informatiques et mobiliers pour les tribunaux de commerce Boma, Butembo, Kolwezi et Kananga (LOT4)	Fournitures	21 852,00	21 852,00	0,00	100,00
348823	Fourniture équipements informatiques, machine à écrire et mobiliers de bureau pour le tribunal de commerce de Boma (LOT5)	Fournitures	21 210,65	21 210,65	0,00	100,00
348824	Fourniture équipements informatiques, machine à écrire et mobiliers de bureau pour les tribunaux de commerce Butembo	Fournitures	26 530,65	26 530,65	0,00	100,00
349097	Fourniture équipements informatiques, machine à écrire et mobiliers de bureau pour le tribunal de commerce de Kolwezi	Fournitures	27 005,65	27 005,65	0,00	100,00
349098	Fourniture équipements informatiques, machines à écrire et mobiliers pour les tribunaux de commerce de Kananga	Fournitures	24 535,65	24 535,65	0,00	100,00
353638	Travaux de construction et réhabilitation du tribunal de commerce de Boma	Travaux	176 564,39	44 009,60	132 554,79	24,93
357957	Fourniture de matériel de laboratoire à l'Office Congolais de Contrôle (OCC) en RD Congo	Fournitures	806 377,05	806 377,05	0,00	100,00
TOTAUX			15 497 898,80	11 948 673,92	3 549 224,88	77,10

BILAN FINANCIER

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo

PROGRAMME D'APPUI AUX PARLEMENTS (PAP)

Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 021349

Montant Engagé : 5 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
259789	Contrat d'assistance technique au projet d'appui aux parlements	Service	1 990 875,00	1 916 884,99	73 990,01	96,28
266597	DP0 Programme d'appui aux Parlements	Devis-programme	441 584,00	260 137,05	181 446,95	58,91
279246	DP1 Programme d'appui aux Parlements	Devis-programme	1 408 452,00	1 208 615,52	199 836,48	85,81
318791	DP2 Programme d'appui aux Parlements	Devis-programme	1 198 570,00	1 117 586,18	80 983,82	93,24
TOTAUX			5 039 481,00	4 503 223,74	536 257,26	89,36

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo

PROGRAMME D'APPUI A LA REFORME DE LA POLICE (PARP)

Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 021350

Montant Engagé : 17 000 000,00 €

CONTRATS			CONTRATS EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ		(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
258597	Support à la réforme de la gestion des ressources humaines de la Police nationale congolaise. Phase III.		5 500 000,00	5 500 000,00	0,00	100,00
278005	Assistance Technique au Projet d'appui à la réforme de la PNC		1 177 020,00	1 154 802,50	22 217,50	98,11
282407	DP0 - PARP		153 600,00	119 720,72	33 879,28	77,94
292569	DP1 - PARP		639 750,00	553 280,78	86 469,22	86,48
327955	Travaux d'extension des locaux du service de gestion et entretien des infrastructures (SGEI)/ Commissariat général de la PNC		164 193,88	158 247,23	5 946,65	96,38
328995	Contrôle des travaux d'extension des locaux du Service de Gestion et Entretien des Infrastructures du Commissariat Général de la PNC		14 000,00	11 200,00	2 800,00	80,00
330527	Etudes, surveillance et contrôle travaux de construction académie de police à Kimpoko (N'sele)		122 000,00	122 000,00	0,00	100,00
342345	Assistance technique au Programme d'appui à la réforme de la PNC (PARP)		3 299 640,00	3 292 103,77	7 536,23	99,77
348378	Devis-programme de démarrage PARP II		275 154,82	274 480,60	674,22	99,75
353634	Devis-Programme n° 1 PARP II		1 692 387,58	1 657 680,19	34 707,39	97,95
373132	Travaux de construction de la première phase de l'académie de la police de Kimpoko en RDC		3 285 094,13	3 295 353,69	-10 259,56	100,31
374962	Surveillance et contrôle des travaux de construction de l'ACAPOL		443 240,00	440 987,74	2 252,26	99,49
388057	Mission d'appui au Maître d'Ouvrage pour le suivi des travaux de construction 1ère phase ACAPOL Kimpoko		103 200,00	101 750,00	1 450,00	98,59
TOTAUX			16 869 280,41	16 681 607,22	187 673,19	98,89

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROJET D'APPUI À LA RÉFORME DE LA JUSTICE (PARJ)
 Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 021351
 Montant Engagé : 29 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
270320	Assistance Technique au Projet d'appui à la réforme de la Justice	Services	8 053 630,00	7 742 013,94	311 616,06	96,13
278134	Programme d'Appui à la Réforme de la Justice - PARJ - DP0	Devis - programme	166 772,00	50 703,00	116 069,00	30,40
299020	Programme d'Appui à la Réforme de la Justice - PARJ - DP1	Devis - programme	1 810 539,00	1 457 031,47	353 507,53	80,48
302237	Fourniture de Materiel Informatique et scanner au profit du PARJ	Fournitures	16 577,00	16 577,00	0,00	100,00
306638	Fourniture, mise en service et service après-vente de 10 vehicules de type 4x4 au profit de l'UGP PARP	Fournitures	314 000,00	314 000,00	0,00	100,00
318807	Etude archit. et techn. construction et réhab. infra jud & pén Lot 1 : Etudes relatives à la construction d'un institut national de formation Judiciaire de Kinshasa	Travaux	44 847,00	17 938,80	26 908,20	40,00
319011	Etude archit. et techn. construction et réhab. infra jud & pén Lot2 : Etudes sur construction TGI Kananga, Tshikapa et Luebo et TRIPAIX	Travaux	41 697,00	16 678,80	25 018,20	40,00
319013	Etude archit. et techn. construction et réhab. infra jud & pén Lot3 : Etudes relatives à la réhabilitation prison de Tshikapa	Travaux	18 549,00	7 419,60	11 129,40	40,00
319014	Etude archit et techn. construction et réhab. infra jud & pén Lot 4: Etudes relatives à la réhabilitation prison de Luebo	Travaux	76 482,00	30 592,80	45 889,20	40,00
319015	Etude archit et techn. construction et réhab. infra jud & pén Lot 5 : Etudes relatives à la réhabilitation de la prison de Boma	Travaux	32 751,00	13 100,40	19 650,60	40,00
319016	Etude archit et techn. construction et réhab. infra jud & pén Lot 6: Etudes relatives à la réhabilitat° de la prison de Matadi & Mbanza Ngungu	Travaux	27 774,00	11 109,60	16 664,40	40,00
330924	Travaux de réhabilitation bureau antenne UGP-PARJ-Kananga	Travaux	44 384,34	27 258,24	17 126,10	61,41
337993	Travaux de réhabilitation du ministère de la Justice et Droits humains Kinshasa-RDC	Travaux	1 206 158,03	1 317 898,35	-111 740,32	109,26
339046	Fourniture, livraison et mise en service de mobiliers de bureau dans les provinces de Kinshasa, Bas-Congo et KOCC	Fournitures	58 902,00	58 902,00	0,00	100,00
339049	Fourniture de mobiliers de bureau du Nouveau Palais de Justice Lot 4	Fournitures	175 002,00	175 002,00	0,00	100,00
339076	Fourniture, livraison et mise en service d'équipements informatiques dans les provinces de Kinshasa, Bas-Congo et Kasai	Fournitures	61 566,27	61 566,27	0,00	100,00
343109	Programme d'Appui à la Réforme de la Justice - PARJ - DP2	Devis - programme	3 450 243,02	3 323 167,99	127 075,03	96,32
344107	Surveillance et contrôle des travaux de réhabilitation des locaux du MJDH	Services	63 250,00	63 250,00	0,00	100,00
352456	Assistance technique au Secrétariat du GT JDH	Services	98 241,75	98 241,70	0,05	100,00
356872	Visibilité des actions du PARJ et de ses bailleurs de fonds & Impressions des documents et ouvrages à Kinshasa, Matadi et Kananga	Services	325 116,88	246 657,88	78 459,00	75,87
359068	Mise à disposition de salles de séminaires et services pour la restauration pour les états généraux de la Justice	Services	140 000,00	140 000,00	0,00	100,00
359371	Travaux de construction d'un Institut National de Formation Judiciaire	Travaux	1 569 392,82	1 634 313,07	-64 920,25	104,14
359679	Fourniture et installation d'un ascenseur au MJDH	Fournitures	64 100,00	54 485,00	9 615,00	85,00
359682	Fourniture, installation et mise en service d'un groupe électrogène au MJDH	Fournitures	52 090,50	52 090,50	0,00	100,00
359828	Rénovation des façades du MJDH	Travaux	161 666,57	151 667,11	9 999,46	93,81
360937	Surveillance et contrôle des travaux de construction de deux TGI et deux TRIPAIX de KOCC et INFJ Kinshasa	Services	1 269 699,00	1 240 572,52	29 126,48	97,71
361398	Surveillance et contrôle des travaux de renovation des façades du MJDH	Services	17 000,00	17 000,00	0,00	100,00
362296	Construction du Tribunal de Grande Instance de Tshikapa (Lot 2)	Travaux	1 801 939,38	1 534 338,26	267 601,12	85,15
362417	Travaux de construction d'un Tribunal de Grande Instance à Kananga dans la Province du Kasai Occidental (Lot 1)	Travaux	1 620 281,28	1 897 681,05	-277 399,77	117,12
366713	Fourniture et livraison de cinquante motos (Lot 3)	Fournitures	163 570,00	163 570,00	0,00	100,00
368430	Assistance technique au Secrétariat du Groupe Thématique Justice et Droits Humains (GT JDH)	Services	193 616,50	193 616,50	0,00	100,00

370781	Fourniture et livraison d'un bus à Kinshasa (Lot 4)	Fournitures	62 400,00	62 400,00	0,00	100,00
370848	Fourniture et livraison de véhicules 4x4, Fourgons cellulaires, Motos, Camion et Bus pour le renforcement du sec judiciaire en RDC dans les provinces de Kinshasa, Bas-Congo et Kasai oriental (Lot 4)	Fournitures	252 275,00	252 275,00	0,00	100,00
370857	Fourniture et livraison de véhicules 4x4, Fourgons cellulaires, motos, camion et bus pour le renforcement du secteur judiciaire en RDC : Lot 3 : Fourniture et livraison d'un camion dans la province du Bas-Congo à Matadi	Fournitures	102 685,00	102 685,00	0,00	100,00
371581	Travaux de réhabilitation de la prison de Luzumu dans la province du Bas-Congo en RDC	Travaux	3 127 096,27	3 487 252,56	-360 156,29	111,52
372470	Fourniture, livraison et mise en service d'équipements informatiques à Kinshasa, à Matadi et à Kananga (Lot 1)	Fournitures	55 323,10	55 323,10	0,00	100,00
372473	Fourniture, livraison et mise en service groupe électrogène pour le palais de justice Kananga Lot 2	Fournitures	14 667,00	14 667,00	0,00	100,00
372476	Fourniture et livraison de mobiliers de bureaux (Kinshasa, Matadi et Kananga) Lot 3	Fournitures	280 577,92	280 577,92	0,00	100,00
372483	Fourniture et livraison de mobiliers de bureau spécifiques à Kinshasa Lot 4	Fournitures	13 477,50	13 477,50	0,00	100,00
372909	Fourniture et livraison de deux (02) véhicule 4x4 tous terrains, quatre (4) véhicules tous terrains pour usage Lot 1	Fournitures	595 472,00	595 472,00	0,00	100,00
372911	Travaux de rénovation du bureau de l'antenne du PARJ, KANANGA	Travaux	16 510,77	16 510,77	0,00	100,00
373045	Fourniture et livraison de mobiliers de bureau pour l'INFJ à Kinshasa Lot 1	Fournitures	99 223,00	96 953,44	2 269,56	97,71
373320	Fourniture et livraison de 40 motos pour le renforcement du secteur judiciaire en RDC, dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Province orientale (District de l'Ituri)	Fournitures	125 240,00	125 240,00	0,00	100,00
374576	Livraison et montage de mobilier pour le tribunal de grande instance de Kananga Lot 2	Fournitures	111 030,00	111 030,00	0,00	100,00
374577	Fourniture et livraison des mobiliers de bureau - TGI Tshikapa	Fournitures	110 910,00	110 910,00	0,00	100,00
374579	Fourniture et livraison de mobiliers pour la prison de Luzumu (Congo Central) Lot 4	Fournitures	99 320,24	99 320,24	0,00	100,00
374580	Livraison et montage de literie spécialisée pour la prison de Luzumu (Kongo Central) Lot 5	Fournitures	245 000,00	245 000,00	0,00	100,00
374581	Fourniture et montage d'équipements de cuisine prison de Luzumu Lot 6	Fournitures	31 040,00	31 040,00	0,00	100,00
380789	Reprise des travaux de construction du nouveau Palais de Justice	Fournitures	342 200,00	341 995,95	204,05	99,94
TOTAUX			28 824 286,14	28 170 574,33	653 711,81	97,73

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo

PROJET D'APPUI À LA MODERNISATION DES FINANCES PUBLIQUES (PAMFIP)

Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 021352

Montant Engagé : 10 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
272406	Assistance technique d'appui au ministère des Finances pour la coordination et l'exécution du Programme d'appui à la mod	Services	2 681 428,00	2 676 289,76	5 138,24	99,81
272543	DP0 - période de démarrage - PAMFIP	Devis - programme	297 750,00	178 042,33	119 707,67	59,80
287910	DP1 - période de croisière-PAMFIP	Devis - programme	910 000,00	908 474,67	1 525,33	99,83
328931	DP2 - période de croisière PAMFIP	Devis - programme	588 850,00	563 687,18	25 162,82	95,73
338201	AT mission de surveillance et contrôle des travaux & réhabilitation des bâtiments de DCP & DGRAD	Services	157 338,00	157 338,00	0,00	100,00
338229	Fourniture de matériels informatiques et réseau pour la DGRAD, DCP & DTO	Fournitures	836 092,89	836 092,89	0,00	100,00
340146	Travaux de Réhabilitation des Bâtiments de la DGRAD à Matadi et Boma et de la Division Provinciale des Finances à Matadi	Travaux	360 254,09	360 253,54	0,55	100,00
343276	Fourniture d'un progiciel de Gestion pour la DGRAD, la DCP et la DTO	Fournitures	315 000,00	236 000,00	79 000,00	74,92
344976	Travaux de réhabilitation et de construction des bâtiments abritant les bureaux de la DCP et de la DGRAD	Travaux	712 893,68	712 893,66	0,02	100,00
352595	Travaux de réhabilitation et construction des bâtiments de la DGRAD et de la Division Provinciale des Finances à Lubumbashi	Travaux	483 878,59	480 897,13	2 981,46	99,38
356013	Fourniture d'équipements et mobiliers de bureau à la DGRAD, la DCP et la DTO	Fournitures	259 498,62	256 580,67	2 917,95	98,88
361040	DP3 - période de croisière PAMFIP	Devis - programme	348 960,48	335 048,85	13 911,63	96,01
374871	Travaux de construction et de réhabilitation des bâtiments abritant les bureaux de la DGRAD et de la Division Provinciale des Finances de la Province Orientale à Kisangani en RDC	Travaux	262 685,31	262 578,11	107,20	99,96
374872	Travaux de construction et de réhabilitation des bâtiments abritant les bureaux de la DGRAD et de la Division Provinciale des Finances de l'Equateur à Mbandaka et ceux du Kasai occidental à Kananga en RDC	Travaux	210 931,43	100 525,49	110 405,94	47,66
374875	Travaux de construction et de réhabilitation des bâtiments abritant les bureaux de la DGRAD et de la Division Provinciale des Finances de l'Equateur à Mbandaka et du Kasai Occidental en RDC à Kananga, Lot 2	Travaux	46 008,14	44 670,38	1 337,76	97,09

374881	Mission de surveillance et de contrôle des travaux de construction et réhabilitation bâtiments DGRAD et DP Finances	Travaux	57 000,00	57 000,00	0,00	100,00
375212	DP4 - période de croisière PAMFIP	Devis - programme	1 126 869,80	942 151,85	184 717,95	83,61
TOTAUX			9 655 439,03	9 108 524,51	546 914,52	94,34

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo

PROGRAMME D'APPUI À L'ORDONNATEUR NATIONAL DU FED (PAON)

Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 021425

Montant Engagé : 6 600 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
259268	DP1 - Appui à l'ON (01/01-31/12/11)	Devis - programme	1 297 312,77	1 261 797,81	35 514,96	97,26
259568	Assistance Technique en appui à l'Ordonnateur national du FED en RDC	Services	1 047 994,00	1 017 947,11	30 046,89	97,13
280689	DP2 - projet d'appui à l'Ordonnateur national du FED	Devis - programme	1 299 914,07	1 267 527,37	32 386,70	97,51
306950	DP3 - projet d'appui à l'Ordonnateur national du FED	Devis - programme	1 445 875,34	1 396 276,94	49 598,40	96,57
330542	DP4 - projet d'appui à l'Ordonnateur national du FED	Devis - programme	1 479 526,36	1 473 240,16	6 286,20	99,58
TOTAUX			6 570 622,54	6 416 789,39	153 833,15	97,66

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo

PROGRAMME D'APPUI AU PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT SANITAIRE (PA PNDS)

Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 021511

Montant Engagé : 53 857 442,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
237231	Travaux de construction de la Centrale d'approvisionnement et de distribution de médicaments essentiels de Bunia (CADIMEBU)	Travaux	284 705,56	168 039,49	116 666,07	59,02
252047	DP0 - PA PNDS - actions au niveau périphérique et intermédiaire octobre-décembre 2010	Devis - programme	103 416,00	1 638 614,82	-1 535 198,82	1 584,49
252050	DP0 - CAG - période de démarrage octobre-décembre 2010	Devis - programme	103 416,00	65 795,92	37 620,08	63,62
252220	Livraison MEC province du KOC 12 mois	Fournitures	245 936,82	245 936,76	0,06	100,00
252240	Livraison MEC province du KOR 12 mois	Fournitures	322 999,07	322 999,06	0,01	100,00
254649	Assistance technique au PA PNDS	Services	8 459 328,00	8 438 345,54	20 982,46	99,75
261345	DP1 - période de croisière - CAG	Devis - programme	374 682,00	308 446,19	66 235,81	82,32
261605	DP1 - Activités au niveau périphérique - Nord Kivu	Devis - programme	1 458 167,00	1 324 043,77	134 123,23	90,80
261985	Préparation et suivi des marchés d'infrastructures et équipements (PSIE) dans le cadre du PA PNDS	Fournitures	1 251 500,00	1 251 500,00	0,00	100,00
262032	DP1 - Actions au niveau périphérique- Province du Kasai Orientale	Devis - programme	1 004 475,39	917 489,10	86 986,29	91,34
262036	DP1 - Actions au niveau périphérique - province du Kasai Occidental	Devis - programme	972 064,25	833 381,32	138 682,93	85,73
262048	DP1 - Actions au niveau périphérique dans la Province orientale	Devis - programme	545 152,11	545 152,11	0,00	100,00
262049	DP1 - Actions au niveau intermédiaire	Devis - programme	1 732 092,84	1 732 092,84	0,00	100,00
265664	Gestion de l'achat de services et l'amélioration du fonctionnement des services de santé dans la Province Orientale	Services	319 828,00	319 800,89	27,11	99,99
266773	Gestion financière des fonds destinés aux services de santé dans la province du Kasai Occidental	Services	511 724,00	498 336,45	13 387,55	97,38
266796	Gestion financière des fonds destinés aux services de santé dans la province du Kasai Oriental	Services	511 724,00	484 454,39	27 269,61	94,67
266797	Gestion financière des fonds destinés aux services de santé dans le Nord-Kivu	Services	511 724,00	510 072,44	1 651,56	99,68
267620	Gestion des fonds de Développement des Services de Santé	Services	890 000,00	879 052,70	10 947,30	98,77
276188	Investissements pour les prérequis dans les Zones de Santé couvertes par le PA PNDS	Fournitures	1 760 769,00	1 669 015,95	91 753,05	94,79
288073	DP2 - Activités au niveau périphérique - Nord Kivu	Devis - programme	2 165 615,06	2 165 605,06	10,00	100,00

288077	DP2 - Actions au niveau périphérique - Kasai orientale	Devis - programme	2 297 545,37	2 297 545,37	0,00	100,00
288079	DP2 - Actions au niveau périphérique - Province orientale	Devis - programme	1 502 840,78	1 501 899,02	941,76	99,94
288081	DP2 - Actions au niveau périphérique - kasai occidental	Devis - programme	2 325 751,11	2 325 751,11	0,00	100,00
288083	DP2 - Actions au niveau central - CAG	Devis - programme	542 848,43	542 639,14	209,29	99,96
300213	DP2 - Actions au Niveau intermédiaire (ANI)	Devis - programme	1 675 849,57	1 675 849,57	0,00	100,00
327078	Construction et réhabilitation de l'hôpital général de référence de Masuika (Lot 7)	Travaux	238 695,28	86 200,87	152 494,41	36,11
327198	Travaux de réhabilitation de l'hôpital général de référence de Kabinda (Lot 1)	Travaux	1 395 819,99	1 395 237,12	582,87	99,96
327232	Construction de l'hôpital général de référence et du centre de santé de Mambasa Lot 3	Travaux	758 575,96	422 371,46	336 204,50	55,68
327239	Construction du bureau de la division provinciale de la Santé à Mbuji-Mayi Lot 4	Travaux	244 110,80	127 201,70	116 909,10	52,11
327248	Construction d'un bâtiment annexe de l'hôpital général de référence de Masereka Lot 2	Travaux	614 753,12	277 385,56	337 367,56	45,12
327249	Réhabilitation de l'hôpital général de référence de Tshilenge Lot 2	Travaux	291 544,31	82 814,99	208 729,32	28,41
327287	Construction de la centrale d'approvisionnement et distribution des médicaments essentiels de Kananga Lot 5	Travaux	375 676,06	174 924,69	200 751,37	46,56
329825	DP3 - actions au niveau central - CAG	Devis - programme	295 000,00	275 762,66	19 237,34	93,48
333358	DP3 - actions au niveau périphérique Nord-Kivu	Devis - programme	2 255 299,00	2 215 530,74	39 768,26	98,24
335594	DP3 ANI-FDSS	Devis - programme	1 501 111,95	1 500 422,75	689,20	99,95
335660	DP3 - FASS Province Orientale PAPNDS	Devis - programme	1 318 035,00	1 317 145,80	889,20	99,93
335663	DP3 - FASS Kasai Oriental PAPNDS	Devis - programme	1 543 334,00	1 377 461,87	165 872,13	89,25
335665	DP3 - FASS Kasai Occidental PAPNDS	Devis - programme	1 327 839,00	1 257 266,15	70 572,85	94,69
344790	Travaux de réhabilitation et construction de l'HGR de Kyondo et de l'HGR de Musienene au Nord-Kivu	Travaux	710 112,45	699 463,72	10 648,73	98,50
344797	Construction et réhabilitation de l'hôpital général de référence de Mikalay au Kasai Occidental	Travaux	598 312,58	538 481,34	59 831,24	90,00
346015	Fourniture, livraison et service après-vente de 17 véhicules ZS, DPS, EUP Lot 1	Fournitures	305 021,50	305 022,00	-0,50	100,00
346017	Fourniture, livraison et service après-vente de 17 véhicules 4x4 aux ZS, DPS, EUP-FASS Lot 2	Fournitures	256 696,27	256 695,00	1,27	100,00
353686	AT pour une mission de surveillance et contrôle des travaux de construction/ réhabilitation des structures sanitaires dans les provinces du kasai oriental et kasai occidental.	Services	746 153,00	738 676,01	7 476,99	99,00
367189	Mission d'appui au comité de sélection en charge du recrutement au niveau central de cadres du MSP	Services	25 940,70	25 940,70	0,00	100,00
376549	Fourniture et livraisons produits médicaux pour le renforcement des fonds de roulement de 21 zones de santé	Fournitures	900 000,00	898 083,97	1 916,03	99,79
376580	Fourniture d'équipement biomédicaux à 9 HGR Lot 1	Fournitures	721 851,70	719 535,95	2 315,75	99,68
376587	Fourniture d'équipements biomédicaux à 9 HGR Lot 2	Fournitures	790 348,58	788 113,28	2 235,30	99,72
376588	Fourniture d'équipements biomédicaux à 9 HGR Lot 3	Fournitures	140 918,28	139 872,06	1 046,22	99,26
377103	Fourniture, livraison et installation mobiliers de bureau des DCDR et DPS Lot 1	Fournitures	65 144,07	62 623,20	2 520,87	96,13
377127	Fourniture, livraison et installation mobiliers de bureau des DCDR et DPS Lot 2	Fournitures	59 276,00	57 145,90	2 130,10	96,41
377434	Fourniture de groupes électrogènes à 5 structures sanitaires Lot 1	Fournitures	65 179,40	65 179,40	0,00	100,00
377461	Fourniture de groupes électrogènes à 21 structures sanitaires Lot 2	Fournitures	191 028,00	191 028,00	0,00	100,00
377493	Fourniture équipement informatiques, de reprographie et matériels bureau pour 10 HGR, 1 CDR, 1 DPS Lot 1	Fournitures	127 174,36	117 175,35	9 999,01	92,14
377494	Fournitures équipements informatiques, de reprographie et matériel bureau 11 HGR, 1 CDR Lot 2	Fournitures	116 630,78	106 631,78	9 999,00	91,43
377495	Fournitures de 12 Kits solaires complets à 4 HGR et 1 CDR	Fournitures	158 315,28	158 315,28	0,00	100,00
382313	Travaux de construction d'une centrale d'appro. et de distribution de médicaments essentiels à Kananga	Travaux	1 098 549,78	1 011 884,89	86 664,89	92,11
382400	Travaux de construction et réhabilitation de la division provinciale de la Santé Kasai Orientale à Mbuji-Mayi	Travaux	389 561,96	389 561,34	0,62	100,00
382410	Travaux de construction et réhabilitation de l'HGR de Tshilenge au Kasai Oriental	Travaux	704 283,46	728 267,97	-23 984,51	103,41
TOTAUX			52 204 446,98	51 169 282,53	1 035 164,45	98,02

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
245742	Assistance technique pour la coordination de la cellule de gestion des projets PARAU, PAR II et PAUK	Services	1 250 904,00	1 250 904,00	0,00	100,00
245790	Assistance technique pour la coordination du volet réouverture routes en terre de la cellule de gestion des projets PARAU	Services	655 710,00	655 710,00	0,00	100,00
245797	Assistance technique pour la coordination du volet "Eau et Assainissement" de la cellule de gestion des projets PARAU	Services	1 063 669,00	1 063 669,00	0,00	100,00
245799	Assistance technique en tant que coordonnateur adjoint de la cellule de gestion des projets PARAU, PAR II et PAUK	Services	244 998,60	244 998,60	0,00	100,00
248141	Assistance technique pour la coordination du volet entretien routes de la cellule de Gestion des Projets PARAU et PAR II	Services	234 868,00	234 868,00	0,00	100,00
255186	Fourniture de matériel de transport à Kinshasa	Fournitures	2 923 157,72	2 910 392,24	12 765,48	99,56
256126	Devis-programme de croisière PARAU/PAUK/2010-2011	Devis - programme	12 532 243,28	12 527 243,28	5 000,00	99,96
258837	Devis-programme de croisière PARAU/PAR/2010-2011	Devis - programme	6 671 656,06	6 671 656,06	0,00	100,00
260135	Fourniture d'un bouteur à chenilles	Fournitures	229 996,00	229 996,00	0,00	100,00
262586	Aménagement de la rivière Gombe à Kinshasa	Travaux	6 767 058,52	5 213 829,02	1 553 229,50	77,05
265289	Construction d'un collecteur d'eaux pluviales le long de l'avenue Kabam-bare à Kinshasa	Travaux	5 358 383,26	5 339 466,68	18 916,58	99,65
265706	Fourniture de 10 303 m ³ de gasoil	Fournitures	10 706 431,33	10 706 405,16	26,17	100,00
295872	Devis-programme de croisière PARAU/PAUK n° 2	Devis - programme	16 638 218,37	16 638 218,37	0,00	100,00
295916	Devis-programme de croisière PARAU / PAR n°2	Devis - programme	13 091 680,26	13 091 640,91	39,35	100,00
307235	Fourniture de lubrifiants divers	Fournitures	127 674,48	127 674,48	0,00	100,00
309149	Construction d'un collecteur d'eaux pluviales le long des avenues Sekou touré et Mbwele dans la Commune de Bandalungwa	Travaux	443 480,53	443 454,00	26,53	99,99
309444	Fourniture de matériel de transport à Kinshasa	Fournitures	285 046,46	285 046,46	0,00	100,00
311205	Fourniture de pneumatiques avec chambre à air pour matériel divers de génie civil	Fournitures	397 296,00	381 297,90	15 998,10	95,97
317638	Fourniture et déchargement de 9 ponts modulaires & de 2 équipements de lancement	Fournitures	1 094 722,00	1 094 722,00	0,00	100,00
318214	Fourniture des pièces d'usure et de rechange des engins de marques Cartpillar et Mecalac	Fournitures	1 266 135,11	1 266 133,86	1,25	100,00
318222	Fourniture des pièces d'usure et de rechange des engins de marques New Holland, Scania et Iveco	Fournitures	1 961 444,10	1 891 724,40	69 719,70	96,45
318224	Fourniture de pièces d'usure et de rechange des engins de marques HBM et HAMM	Fournitures	464 467,88	457 688,71	6 779,17	98,54
320988	DP1 Projet d'appui aux brigades de l'Office des Routes à l'Est de la RDC, phase 2 (PAREST 2)	Devis - programme	1 069 624,95	981 359,37	88 265,58	91,75
321000	Devis-programme PARAU/PAR n° 3	Devis - programme	5 514 973,08	5 504 486,04	10 487,04	99,81
321199	Fournitures et livraison de pneus de camions	Fournitures	1 032 041,55	1 032 041,55	0,00	100,00
321225	Fourniture et livraison d'équipement de laboratoire de travaux publics	Fournitures	354 067,89	264 713,30	89 354,59	74,76
321702	Devis-programme n°3 PARAU PAUK	Devis - programme	14 379 462,60	14 275 203,79	104 258,81	99,27
383956	Travaux d'aménagement de la rivière Gombe entre les avenues Démocratie et du 30 Juin	Travaux	1 463 289,77	1 462 015,80	1 273,97	99,91
388467	Surveillance et contrôle travaux d'aménagement de la rivière Gombe	Services	102 074,46	102 071,42	3,04	100,00
TOTAUX			108 324 775,26	106 348 630,40	1 976 144,86	98,18

BILAN FINANCIER

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME D'APPUI À LA NAVIGABILITÉ DES VOIES FLUVIALES ET LACUSTRES EN RDC (PANAV)
 Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 021536
 Montant Engagé : 60 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
267585	Projet d'appui à la navigabilité des fluviales et lacustres en R.D. Congo. Devis programme n° 0	Devis - programme	422 959,00	254 097,36	168 861,64	60,08
289644	Projet d'appui à la navigabilité des fluviales et lacustres en R.D. Congo. Devis programme n° 1	Devis - programme	1 141 777,59	1 405 809,10	-264 031,51	123,12
307880	AT Programme d'appui à la navigabilité des VF et lacustres en RDC	Services	2 326 123,96	2 326 123,96	0,00	100,00
318130	Fourniture et Livraison du matériel roulant du PANAV en RDC	Fournitures	46 601,50	46 601,50	0,00	100,00
322193	Devis-programme de Croisière n°2	Devis - programme	1 994 212,91	2 030 983,00	-36 770,09	101,84
354486	Dévis-programme de croisière 3 PANAV	Devis - programme	2 474 221,69	2 982 179,39	-507 957,70	120,53
355129	AT de coordination des opérations du projet en RDC	Services	616 000,00	610 378,97	5 621,03	99,09
359069	Fourniture, livraison et SAV de matériels et équipements pour mesures hydrographiques, hydrométrie, hydrologiques	Fournitures	273 451,00	273 451,00	0,00	100,00
359342	Conception, fabrication et livraison de 13 canons hydrographiques	Fournitures	1 285 069,89	1 285 069,89	0,00	100,00
365284	Fourniture, livraison et installation de dix groupes électrogènes de 275 à 500 kVA Lot 3	Fournitures	727 658,00	727 658,00	0,00	100,00
365287	Fourniture, livraison et installation de six élévateurs de minimum 6 tonnes	Fournitures	773 366,60	773 366,60	0,00	100,00
365288	Fabrication, livraison et installation du balisage lumineux des accès portuaires aux ports de Kalemie et Kalundu, Lac Tanganyika	Fournitures	526 610,00	526 610,00	0,00	100,00
365309	AT Aménagement et entretien voies navigables et chantier naval et matériels de navigation	Services	1 192 750,00	1 003 986,63	188 763,37	84,17
365437	Fourniture équipements informatiques et réseau pour le PANAV Lot 3 Environnement logiciel PANAV	Fournitures	192 439,33	192 439,33	0,00	100,00
365438	Fourniture équipement informatiques et réseau, Lot 1 Serveurs, ordinateurs, imprimantes, divers	Fournitures	139 820,00	139 820,00	0,00	100,00
365441	Fourniture d'équipements informatiques et réseau Lot 2 Mise en réseau, onduleurs, groupes électrogènes, climatiseurs	Fournitures	57 048,00	56 941,00	107,00	99,81
365476	Fourniture carburants, lubrifiants et produits connexes sur le fleuve Congo et rivière Kasai	Fournitures	1 493 578,86	1 335 238,32	158 340,54	89,40
365708	Mission d'AT Expert Hydrologue/Hydrographe	Services	409 469,00	389 486,60	19 982,40	95,12
366073	Acquisition & post-traitement images aériennes optiques et Lidar du bief moyen du fleuve Congo et rivière Kasai en RDC	Fournitures	1 674 800,00	1 674 797,47	2,53	100,00
366157	Fourniture de balises flottantes pour la réalisation du balisage fixe sur le fleuve Congo et la rivière Kasai en RDC	Fournitures	1 348 629,00	1 348 629,00	0,00	100,00
366259	Fourniture, livraison et installation équipements pour les opérations de chargement et de déchargement dans les ports	Fournitures	5 412 838,90	5 412 838,90	0,00	100,00
366261	Fourniture et livraison de matériels pour la fabrication et le mouillage de 300 bouées	Fournitures	509 239,75	509 239,75	0,00	100,00
367215	Fourniture, livraison, mise en service et service après-vente des matériels et équipements pour les mesures hydrographiques	Fournitures	408 572,00	375 774,00	32 798,00	91,97
367216	Fourniture, livraison, mise en service et SAP matériels et équipements pour mesures hydrographiques Lot 3	Fournitures	320 738,00	320 738,00	0,00	100,00
367217	Fourniture, livraison, mise en service et SAP matériels équipements mesures hydrographiques Lot 4	Fournitures	109 728,00	109 728,00	0,00	100,00
367218	Fourniture, livraison, mise en service et SAP matériels et équipements mesures hydrographiques Lot 5	Fournitures	1 640 010,00	1 640 010,00	0,00	100,00
367751	Réhabilitation du baliseur KAUKA Lot 2	Travaux	1 627 696,05	1 518 460,12	109 235,93	93,29
367827	Réhabilitation du baliseur LOMELA Lot 1	Travaux	718 835,43	701 390,71	17 444,72	97,57
371026	Fourniture, livraison et service après-vente signaux de balisage fixe de rive et des échafaudages et matériels liés au PANAV	Fournitures	1 952 120,00	1 952 099,50	20,50	100,00
373660	AT contrôleur de gestion au PANAV	Services	345 491,76	343 391,76	2 100,00	99,39

375203	Formation par la CICOS, à travers son Centre Régional de Formation en Navigation Intérieure (CRFNI), dans les domaines de l'hydrologie, l'hydrographie, du balisage et de la gestion portuaire dans le cadre du PANAV en RDC	Services	989 386,20	985 874,40	3 511,80	99,65
380164	DP4 Devis-Programme n°4 - PANAV	Devis - programme	4 650 000,00	1 752 932,74	2 897 067,26	37,70
383720	Etude hydraulique monodimensionnelle du fleuve Congo et de la rivière Kasai	Services	199 000,00	199 000,00	0,00	100,00
383271	Modélisation hydraulique 3D et trajectographique de la passe rocheuse de Kandolo et expertise de la passe de Gundji	Fournitures	290 000,00	290 000,00	0,00	100,00
383884	Assistance technique opérationnelle au centre de traitement des données de la RVF	Services	1 966 867,27	1 830 200,25	136 667,02	93,05
384117	Fourniture, livraison et installation d'équipements opérations de chargement et déchargement Lot 1	Fournitures	837 299,90	837 299,90	0,00	100,00
384118	Fourniture, livraison et installation d'un élévateur de 6 tonnes	Fournitures	134 486,94	134 486,94	0,00	100,00
386177	Conception, fabrication des bateaux multifonctions modulaires à la RVF	Fournitures	3 596 388,82	3 416 569,38	179 819,44	95,00
386265	Conception, fabrication des bateaux multifonctions modulaires à la RVF Lot 3	Fournitures	765 000,00	765 000,00	0,00	100,00
386381	Travaux d'installation des échelles et stations limnimétriques le long du fleuve Congo et rivière Kasai	Fournitures	5 177 977,00	5 176 225,96	1 751,04	99,97
387315	AT de coordination des opérations PANAV	Services	339 700,00	335 064,71	4 635,29	98,64
388315	Fourniture de machines, équipements et consommables pour le slipway du chantier naval RVF	Fournitures	383 670,00	383 670,00	0,00	100,00
390128	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu Lot 1	Travaux	154 957,08	25 287,64	129 669,44	16,32
390394	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu Lot 2	Travaux	109 891,12	10 551,36	99 339,76	9,60
390395	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu Lot 3	Travaux	254 960,52	235 095,23	19 865,29	92,21
390397	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu Lot 4	Travaux	41 796,00	7 302,16	34 493,84	17,47
390399	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu Lot 5	Travaux	14 084,40	7 131,54	6 952,86	50,63
390503	Fourniture, livraison, installation, mise en service groupes électrogènes, port Kisangani	Travaux	170 880,00	170 880,00	0,00	100,00
390529	Travaux de réhabilitation entrepôt vétuste port de Kisangani Lot 1	Travaux	441 092,05	281 976,38	159 115,67	63,93
390544	Travaux de réhabilitation entrepôt vétuste port de Kisangani Lot 2	Travaux	133 281,00	0,00	133 281,00	0,00
390546	Travaux de réhabilitation entrepôt vétuste port de Kisangani Lot 3	Travaux	338 307,33	305 965,99	32 341,34	90,44
390666	Travaux de réhabilitation d'un entrepôt vétuste et aménagement de terre-plein au port de Kisangani Lot 1	Travaux	317 378,83	281 835,90	35 542,93	88,80
390668	Travaux de réhabilitation d'un entrepôt vétuste et aménagement de terre-plein au port de Kisangani Lot 2	Travaux	93 177,80	71 720,48	21 457,32	76,97
390702	Travaux de réhabilitation bâtiments des ateliers de chantier naval RVF Lot 1	Travaux	378 917,67	335 932,55	42 985,12	88,66
390704	Travaux de réhabilitation bâtiments des ateliers de chantier naval RVF Lot 2	Travaux	134 830,00	33 931,46	100 898,54	25,17
390705	Travaux de réhabilitation bâtiments des ateliers de chantier naval RVF Lot 3	Travaux	149 855,49	133 404,96	16 450,53	89,02
391164	Travaux de construction d'un nouvel entrepôt au port de Mbandaka	Travaux	489 026,61	75 938,31	413 088,30	15,53
392741	Fourniture de pièces de rechange, petits matériels et consommables bateaux RVF en RDC	Fournitures	675 190,66	675 190,66	0,00	100,00
392780	Devis - Programme n° 5 - PANAV	Devis - programme	4 420 000,00	4 143 133,58	276 866,42	93,74
TOTAUX			59 809 258,91	55 168 940,34	4 640 318,57	92,24

BILAN FINANCIER

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME D'APPUI AU DÉMARRAGE DE LA DÉCENTRALISATION EN RDC (PA2D)
 Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 021561
 Montant Engagé : 15 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
260579	Assistance technique au Programme d'Appui au Démarrage de la Décentralisation	Services	3 919 280,00	3 763 861,40	155 418,60	96,03
269830	Devis-programme de démarrage - PA2D	Devis - programme	189 450,00	93 522,71	95 927,29	49,37
282503	DP1 - période de croisière - PA2D	Devis - programme	991 085,09	989 038,74	2 046,35	99,79
300187	Recrutement d'un bureau d'études et de contrôle des travaux de réhabilitation de la division provinciale des finances du Nord-Kivu et de la maison communale de Goma	Services	85 340,00	28 691,59	56 648,41	33,62
300188	Recrutement d'un bureau d'études et de contrôle des travaux de construction du Siège de l'Assemblée provinciale et de l'hôtel du gouvernement de la province du Nord-Kivu	Services	262 320,00	163 256,00	99 064,00	62,24
300937	Marché de service pour le recrutement d'un bureau d'études et de contrôle des travaux de construction du siège de l'Assemblée provinciale	Services	175 720,00	158 863,20	16 856,80	90,41
300944	Etudes et contrôle des travaux de réhabilitation et d'extension des bâtiments du Ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières	Travaux	88 878,40	51 454,40	37 424,00	57,89
325094	DP2 - période de croisière - PA2D	Devis - programme	2 800 000,00	1 991 982,08	808 017,92	71,14
356261	Travaux de construction du siège de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu en RDC	Travaux	1 337 932,50	264 824,89	1 073 107,61	19,79
356262	Travaux de construction de l'Hôtel du gouvernement du Nord-Kivu en RDC	Travaux	856 923,75	179 442,62	677 481,13	20,94
356263	Travaux de construction du gouvernorat du Nord-Kivu en RDC	Travaux	503 412,33	185 461,53	317 950,80	36,84
358279	Travaux de construction du bâtiment abritant le siège de l'Assemblée Provinciale de Kinshasa	Travaux	1 535 920,95	1 532 935,13	2 985,82	99,81
360558	Travaux de Réhabilitation et extension du bâtiment du Ministère de l'intérieur, sécurité, décentralisation et affaires coutumières	Travaux	936 859,94	893 275,72	43 584,22	95,35
361140	Fourniture, livraison et installation de mobiliers au MISDAC et dans les Institutions provinciales de Kinshasa et du Nord Kivu	Fournitures	473 434,67	462 712,98	10 721,69	97,74
366662	Fourniture de matériel informatiques au MISDAC et Institutions provinciales de Kinshasa et Nord-Kivu	Fournitures	289 988,35	289 988,35	0,00	100,00
376490	Contrôle et surveillance des Travaux de construction de l'Assemblée provinciale, de l'Hôtel du Gouvernement et du Gouvernorat Nord-Kivu	Services	336 042,25	308 578,20	27 464,05	91,83
TOTAUX			14 782 588,23	11 357 889,54	3 424 698,69	76,83

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
FACILITÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE III (TCFIII)
 Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 021694
 Montant Engagé : 5 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
241805	DP1 - Facilité de coopération technique III	Devis - programme	280 000,00	200 268,97	79 731,03	71,52
249008	Ex-ante Audit VFLEX 2010	Services	148 000,00	148 000,00	0,00	100,00
251843	Mission d'identification du projet d'amélioration des soins des santé destinés aux victimes de violence sexuelle	Services	56 085,42	56 085,42	0,02	100,00
255442	Assistance Technique au CSRP - Prolongation de la mission de l'UGP SRPNC	Services	21 920,00	21 920,00	0,00	100,00
266852	DP2 - Facilité de coopération technique III	Devis - programme	429 200,00	376 934,24	52 265,76	87,82
269439	Contribution de l'UE à l'Enquête 1-2-3	Subvention	461 689,00	461 689,00	0,00	100,00
307862	DP3 - Facilité de coopération technique III	Devis - programme	347 680,00	165 165,00	182 515,00	47,50
TOTAUX			1 744 574,42	1 430 062,63	314 511,79	81,97

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo

PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DE LA JUSTICE À L'EST DE LA RDC (PARJE)

Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 022398

Montant Engagé : 18 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4)= 100*(2/1)
300422	Rapprocher la justice de justiciables à l'Est de la République démocratique du Congo	Subvention	5 000 000,00	4 573 621,56	426 378,44	91,47
300423	Projet d'appui à la justice à l'Est de la République démocratique du Congo (PARJE) 'Uhaki Safi'	Subvention	4 998 700,00	4 929 430,88	69 269,12	98,61
324918	Assistance Technique au Programme d'appui au renforcement de la justice à l'Est de la RDC «UHAKI SAFI»	Services	2 593 957,50	2 475 477,37	118 480,13	95,43
331042	Devis-programme de démarrage	Devis - programme	338 738,00	185 533,61	153 204,39	54,77
348388	Devis-programme n°1	Devis - programme	1 400 000,00	880 054,40	519 945,60	62,86
2362882	Etudes de conception et direction des travaux de construction/réhabilitation	Travaux	151 500,00	147 150,00	4 350,00	97,13
374546	Entrasco : Travaux de construction du nouveau palais de justice de Goma	Travaux	2 861 823,05	2 021 635,92	840 187,13	70,64
375783	Fourniture, livraison et installation de mobiliers au nouveau Palais de Justice de Goma au Nord-Kivu en RDC	Fournitures	135 318,00	89 728,50	45 589,50	66,31
376050	Devis-programme n° 2	Devis - programme	409 845,00	293 615,15	116 229,85	71,64
TOTAUX			17 889 881,55	15 596 247,39	2 293 634,16	87,18

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo

PROGRAMME D'APPUI À LA STABILISATION ET RECONSTRUCTION DE L'EST DE LA RDC (PASTAR)

Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON-DUE : OP)

Numéro du Projet : 022551

Montant Engagé : 20 620 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4)= 100*(2/1)
263302	Projet d'entretien de la route Kisangani-Lubutu-Walikale ds Province Orientale, Maniema et Nord-Kivu	Travaux	5 205 224,20	5 205 224,20	0,00	100,00
296273	Fournitures pour le rééquipement de l'Office des Routes du Maniema en RDC Lot 5	Fournitures	307 297,00	307 291,00	6,00	100,00
296274	Fournitures pour le rééquipement de l'Office de Routes du Maniema en République Démocratique du Congo. Lot 2	Fournitures	1 325 267,94	1 325 267,93	0,01	100,00
296290	Fournitures pour le rééquipement de l'Office de Routes du Maniema en République Démocratique du Congo Lot 3	Fournitures	3 060 422,00	3 060 422,00	0,00	100,00
296295	Fournitures pour le rééquipement de l'Office des Routes du Maniema en RDC Lot 4	Fournitures	127 356,00	127 356,00	0,00	100,00
296297	Fournitures pour le rééquipement de l'Office des Routes du Maniema en RDC Lot 1	Fournitures	1 046 683,04	1 046 683,04	0,00	100,00
312854	Devis-programme de Démarrage	Devis - programme	674 465,00	154 871,91	519 593,09	22,96
326937	DP1 : PASTAR	Devis - programme	3 004 179,02	1 836 829,82	1 167 349,20	61,14
348603	DP2 : PASTAR	Devis - programme	1 768 125,13	1 728 796,65	39 328,48	97,78
366146	DP3 : PASTAR	Devis - programme	37 160,00	34 392,28	2 767,72	92,55
TOTAUX			16 556 179,33	14 827 134,83	1 729 044,50	89,56

BILAN FINANCIER

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME DE STABILISATION ET DE RECONSTRUCTION DES ZONES SORTANT DES CONFLITS ARMÉS (STAREC)
 Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 022623
 Montant Engagé : 5 155 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
266702	Contribuer à l'amélioration de l'état de santé de la population du district sanitaire d'ARU (Ituri) en assurant la qualité des soins de santé primaires	Subvention	4 790 000,00	4 788 894,00	1 106,00	99,98
TOTAUX			4 790 000,00	4 788 894,00	1 106,00	99,98

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC)
 Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 022726
 Montant Engagé : 4 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
361588	Consolidation du dialogue entre les OSC et amélioration de la gouvernance interne en RDC	Subvention	1 600 000,00	1 600 000,00	0,00	100,00
361599	Promotion des stratégies pour une intervention efficace des OSC en faveur du peuple congolais	Subvention	1 400 000,00	1 278 081,69	121 918,31	91,29
361613	Réseau décentralisé de communication citoyen RDC	Subvention	800 000,00	800 000,00	0,00	100,00
TOTAUX			3 800 000,00	3 678 081,69	121 918,31	96,79

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
RÉHABILITATION DE LA ROUTE NATIONALE 2
 Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 022738
 Montant Engagé : 28 500 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
314592	Réhabilitation voiries à Goma et RN2 Goma - Sake	Travaux	23 014 117,18	21 689 112,12	1 325 005,06	94,24
336992	Assistance à l'ON du FED en RDC dans la phase d'évaluation des offres et attribution des travaux de voiries de Goma et RN2	Services	20 000,00	20 000,00	0,00	100,00
338629	Surveillance et Contrôle des travaux de réhabilitation des voiries de Goma et RN2	Services	2 571 961,00	2 549 942,43	22 018,57	99,14
358030	Recrutement d'une agence pour la réalisation d'une campagne de communication et visibilité de la réhabilitation des Voiries à Goma	Services	40 411,00	40 411,00	0,00	100,00
389228	Surveillance et contrôle des travaux de réhabilitation des voiries à Goma et RN2	Services	164 754,00	149 288,72	15 465,28	90,61
TOTAUX			25 811 243,18	24 448 754,27	1 362 488,91	94,72

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
RÉHABILITATION DE LA ROUTE NATIONALE 1
 Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 022739
 Montant Engagé : 113 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
328531	Réhabilitation de la RN1 entre Batshamba et Tshikapa	Travaux	109 781 394,74	109 707 214,65	74 180,09	99,93
333928	Surveillance des travaux de réhabilitation de la RN1 entre Batschamba Tshikapa	Services	3 065 000,00	3 050 577,10	14 422,90	99,53
395485	Actualisation des études sur la RN1	Services	524 392,00	414 895,15	109 496,85	79,12
TOTAUX			113 370 786,74	113 172 686,90	198 099,84	99,83

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo

FACILITÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE IV (TCFIV)

Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 022915

Montant Engagé : 6 551 082,97 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
299853	Assistance Technique à l'Ordonnateur National du FED en RDC pour assurer une meilleure supervision et contrôle des travaux	Services	190 700,00	178 548,19	12 151,81	93,63
312846	Assistance technique à la PNC	Services	146 460,00	138 838,60	7 621,40	94,80
313724	Surveillance et contrôle des travaux de construction du Pont Ruzizi 1 entre Bukavu et Cyangugu	Services	177 985,55	160 633,34	17 352,21	90,25
315198	Coordination du groupe thématique Justice et Droits de l'Homme du Ministère de la Justice et Droits Humains	Services	72 950,00	61 881,36	11 068,64	84,83
322726	Renforcement de la Cellule Environnement du ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme (MECN&T)	Services	398 300,00	388 331,00	9 969,00	97,50
325703	Assistance Technique à l'ON du FED/Phase d'évaluat* offres et attribut* marché RN1	Services	20 000,00	20 000,00	0,00	100,00
330600	DP1 - Facilité de Coopération Technique IV	Devis - programme	343 143,00	307 507,39	35 635,61	89,61
330683	Assistance technique-ONFED RDC pour la supervision et contrôle des travaux construction des bâtiments	Services	127 299,52	127 299,52	0,00	100,00
357903	DP2 - Facilité de Coopération Technique IV	Devis - programme	173 985,00	163 738,61	10 246,39	94,11
TOTAUX			1 650 823,07	1 546 778,01	104 045,06	93,70

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo

PROGRAMME D'APPUI AUX OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (PAP OMD)

Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 023801

Montant Engagé : 40 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
334523	Subvention PAP OMD FASS Nord-Kivu	Subvention	5 150 895,00	5 133 468,95	17 426,05	99,66
335980	Subvention PAP OMD FASS Province-Orientale	Subvention	4 984 046,00	4 895 772,57	88 273,43	98,23
335984	Subvention PAP OMD FASS Kasai Oriental	Subvention	5 240 699,00	4 719 485,60	521 213,40	90,05
335985	Subvention PAP OMD FASS Kasai occidental	Subvention	4 610 825,00	4 541 818,76	69 006,24	98,50
367227	Devis-programme de croisiere-DEP	Devis - programme	912 500,00	891 125,00	21 375,00	97,66
374160	Développement Management Professionnel des EUP dans le cadre du PAP OMD 4 & 5	Services	293 005,00	237 685,21	55 319,79	81,12
382274	Recrutement d'une AT pour la surveillance et contrôle des travaux de construction ou réhabilitation structures	Travaux	1 501 700,00	1 501 700,00	0,00	100,00
384200	Avenant 9 au contrat de services AT au PAPNDS/PAP OMD	Services	509 658,00	509 658,00	0,00	100,00
384449	Travaux réhabilitation et aménagement HGR Tshibala au Kasai Central	Travaux	2 061 132,00	1 470 338,92	590 793,08	71,34
384450	Travaux réhabilitation et aménagement HGR Masuika au Kasai Central	Travaux	2 186 485,00	1 558 687,62	627 797,38	71,29
TOTAUX			27 450 945,00	25 459 740,63	1 991 204,37	92,75

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo

LUTTE CONTRE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE EN RDC

Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 024301

Montant Engagé : 20 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
333020	Initiative pour lutter contre le viol, Programme «Femmes et Hommes»	Subvention	15 818 391,27	15 818 391,27	0,00	100,00
333028	Initiative pour lutter contre le viol	Subvention	2 826 875,44	2 826 875,44	0,00	100,00
395990	Evaluation finale du programme	Services	127 829,50	127 829,50	0,00	100,00
397139	Audit financier du programme	Services	43 868,50	43 868,50	0,00	100,00
408106	Vérification des dépenses du programme	Services	39 322,00	39 322,00	0,00	100,00
TOTAUX			18 856 286,71	18 856 286,71	0,00	100,00

BILAN FINANCIER

Tableaux financiers 11e FED

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
LRRD - AMELIORATION DE L'ETAT DE SANTE DE LA POPULATION DE 7 ZONES DE LA PROVINCE ORIENTALE
 Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 033822
 Montant Engagé : 5 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
356579	LRRD Amélioration de l'état de santé de la population de 7 zones de la province orientale	Subvention	4 800 000,00	4 799 442,00	558,00	99,99
TOTAUX			4 800 000,00	4 799 442,00	558,00	99,99

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROJET D'APPUI A L'ORDONNATEUR NATIONAL DU FONDS EUROPEEN DE DEVELOPEMENT (PAON)
 Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 034686
 Montant Engagé : 8 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
356797	Devis-programme 1	Devis - programme	1 998 651,34	1 998 648,36	2,98	100,00
373064	Devis-programme 2	Devis - programme	2 682 312,12	2 583 479,73	98 832,39	96,32
383774	Assistance technique à la cellule d'appui à l'ON	Services	652 028,75	595 655,00	56 373,75	91,35
389186	Devis-programme 3	Devis - programme	2 626 294,46	2 540 500,50	85 793,96	96,73
TOTAUX			7 959 286,67	7 718 283,59	241 003,08	96,97

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE 5 (TCFV)
 Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 034692
 Montant Engagé : 10 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
375299	Devis-programme 1 TCFV	Devis - programme	951 405,00	668 468,54	282 936,46	70,26
389431	Devis-programme 1 Communication et Visibilité	Devis - programme	299 250,00	271 274,54	27 975,46	90,65
397656	Devis-programme 2 TCFV	Devis - programme	960 069,00	795 035,11	165 033,89	82,81
398173	Mission appui à l'organisation clôture PAMFIP	Service	79 810,00	79 810,00	0,00	100,00
400393	Surveillance et contrôle Travaux TGI Tshikapa et Luzumu	Service	121 350,00	89 673,85	31 676,15	73,90
401575	Assistance Technique au Groupe Thématique Justice et Droits Humains (GTJDH)	Service	569 845,00	425 903,84	143 941,16	74,74
403999	Surveillance et contrôle des travaux d'aménagement de la rivière Gombe	Travaux	29 000,00	29 000,00	0,00	100,00
407782	Surveillance des travaux de construction du Palais de Justice de Goma	Service	67 132,00	45 839,85	21 292,15	68,28
408130	Devis-programme 2 Communication et Visibilité	Devis-programme	339 080,00	223 681,60	115 398,40	65,97
408240	Mission d'AT de coordination des opérations du PANAV en RDC	Service	182 500,00	180 207,48	2 292,52	98,74
410244	Mission de consultance pour la définition du cadre de fonctionnement du CorPPN	Service	45 000,00	45 000,00	0,00	100,00
412453	Etude de trafic et compléments de spécifications techniques dans le cadre d'aménagement des axes transfrontaliers entre la République Démocratique du Congo, le Burundi et le Rwanda	Service	79 500,00	79 500,00	0,00	100,00
412453	Surveillance et contrôle des travaux de réhabilitation des voiries de Goma	Service	259 357,00	178 616,04	80 740,96	68,87
413775	Recrutement d'un consultant pour l'appui de la RDC dans le processus de négociation sous l'égide de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique	Service	160 000,00	135 850,00	24 150,00	84,91
TOTAUX			4 143 298,00	3 247 860,85	895 437,15	78,39

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SECURITÉ-VOLET DÉFENSE (PROGRESS)
Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)
Numéro du Projet : 036193
Montant Engagé : 25 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
360635	Assistance Technique au Programme d'appui à la réforme du secteur de sécurité (PROGRESS)	Services	12 995 000,00	12 390 958,81	604 041,19	95,35
370387	Devis-Programme de Démarrage	Devis - programme	335 250,00	315 250,00	20 000,00	94,03
378247	Devis-Programme de croisière n° 1	Devis - programme	1 540 000,00	936 402,33	603 597,67	60,81
384038	Études et supervision des travaux d'extension du siège du MDNAC-R, RDC à Kinshasa	Services	353 600,00	187 190,00	166 410,00	52,94
386810	Etudes techniques, architecturales et supersion travaux siège MDNAC-RDC à Kinshasa	Services	77 400,00	19 000,00	58 400,00	24,55
387288	Appui au rapprochement armée/population, à la redevabilité du secteur de la sécurité et à la mise en œuvre de la réforme de l'armée	Services	500 000,00	471 953,15	28 046,85	94,39
394331	Fourniture, livraison, installation, mise en service et sce après vente équipements informatiques	Fournitures	398 550,79	344 414,89	54 135,90	86,42
394396	Fourniture, livraison, déchargement, installation, configuration, mise en service et service après-vente d'équipements et logiciels informatiques, des kits biométriques, des matériels de télécommunication et accessoires pour les différents services du Ministère de la Défense nationale, Anciens Combattants et Réinsertion (MDNAC-R) et des Forces Armées (FARDC) de la République démocratique du Congo (Lot 2)	Fournitures	139 321,01	139 321,01	0,00	100,00
395528	Fourniture, livraison, déchargement, installation, configuration, mise en service et service après-vente d'équipements et logiciels informatiques, des kits biométriques, des matériels de télécommunication et accessoires pour les différents services du Ministère de la Défense nationale, Anciens Combattants et Réinsertion (MDNAC-R) et des Forces Armées (FARDC) de la République démocratique du Congo (Lot 1)	Fournitures	314 905,82	314 905,82	0,00	100,00
395533	Fourniture, livraison, installation équipements informatiques, kits biomé- triques, matériels de communication	Fournitures	149 613,00	149 613,00		100,00
396331	Devis-programme de croisière n° 2	Devis - programme	1 450 000,00	767 017,36	682 982,64	52,90
406717	Extension et équipement du Ministère Défense Nationale Anciens Com- battants	Travaux	5 301 293,16	2 070 312,27	3 230 980,89	39,05
410460	Devis-programme de clôture n° 3	Devis - programme	1 350 000,00	1 144 398,96	205 601,04	84,77
TOTAUX			24 904 933,78	19 250 737,60	5 654 196,18	77,30

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE
Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)
Numéro du Projet : 037685
Montant Engagé : 165 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
381015	Restauration des écosystèmes du parc national des Virunga et valorisa- tion de ses ressources naturelles	Subvention	15 850 000,00	13 698 596,37	2 151 403,63	86,43
381068	Conservation des ressources naturelles et dvpt durable Garamba	Subvention	25 500 000,00	22 950 000,00	2 550 000,00	90,00
381145	FORETS - Formation, Recherche, Environnement dans la TSHOPO	Subvention	26 100 000,00	22 953 422,89	3 146 577,11	87,94
382295	Projet d'électrification rurale en territoire de LUBERO	Subvention	12 000 000,00	12 000 000,00	0,00	100,00
382653	Programme rural et de conservation du complexe de la Salonga «PARCCS»	Subvention	17 850 000,00	16 065 000,00	1 785 000,00	90,00
385232	Appui à la mise en place de la Cellule de Coordination	Subvention	9 837,00	9 837,00	0,00	100,00
393907	Agriculture et développement durable en périphérie du Parc National de Virunga	Subvention	15 400 000,00	7 241 091,44	8 158 908,56	47,02
395216	AT cellule de coordination de la CF Environnement et Agriculture durable	Service	3 162 800,00	2 184 536,71	978 263,29	69,07
395468	AT Cellule de coordination du Programme de l'Est	Service	3 484 070,00	2 929 823,08	554 246,92	84,09
404005	Electrification urbaine, semi-rurale et rurale de la Ville de Goma, du Terri- toire de Lubero et du Territoire de Rutshuru en périphérie du Parc National de Virunga	Subvention	20 000 000,00	18 000 000,00	2 000 000,00	90,00
409543	Etablissement d'une base solide pour la gestion, la conservation et le développement au niveau du complexe Upemba - kundelungu	Subvention	3 999 730,32	3 128 716,80	871 013,52	78,22
424952	Construction de la centrale hydroélectrique de Rwanguba au bénéfice des populations riveraines du Parc National de Virunga	Subvention	20 000 000,00	10 140 446,13	9 859 553,87	50,70
TOTAUX			163 356 437,32	131 301 470,42	32 054 966,90	80,38

BILAN FINANCIER

Tableaux financiers 11e FED

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'OFFRE ET DEVELOPPEMENT DE L'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ (PRODS)
 Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 038165
 Montant Engagé : 217 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
382015	Projet d'appui au développement intégré du système de santé du Nord-Kivu (PADISS)	Subvention	15 100 000,00	13 456 000,00	1 644 000,00	89,11
382109	Programme de renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé de la population en Ituri	Subvention	16 700 000,08	14 579 999,34	2 120 000,74	87,31
382138	Organisation du financement des structures de soins dans les 8 zones de santé du Nord Kivu	Subvention	3 450 000,00	3 374 097,00	75 903,00	97,80
382144	Organisation du financement des structures des soins dans 7 ZS de la Province Orientale	Subvention	2 250 000,00	2 114 951,31	135 048,69	94,00
382149	Organisation du financement des structures des soins dans les zones de santé de Kisanga, Miabi, Tshilenge, Tshishimbi dans la Province de Kasai Oriental ; Kabinda, Makota, Ngandajika et Tshofa dans la province de Lomami dans le cadre de PRO DS	Subvention	3 400 000,00	3 167 934,69	232 065,31	93,17
382465	Renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé Ituri et Kongo Central	Subvention	20 900 000,00	19 460 946,43	1 439 053,57	93,11
382195	Organisation du financement des structures de soins dans les 5 zones de santé du Kasai Occidental	Subvention	875 000,00	862 193,91	12 806,09	98,54
389716	Projet amélioration qualité soins de santé primaires Provinces KOR et Lomami	Subvention	4 950 000,00	3 993 388,26	956 611,74	80,67
393386	Mission d'Assistance Technique au Programme de renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé en RDC	Service	9 565 000,00	7 652 000,00	1 913 000,00	80,00
395689	Projet d'appui à la demande des soins de santé au Nord-Kivu	Subvention	23 677 435,00	20 837 543,00	2 839 892,00	88,01
397231	Organisation et financement structures de santé du Kasai Oriental et Lomami	Subvention	16 542 234,00	14 614 836,30	1 927 397,70	88,35
397573	Appui à la coordination, réforme institutionnelle et décentralisation	Subvention	7 000 000,20	6 300 000,00	700 000,20	90,00
397589	Renforcement du réseau d'approvisionnement en médicaments et intrants de santé	Subvention	3 248 525,00	3 168 022,87	80 502,13	97,52
401995	Amélioration de l'état de santé de population 5 ZS du Kasai Oriental	Subvention	4 500 000,00	4 050 000,00	450 000,00	90,00
402014	Gestion financière des fonds destinés aux services de santé du Kasai Central	Subvention	5 500 000,00	5 422 531,95	77 468,05	98,59
408407	Travaux de construction et d'aménagement de l'HGR Makota à Lomami Lot 1 RDC	Travaux	2 953 821,69	1 032 138,90	1 921 682,79	34,94
416327	Renforcement de l'Hôpital St Joseph de Kinshasa pour la riposte à la COVID-19 dans le cadre d'une approche structurelle du renforcement du système de santé	Fournitures	5 000 000,00	2 600 000,00	2 400 000,00	52,00
416725	Fourniture et livraison de savons antiseptiques dans le cadre de la lutte contre la Covid-19	Fournitures	198 713,97	198 713,97	0,00	100,00
416776	Fourniture et livraison de gels hydro-alcooliques dans le cadre de la lutte contre la Covid-19	Fournitures	198 713,97	198 713,97	0,00	100,00
417693	Fourniture et livraison d'équipement d'hygiène et de protection de type plastique dans le cadre de l'aide de la lutte contre la Covid-19	Fournitures	37 522,00	37 522,00	0,00	100,00
419336	Etudes, suivi et contrôle des infrastructures et équipements de santé au Kasai Central, Kasai Oriental et Lomami	Fournitures	699 385,00	187 059,83	512 325,17	26,75
420419	Renforcement du réseau d'approvisionnement en médicaments et intrants de santé	Fournitures	851 475,00	681 180,00	170 295,00	80,00
423018	Projet d'appui au développement intégré du système de santé du Nord-Kivu (PADISS 2)	Subvention	4 400 000,00	2 679 301,00	1 720 699,00	60,89
423038	Projet d'appui à la demande des soins dans les structures sanitaires des zones de santé (9) et de l'Hôpital Provincial du Nord-Kivu	Subvention	9 661 726,00	8 352 153,00	1 309 573,00	86,45
423150	Projet de réhabilitation de l'Hôpital Provincial du Nord-Kivu (HPNK - Plus)	Travaux	8 000 000,00	1 518 681,00	6 481 319,00	18,98
426177	Contribution à l'amélioration de l'état de santé de la population de sept zones de santé en Ituri & Haut Uélé dans le contexte de riposte contre la maladie Virus Ebola (MVE) et de la COVID-19	Subvention	2 000 000,00	1 600 000,00	400 000,00	80,00
TOTAUX			171 659 551,91	142 139 911,73	29 519 640,18	82,80

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
RÉHABILITATION DE LA ROUTE NATIONALE 1
 Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 038614
 Montant Engagé : 150 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
420709	Réhabilitation de la RN1 entre Kamuesha - Mbulungu Lot 1	Travaux	46 891 124,96	14 491 913,34	32 399 211,62	30,91
420767	Travaux de réhabilitation de la RN1 entre Mbulungu et Kananga Lot 2	Travaux	63 904 546,20	19 690 974,97	44 213 571,23	30,81
425144	Surveillance et contrôle des travaux de réhabilitation de la RN1 entre Kamuesha et Mbulungu	Service	1 617 980,00	300 000,00	1 317 980,00	18,54
TOTAUX			112 413 651,16	34 482 888,31	77 930 762,85	30,68

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
SUBVENTION AON 2019
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 040896
 Montant Engagé : 2 500 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
405197	Projet d'appui à l'Ordonnateur national du FED IV	Subvention	2 460 000,00	2 132 066,09	327 933,91	86,67
TOTAUX			2 460 000,00	2 132 066,09	327 933,91	86,67

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME D'APPUI À LA GOUVERNANCE DES INFRASTRUCTURES RÉGIONALES ET NATIONALES EN AFRIQUE CENTRALE (PAGIRN)
 Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 040729
 Montant Engagé : 500 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
414885	Devis-Programme Volet régulation des TIC	Devis-programme	1 960 000,00	1 810 448,22	149 551,78	92,37
422918	Appui à la réglementation, la facilitation, la sécurisation et la durabilité du transport fluvial dans la zone CICOS	Service	2 000 000,00	1 083 658,24	916 341,76	54,18
424642	Benchmarking desq TIC en Afrique Centrale	Service	1 000 000,00	200 000,00	800 000,00	20,00
TOTAUX			4 960 000,00	3 094 106,46	1 865 893,54	62,38

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
FACILITÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE (TCF VI)
 Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 041856
 Montant Engagé : 8 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
412292	Assistance technique à la COFED en RDC	Service	434 245,00	386 293,50	47 951,50	88,96
412549	Surveillance et contrôle des travaux conforatifs sur le tronçon de 8 km Batshamba - Loange RN1	Service	422 279,00	401 911,00	20 368,00	95,18
414886	Devis-programme pluriannuel TCF VI	Devis-programme	1 500 000,00	1 071 893,85	428 106,15	71,46
418158	Devis-Programme N° 01 Communication et Visibilité TCF VI	Devis-programme	500 000,00	401 928,02	98 071,98	80,39
420340	Actualisation des études, surveillance et contrôle des travaux de construction des institutions provinciales du Nord-Kivu	Service	419 630,00	39 530,00	380 100,00	9,42
424792	Surveillance et contrôle des travaux de construction du Palais de justice de Goma	Service	149 520,00	29 904,00	119 616,00	20,00
424932	Assistance Technique auprès du VPM, Ministre du Plan dans la co-Présidence du GPEDC	Service	395 600,00	50 400,00	345 200,00	12,74
TOTAUX			3 821 274,00	2 381 860,37	1 439 413,63	62,33

BILAN FINANCIER

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo

SUBVENTION - APPUI À L'ORDONNATEUR NATIONAL 2020

Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 041857

Montant Engagé : 7 500 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
414949	Projet d'Appui à l'Ordonnateur national du FED IV - Subvention 2020	Subvention	2 541 733,00	2 233 605,99	308 127,01	87,88
421994	Contrat de subvention PAON FED V (2021)	Subvention	2 258 067,00	2 146 159,52	111 907,48	95,04
TOTAUX			4 799 800,00	4 379 765,51	420 034,49	91,25

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo

DEUXIÈME PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DE LA JUSTICE (PARJ II)

Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 041979

Montant Engagé : 35 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
424065	Travaux d'électrification du TGI de Tshikapa	Travaux	110 510,82	99 459,75	11 051,07	90,00
426710	Assistance Technique au Deuxième Programme d'appui à la réforme de la justice (PARJ II) en RDC	Service	8 198 500,00	1 639 700,00	6 558 800,00	20,00
TOTAUX			8 309 010,82	1 739 159,75	6 569 851,07	20,93

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo

PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DE LA POLICE - PHASE III (PARP III)

Carte Projet au 31/12/2021 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 042471

Montant Engagé : 20 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
429526	Mise en œuvre du Programme d'appui à la réforme de la Police Phase III	Service	19 600 000,00	3 857 418,00	15 742 582,00	19,68
TOTAUX			19 600 000,00	3 857 418,00	15 742 582,00	19,68

GLOSSAIRE ABREVIATIONS LEGENDES ET CREDITS





GLOSSAIRE

Accord de Cotonou : accord de partenariat ACP-UE signé à Cotonou le 23 juin 2000, révisé à Luxembourg le 25 juin 2005 et à Ouagadougou le 22 juin 2010.

ACP : pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de l'accord de Cotonou qui fixe les modalités d'un partenariat avec les pays membres de l'Union européenne.

APD : avant-projet détaillé qui consiste en un ensemble d'études de base permettant de définir les caractéristiques principales d'un projet, en permettant le lancement d'études détaillées et d'activités d'approvisionnement.

APE : accord de partenariat économique prévu par l'Accord de Cotonou qui devrait régir les relations commerciales entre l'UE et les pays ACP. L'objectif est d'améliorer, dans le respect des principes du libre-échange, l'accès aux marchés de l'UE pour les pays ACP et de consolider l'intégration économique régionale de ces pays.

APS : avant-projet sommaire qui consiste en un ensemble d'études qui proposent une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme fonctionnel. Elles présentent les dispositions générales techniques envisagées, les durées prévisionnelles de réalisation ainsi qu'une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées.

APV : accord de partenariat volontaire, soit un accord international bilatéral entre l'Union européenne et un pays exportateur de bois, dont le but est d'améliorer la gouvernance forestière du pays et de s'assurer que le bois importé dans l'Union européenne remplit toutes les exigences réglementaires du pays partenaire.

Avenant : convention par laquelle les parties liées par un contrat antérieurement conclu entre elles apportent une ou plusieurs modifications aux termes et aux

conditions dudit contrat.

Banque européenne d'investissement (BEI) : banque de l'Union européenne dont les missions sont de promouvoir les objectifs de l'UE et d'accorder des financements à long terme à l'appui des projets d'investissement.

Bilan financier ou bilan de liquidité : bilan établi dans le but d'évaluer le patrimoine de l'entreprise et d'apprécier sa solvabilité à court terme.

Biodiversité : diversité naturelle des organismes vivants.

Comité de pilotage : organe d'orientation, chargé de veiller au bon fonctionnement d'un projet.

Commission ECOFIN : commission économique et financière, notamment de l'Assemblée nationale ou du Sénat.

DAS : déclaration d'assurance de la Cour des comptes européenne. Elle a pour principal objectif de fournir aux parties prenantes, essentiellement le Parlement européen et le Conseil des ministres, mais également aux citoyens européens en général, une appréciation et une opinion concernant la manière dont les fonds de l'UE ont été dépensés.

DEVCO : direction de la Commission européenne responsable de la conception des politiques de développement de l'UE et de la prestation de l'aide, grâce à des programmes et projets à travers le monde.

Devis-programme : document fixant les moyens matériels et les ressources humaines nécessaires, le budget ainsi que les modalités techniques et administratives de mise en œuvre pour l'exécution d'une convention de financement pendant une période donnée.

DFID : Department for International Development (United Kingdom).





GLOSSAIRE

Fonds d'équité : dans le but d'atteindre la couverture universelle des soins de santé, le Fonds d'équité est un mécanisme de financement du secteur de la santé visant à améliorer l'accès de la population la plus vulnérable aux services de santé, dans les pays à faibles revenus.

ÉCHO : office d'aide humanitaire de la Commission européenne.

Écosystème : ensemble formé par une association ou communauté d'êtres vivants (ou biocénose) et son environnement géologique, pédologique et atmosphérique (biotope). Les éléments constituant un écosystème développent un réseau d'interdépendances permettant le maintien et le développement de la vie.

Endossement : approbation d'un acte financier.

Enveloppe A : enveloppe qui, dans le cadre du FED, fait partie intégrante du programme indicatif national et qui est constituée des fonds dont on dispose pour une aide programmable.

Enveloppe B : enveloppe qui, dans le cadre du FED, fait partie intégrante du programme indicatif national et qui est constituée des fonds dont on dispose pour une aide non programmable.

EUFOR : force opérationnelle multinationale de l'Union européenne ou force de l'Union européenne.

FLEGT : mécanisme de réglementation, mis en place par l'Union européenne, qui permet de s'assurer que le bois importé ne provient pas d'une exploitation illégale des forêts.

Fonds GAVI : Fonds de l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation.

IGAD : Intergovernmental Authority on Development, Autorité intergouvernementale pour le développement. Organisme de développement et de lutte contre la sécheresse créé le 21 mars 1996 à Nairobi au Kenya. Son siège est situé à Djibouti, les pays membres sont

: Djibouti, l'Éthiopie, l'Érythrée, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan, et l'Ouganda.

Initiative PPTE : initiative qui vise à assister les pays les plus pauvres du monde en rendant leurs dettes internationales « soutenables ». Ce programme est mis en œuvre par l'action conjointe du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

LRRD : approche qui permet de faire le lien entre les actions d'urgence, de réhabilitation et de développement à plus long terme.

Maître d'œuvre : personne morale (entreprise, direction, etc.) responsable garante de la bonne réalisation technique d'un projet.

Maître d'ouvrage : entité porteuse du besoin, celui qui définit l'objectif du projet, son calendrier et le budget consacré à ce projet. Il doit maîtriser l'idée de base du projet et doit représenter à ce titre les bénéficiaires du projet. Ainsi, le maître d'ouvrage est responsable de l'expression fonctionnelle des besoins.

Médicament générique : médicament identique ou équivalent à celui d'une marque (appelé médicament princeps), mais produit et commercialisé sous sa dénomination commune internationale (DCI, nom chimique de la molécule).

NDICI : The Neighbourhood, Development and International Cooperation Instrument / l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale

OHADA : Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) qui a pour objectif de favoriser, sur le plan économique, le développement et l'intégration régionale ainsi que la sécurité juridique et judiciaire dans les pays membres de l'Organisation.

Ordonnateur national : personne chargée de représenter les pouvoirs publics de chaque État ACP dans toutes les activités financées sur les ressources du FED.



GLOSSAIRE

Plan d'action annuel (PAA) : outil qui permet la mise en œuvre des documents de stratégie et des programmes indicatifs nationaux. Il regroupe notamment les fiches d'action des projets qui, pour une année donnée, sont soumises à l'approbation du Comité FED de la Commission européenne.

PNVI : parc national des Virunga, le plus ancien de la RDC, créé en 1925. Situé à l'est de la RDC, il a une superficie de 7.900 km². On y trouve comme espèces phares le gorille des montagnes et l'éléphant des forêts.

PRADA : Programme régional d'accompagnement du développement dans le cadre des Accords de partenariat économique.

PROFIT : Projet de renforcement de la redevabilité et de la gestion des finances publiques, financé par la Banque mondiale et DFID, à hauteur de 26 millions de dollars, et coordonné par le Comité d'orientation de la réforme des finances publiques (COREF).

Programme indicatif national : programme stratégique élaboré par chaque pays ACP dans le cadre de sa coopération avec l'Union européenne. Ce document reprend les priorités et les secteurs de concentration retenus pour chaque pays.

RAMSAR : L'objectif de la Convention de Ramsar (ratifiée en 1971 à Ramsar en Iran) est d'enrayer la tendance à la disparition des zones humides et de favoriser leur conservation, ainsi que celle de leur flore et de leur faune, et de promouvoir et favoriser leur utilisation rationnelle. Un site Ramsar est un site de zone humide désigné comme étant d'importance internationale en vertu de la Convention de Ramsar.

REDD : Reducing emissions from deforestation and forest degradation est une initiative internationale et transnationale lancée en 2008 et coordonnée par l'ONU. Indirectement liée au marché du carbone et s'appuyant sur des incitations financières, cette initiative internationale vise à lutter contre le réchauffement climatique provoqué par les émissions de gaz à effet de serre induites par la dégradation, destruction et

fragmentation des forêts.

Reddition des comptes : opération effectuée par un mandataire ou par l'administrateur du patrimoine d'autrui, dans le cadre d'une tutelle par exemple. Il s'agit de tenir des livres de comptes justifiant des interventions de l'administrateur ou du mandataire sur ledit patrimoine.

Réforme structurelle : réforme engagée par les administrations et qui vise à améliorer son fonctionnement structurel, c'est-à-dire son organisation, ses réglementations, le niveau des dépenses publiques, etc. Une partie des réformes structurelles sont économiques.

Risque fiduciaire : désigne le risque de voir un intermédiaire ne pas protéger de façon optimale les intérêts d'un bénéficiaire.

Secteur de concentration : dans le cadre du FED, secteur majeur qui bénéficie d'un financement sur l'enveloppe programmable du programme indicatif du pays concerné.

Secteur hors concentration : dans le cadre de l'intervention de l'UE dans les pays ACP, les fonds alloués à travers le PIN sont distribués dans les secteurs considérés comme prioritaires. Les secteurs hors concentration concernent donc les interventions réalisées dans d'autres domaines, notamment pour les interventions d'urgence ponctuelle ou de coopération.

Subvention : aide financière à partir de fonds publics, pour le développement et/ou l'accompagnement d'une activité spécifique.

Sunset clause : date limite après laquelle aucune modification de contrat ne peut être effectuée. Concernant le FED, c'est la date limite d'engagement des fonds du 10e FED.

REDD+ : dispositif de lutte contre la déforestation qui prend en compte la capacité de stockage du carbone des forêts, la bonne gouvernance et l'aménagement des forêts ainsi que la protection de la diversité biologique et des services écosystémiques.





ABRÉVIATIONS



AAA	: Agro action allemande
AAC	: Autorité de l'aviation civile
AAO	: Avis d'appel d'offres
ACAPOL	: Académie de la Police
ACF	: African Conservation Fund
ACP	: Afrique – Caraïbes – Pacifique
ACP-UE	: Afrique Caraïbes Pacifique – Union européenne
ACTED	: Agence de coopération technique au développement
AEDES	: Agence européenne pour le développement et la santé
AI	: Appui institutionnel
AIC	: Appui institutionnel au niveau central
AIDCO	: Développement et coopération EuropeAid
AIDCOM	: Aide au commerce
AMCC	: Alliance mondiale contre le changement climatique
ANE	: Acteurs non étatiques
AP	: Aires protégées
APD	: Avant-projet détaillé
APE	: Accord de partenariat économique
APEC	: Appui au processus électoral au Congo
APF	: African Parks Foundation
APN	: African Parks Network
APP	: Assemblée parlementaire paritaire
APPRP	: Appui à la promotion des partenariats dans les processus et réformes politiques
APS	: Avant-projet sommaire
ARTAC	: Association des régulateurs de télécommunication en Afrique centrale
APV	: Accord de partenariat volontaire
ASBL	: Association sans but lucratif
ASF	: Avocats sans frontières
ASRAMES	: Association régionale d'approvisionnement en médicaments essentiels
AT	: Assistant technique
AWF	: African Wild Life Foundation

BCZ	: Bureau central de zone de santé
BEI	: Banque européenne d'investissement



CADIMEBU	: Centrale d'achat et de distribution régionale de médicaments essentiels de Bunia
CADIMEK	: Centrale d'achat et de distribution régionale de médicaments à Kananga
CADMEKO	: Centrale d'achat et de distribution régionale de médicaments au Kasaï Oriental
CAG	: Cellule d'appui à la gestion du ministère de la Santé publique
CAGF	: Cellule d'appui à la gestion financière du ministère de la Santé publique
CATCO	: Cellule d'audit technique et de coordination des interventions prévues dans la CF Environnement et agriculture durable
CDR	: Centrale de distribution régionale
CNP-SS	: Comité national de pilotage du secteur de la santé
CE	: Commission européenne
CEEAC	: Communauté économique des États d'Afrique centrale
CEEC	: Centre d'évaluation, d'expertise et de certification
CEMAC	: Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CENI	: Commission électorale nationale indépendante
CEPGL	: Communauté économique des pays des Grands Lacs
CEPFE	: Cellule stratégique de la promotion de la femme
CET	: Centre d'enfouissement technique
CF	: Convention de financement
CFCL	: Concessions forestières des communautés locales
CGP	: Cellule de gestion de projets/programmes
CICOS	: Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha
CIFOR	: Center for International Forestry Research
CIG	: Centre d'information géographique
CLD	: Comité local de développement
CMICL	: Comité mixte de concertation locale
CMJ	: Comité mixte de justice



ABRÉVIATIONS

COFED	: Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du Fonds européen de développement	DSNIS	: Division du système national d'information sanitaire
COMESA	: Common Market of Eastern and Southern Africa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe)	DSR-PIR	: Document de stratégie régionale de coopération - Programme indicatif régional
COMIFAC	: Commission des forêts d'Afrique centrale	DTO	: Direction du trésor et de l'ordonnancement
CNUCC	: Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique	DUE	: Délégation de l'Union européenne
COP	: Conférence des parties		
COPEVI	: Coopérative des pêcheurs de Virunga		
COPIL	: Comité de pilotage		
COREF	: Comité d'orientation des réformes des finances publiques	EAD	: Environnement et Agriculture durable
CPFE	: Cellule stratégique de la promotion de la femme et de l'enfant	ECMD	: Centre européen de gestion des politiques de développement
CPN	: Consultation prénatale	ÉCHO	: European Community Humanitarian Aid Office/Bureau de la Commission européenne pour les affaires humanitaires
CPON	: Consultation postnatale	ECOFAC	: Écosystème forestier d'Afrique centrale
CPRDC	: Commission permanente de réforme du droit congolais	ECOFIN	: Commission économique-financière du Parlement ou du Sénat
CS	: Centre de santé	ECZ	: Équipe-cadre de zone de santé
CSM	: Conseil supérieur de la magistrature	EES	: Étude environnementale stratégique
CSMOD	: Cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation	ELDRAP	: Élections, démocratie et radios de proximité
CSR	: Comité de suivi de la réforme de la police	EGEE	: Établissement de garde et d'éducation de l'État
CSU	: Couverture sanitaire universelle	ENFPJ	: École nationale de formation de la police judiciaire
CTB	: Coopération technique belge	ERAIFT	: École régionale post-universitaire d'aménagement et de gestion intégrée des forêts et territoires tropicaux
CTD	: Centre de traitement de données	ETD	: Entité territoriale décentralisée
CTAD	: Cellule technique d'appui à la décentralisation	EUP	: Établissements d'utilité publique
CTRS	: Comité technique régional de suivi	EUPOL	: European Union Police Mission/Mission de police de l'Union européenne
CTSRA	: Comité technique de suivi de la réforme de l'Armée	EUSEC RDC	: European Union Security Sector Reform Mission DRC/Mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en RDC
CUK	: Complexe UPEMBA - KUNDELUNGU		
DAO	: Dossier d'appel d'offres		
DCP	: Direction de comptabilité publique		
DEA	: Diplôme d'études approfondies		
DESS	: Diplôme d'études supérieures spécialisées		
DEVCO	: Développement et coopération EuropeAid		
DGDA	: Direction générale des douanes et accises		
DGRAD	: Direction générale des recettes administrative et domaniales		
DOPA	: Digital Observatory Protected Areas (Observatoire numérique des aires protégées)		
DP	: Devis-programme		
DPO	: Devis-programme de démarrage		
DPS	: Division provinciale de santé		
DS	: District sanitaire		
DSCR	: Document de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté		

ABRÉVIATIONS

F

FAO	: Food and Agriculture Organization
FASS	: Fonds d'achat des services de santé
FARDC	: Forces armées de la RDC
FCT	: Facilité de coopération technique
FDSS	: Fonds de développement des services de santé
FED	: Fonds européen de développement
FEDECAME	: Fédération des centrales d'approvisionnement en médicaments essentiels
FIP	: Fiche d'identification de projet
FLEGT	: Forest Law Enforcement Governance and Trade
FMI	: Fonds monétaire international
FOLECO	: Fédération des ONG laïques à vocation économique du Congo
FONER	: Fonds national d'entretien routier
FORETS	: (projet) Formation, Recherche, Environnement dans la TSHOPO
FOSA	: Formations sanitaires
FRPC	: Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance

G

GAVI	: Global Alliance for Vaccination and Immunisation (Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation)
GIZ	: Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit
GMRRR	: Groupe mixte de réflexion sur la réforme et la réorganisation de la Police nationale congolaise
GPECS	: Global Programme on Electoral Cycle Support

H

HGR	: Hôpital général de référence
HIMO	: Haute intensité de main-d'œuvre

K L M

I&J

IADM	: Initiative d'allégement de la dette multilatérale
ICCN	: Institut congolais pour la conservation de la nature
ICD	: Instrument de financement de la coopération au développement
IDA	: Association internationale de développement
IFS	: Instrument for Stability
IITA	: Institut international d'agriculture tropicale
IJZBC	: Institut des jardins zoologiques et botaniques du Congo
IMET	: Integrated Management Effectiveness Tool
INERA	: Institut national pour l'étude et la recherche agronomique
INPP	: Institut national de préparation professionnelle
IPS	: Inspection provinciale de la santé
ITIE	: Initiative pour la transparence des industries extractives
ITPR	: Infrastructures et travaux publics
JICA	: Japan International Cooperation Agency

KO	: Kasaï Occidental
KOR	: Kasaï Oriental
LoA	: Letter of Agreement
LRA	: Lord's Resistance Army (Milice illégale dans l'est du pays)
LRRD	: Lien entre l'urgence, la réhabilitation et le développement

MDM	: Médecins du monde
MEG	: Médicaments essentiels génériques
MIP	: Médecin inspecteur provincial
MITP	: Ministère des Infrastructures et Travaux publics
MJDH	: Ministère de la Justice et Droits humains
MONUSCO	: Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC
MSP	: Ministère de la Santé publique

N

NELSAP : Pays des lacs équatoriaux du Nil
NK : Nord-Kivu

O

OACI : Organisation internationale de l'aviation civile
OAPI : Organisation africaine de la propriété intellectuelle
OC : Organismes correspondants
OCC : Office congolais de contrôle
ODD : Objectifs de Développement durable
OHADA : Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
OIBT : Organisation internationale des bois tropicaux
OIF : Organisation internationale de la Francophonie
OIM : Office international pour les migrations
OMD : Objectifs du millénaire pour le développement
ON : Ordonnateur national
ONATRA : Office national des transports
OND : Ordonnateur national délégué
ONG : Organisation non gouvernementale
OP : Ordre de paiement
OR : Office des routes
OSC : Organisations de la société civile
OVD : Office des voiries et drainages

P

PAA : Plan d'action annuel
PACO : Projet d'appui à la coordination des observateurs
PADDL : Programme d'appui à la décentralisation et au développement local
PAM : Programme alimentaire mondial
PAMFIP : Programme d'appui à la modernisation des finances publiques
PANAV : Projet d'appui à la navigabilité des voies fluviales et lacustres en RDC
PANEAC : Plateforme des acteurs non étatiques de l'Afrique centrale
PAP : Programme d'actions prioritaires
PAP-PNDS : Projet d'appui au plan national de développement sanitaire
PAP-OMD : Projet d'accélération des progrès vers les objectifs du millénaire pour le développement

PAR : Programme d'appui à la réhabilitation
PARAU : Projet d'entretien et réhabilitation des infrastructures routières en RDC et d'amélioration de l'assainissement urbain à Kinshasa

PAR/ICCN : Programme d'appui à la réforme de l'institut congolais pour la conservation de la nature
PARJ : Programme d'appui à la réforme de la justice
PARCCS : Programme agricole rural et de conservation du complexe de la Salonga
PASTAR : Projet d'appui à la stabilisation et reconstruction de l'est de la RDC
PATS : Programmes d'appui transitoire au secteur de la santé
PAUK : Projet d'assainissement urbain à Kinshasa
PEC : Projet Est-Congo
PESD : Politique européenne de sécurité et de défense
PEFA : Public Expenditure and Financial Accountability (Cadre des mesures de la gestion des Finances publiques)
PFNL : Produits forestiers non ligneux
PIN : Programme indicatif national
PIR : Programme indicatif régional
PME : Petites et moyennes entreprises
PMEDE : Projets de développement de l'électricité pour la consommation domestique et l'exportation
PMPTR : Programme minimum de partenariat pour la transition et la relance
PNC : Police nationale congolaise
PNFoCo : Plan national forêts et conservation
PNG : Parc national de la Garamba
PNS : Parc national de la Salonga
PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
PNVi : Parc national des Virunga
PO : Province Orientale
PPP : Partenariat public-privé
PPTE : Pays pauvres très endettés
PRA : Plan de réforme de l'Armée
PRO-DS : Programme de Renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé
PROGRESS : Programme d'appui à la Réforme du Secteur de Sécurité
PROMINES : Projet d'appui au secteur minier
PSE : Planification, suivi et évaluation
PSPE : Police spéciale de protection de l'enfant
PSRFR : Plan stratégique de réforme des Finances publiques
PTF : Partenaires (prescriptions) techniques et financiers (ères)



ABRÉVIATIONS

Q&R

QSG	: Quality Support Group
RAC	: Rapport annuel conjoint
RAM	: Rapport d'activités mensuel
RAP	: Recherche d'actions participatives
RAPAC	: Réseau des aires protégées d'Afrique centrale
RBV	: Réserve de biosphère de Yangambi
RCN	: Réseau Citizens Network
RDC	: République démocratique du Congo
REAFOR	: Relance de la recherche agricole et forestière
REGIDESO	: Régie de distribution des eaux
RGCP	: Règlement général de la comptabilité publique
RIIC	: Regional Information Coordination Center / Centre Régional de Coordination de l'Information
RN1	: Route nationale 1
RPR	: Route prioritaire régionale
RVA	: Régie des voies aériennes
RVF	: Régie des voies fluviales

SEAE	: Service européen pour l'action extérieure
SAPM	: Southern Africa Power Market
SCTP	: Société commerciale de transport et des ports et de l'action sociale
SGEI	: Service de gestion d'entretien et infrastructures du Commissariat général de la police
SGLVS	: Stratégie globale de lutte contre les violences sexuelles
SK	: Sud-Kivu
SNAME	: Système national d'approvisionnement en médicaments essentiels
SNCC	: Société nationale des chemins de fer du Congo
SNIS	: Système national d'information sanitaire
SNR	: Service national de reboisement
SRP	: Stratégie de réduction de la pauvreté
SRSS	: Stratégie de renforcement du système de santé
STAREC	: Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés

SYS OHADA : Système comptable OHADA

TCF	: Facilité de coopération technique (Technical Cooperation Facility)
TDR	: Termes de référence
TFPR	: Task force de préparation régionale
TOM FED	: Progiciel comptable destiné à la gestion des projets et des différents marchés/contrats du FED européenne
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
UCN	: Unité de coordination nationale
UCP	: Unité de coordination provinciale
UCPEC	: Unité de coordination du Programme Est-Congo
UE	: Union européenne
UGP	: Unité de gestion de projets/programmes
UGPAG	: Unité de gestion du programme d'appui à la gouvernance
UGPNS	: Unité de gestion du parc de la Salonga
UICN	: Union internationale pour la conservation de la nature
UN	: United Nations / Nations unies
UNESCO	: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization/Organisation des Nations unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	: United Nations International Children' Emergency Fund (actuellement United Nations Children's Fund)
UNIPACE	: Union des patronats de l'Afrique centrale
UNODC	: United Nation Office of Drugs and Crime
UNOPS	: United Nations Office for Project Services (Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets)
UNPOL	: United Nations Police (Police des Nations unies)
USAID	: United States Agency for International Development
VBG	: Violences basées sur le genre
V-FLEX	: Vulnérabilité mécanisme FLEX
VLIR	: Vlaame Interuniversitaire Raad (Conseil interuniversitaire)
VVs	: Victimes des violences sexuelles
WCS	: Wild Life Conservation Society
WTI	: World Trade Index
WWF	: Fonds mondial pour la nature
ZS	: Zones sanitaires

TUWVZ



LEGENDES ET CREDITS

Couverture	: Forêt © unsplash / Atelier environnemental, Texaf Bilembo © COFED
1	: Construction de route © unsplash / Les écoliers © COFED
2-3	: Forêt © unsplash / Oiseau posé sur une branche © unsplash
6	: Une vendeuse de tomates et piments © unsplash / Une oeuvre d'art © unsplash / Forêt © unsplash
7	: Instruments de musique africaine © unsplash / Oiseau sur une branche © unsplash / Petite fille portant un bassin sur la tête © unsplash
9	: Atelier sur les Finances publiques © COFED
10-11	: Drapeaux pays membres UE © COFED / 3e session du Dialogue politique entre la RDC et l'UE © COFED
13	: Équipe COFED © COFED & KOKOLO
18	: Académie des Beaux Arts Kinshasa © COFED
20-21	: Construction bâtiment ministère de la Défense nationale © COFED
22	: Petit écolier heureux © unsplash
23	: Deux oeuvres d'arts en bois © unsplash
24	: Un petit garçon sautant de joie en écartant largement ses bras © unsplash
25	: Un jeune homme qui crache l'eau © unsplash
26-27	: L'enseignante et ses élèves dans une salle de classe © unsplash
28-29	: Société civile, construction de forages, Kimbanseke © COFED
30-31	: Un atelier de couture © unsplash
32-33	: Académie des Beaux arts Kinshasa © COFED
34	: Construction de route © unsplash
36	: Camion du chantier RN1 © RCongonews
37	: Réhabilitation RN1 © COFED
38	: Avenue des Grands rond-points © AGM
39	: Mise à l'eau du baliseur YAOLIMELA © COFED
40	: Construction bâtiment du ministère de la Défense nationale © COFED
41	: Construction de route © unsplash
42	: Ecolier © unsplash
44-45	: Le laboratoire © unsplash
46	: HGR Ngandajika © COFED
50	: Forêt © unsplash
52	: Cultivateur © unsplash
54	: Les éléphants © unsplash
55	: Des singes © unsplash
56-57	: Rizi pisciculture © FORETS
58	: Des zèbres © unsplash / La tortue © unsplash
59	: Paon © unsplash
60	: Instruments de musique africaine © unsplash © unsplash
64	: Un verre rempli de pièces de monnaie © unsplash
90	: TEXAF BILEMBO, atelier © TEXAF BILEMBO



Editeur : COFED

Rédacteurs : Gisèle Lamboley, Jacky Mukala, Apollinaire Kiakesidi, Pascaline Mvula, Patrice Ntumba, Sylvie Ngalimbaya, Ruphin Mfumu, Ben Ilunga, Alice Ntumba, David Kashishi, Christelle Odia Derouaux, Pierre Medi, Sylvie Olela, Jean-Paul Piurac, Arlette Yumbi, Ruddy Sakombi, Aloys Mateso

Design et mise en page : Noella A lubunda et Gisèle Lamboley

Impression : DUPLI PRINT MAYENNE